

ORGANISATION GENERALE DE LA CYNOPHILIE EN FRANCE

THÈSE

présentée

A L'UNIVERSITÉ CLAUDE BERNARD DE LYON

(Médecine-Pharmacie)

et soutenue publiquement le 1^{er} Mars 1979
pour obtenir le grade de Docteur Vétérinaire

par

Jacqueline DUBIAT épouse DALLERY

née le 3 Avril 1944

à OULLINS (Rhône)



ASSOCIATION AMICALE
DES ETUDIANTS EN PHARMACIE DE LYON
UNIVERSITÉ CLAUDE BERNARD
8, Avenue Rockefeller, 8
69373 LYON Cedex 2

ECOLE NATIONALE VÉTÉNAIRE DE LYON

ANNEE 1976

ORGANISATION GENERALE DE LA CYNOPHILIS EN FRANCE

Digitized by the Internet Archive
in 2026

Jacqueline DUBAT ADOLPH DABERY

1976-1977

1976-1977

ANNUAIRE 1976

1976-1977

1976-1977

1976-1977

1976-1977

ORGANISATION GENERALE DE LA CYNOPHILIE EN FRANCE

THÈSE

présentée

A L'UNIVERSITÉ CLAUDE BERNARD DE LYON

(Médecine-Pharmacie)

et soutenue publiquement le 1^{er} Mars 1979
pour obtenir le grade de Docteur Vétérinaire

par

Jacqueline DUBIAT épouse DALLERY

née le 3 Avril 1944

à OULLINS (Rhône)



ASSOCIATION AMICALE
DES ETUDIANTS EN PHARMACIE DE LYON
UNIVERSITÉ CLAUDE BERNARD
8, Avenue Rockefeller, 8
69373 LYON Cedex 2

ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA CYNOPHILIE EN FRANCE

THÈSE

présentée

à l'UNIVERSITÉ CLAUDE BERNARD DE LYON

(Médecine-Vétérinaire)

et soutenue publiquement le 1^{er} Mars 1979

pour obtenir le grade de Docteur Vétérinaire

par

Jacqueline DUBIAT épouse-DALLÉRY

née le 2 Avril 1947

à Lyon (Rhône)



ASSOCIATION GÉNÉRALE
DES ÉTUDIANTS EN MÉDECINE VÉTÉRINAIRE
DE LYON
1, Avenue de la République
69622 LYON CEDEX 3

DIRECTEUR Monsieur le Professeur COTTEREAU
 DIRECTEURS HONORAIRES Messieurs les Professeurs TAPERNOUX, FLORIO, PROGET

PROFESSEURS

1° - Pharmacie et Toxicologie	M. LORGUE
2° - Anatomie descriptive - Extérieur - Anatomie appliquée	M. BARONE
3° - Physiologie - Thérapeutique - Pharmacodynamie	M. BOST
4° - Histologie - Embryologie - Anatomie Pathologique	M. TISSIER
5° - Hygiène et Industrie des Aliments d'Origine Animale	M. FLACHAT M. CHANTEGRELET
6° - Parasitologie et Maladies Parasitaires	M. EUZÉBY
7° - Pathologie Médicale des Equidés et des Carnivores - Législation Vétérinaire	M. FONTAINE
8° - Pathologie Médicale du Bétail et des Animaux de Basse-cour	M. COTTEREAU
9° - Technique Chirurgicale - Pathologie Chirurgicale	M. COULON
10° - Obstétrique - Pathologie de la Reproduction	M. BERRAND
11° - Pathologie Générale - Microbiologie - Immunologie	M. CUDAR
12° - Ethnologie - Zootechnie - Economie Rurale	M. PROGET
13° - Botanique appliquée - Agronomie - Alimentation	M. WOLTER
14° - Physique et Chimie Biologiques et Médicales	M. DELATOUR
15° - Maladies Contagieuses - Zoonoses - Législation Sanitaire	M. JOUBERT

MM. DESCHANEL, JEAN-BLAIN, LAPRAS, LE NIHOUANNEN.

MAITRES DE CONFÉRENCES

MM. BOIVIN, GASTELIU, PRAVE.

MAITRES-ASSISTANTS AGREGES

Mlle LAVAL.

MAITRES-ASSISTANTS

M. BELLI, Mme CHAUVÉ, M. EUZÉBY, MM. FRANCK, FAU, GARNIER, GEVREY, GOUY, KECK, LABE, LEGEAY, MEYRET,
Mme RACHAIL, M. RICHARD.

ASSISTANTS

MM. BEZEAU, CHEVRIER, Mlle COURSAT, MM. DEMONT, DENOIX, DESCOTES, Mme FURNEL, M. GALEA, GENIN,
M. GUIGUEN, Mlle JANUEL, MM. JAUSSAUD, MAY, Mlle OLLEON, M. PERROTIN.

EXAMINATEURS DE LA THESE

Président : M. le Professeur de la Faculté de Médecine.
Premier assesseur : M. le Professeur de l'Ecole Nationale Vétérinaire.
Deuxième assesseur : M. le Professeur de l'Ecole Nationale Vétérinaire.

L'Université Claude Bernard (Médecine-Pharmacie) de Lyon et l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon déclarent que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation ni improbation.

A Monsieur le Professeur COUDERT

de la Faculté de Médecine et Pharmacie de Lyon

Avec l'expression de mon profond respect.

A Monsieur le Professeur FROGET

de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon

En témoignage de reconnaissance.

A Monsieur le Professeur LAPRAS

de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon

Avec mes sincères et vifs remerciements.

P L A N

INTRODUCTION	4
I. LA SOCIETE CENTRALE CANINE	6
A. <u>Historique et organisation</u>	6
a. Historique	6
b. Administration	7
c. Statuts de la Société Centrale Canine	8
d. Ressources	15
d. Sociétés et clubs spéciaux affiliés	16
1. Liste	16
2. Règlement d'affiliation	27
3. Statuts type pour l'affiliation des associations	39
f. Règlement des élections	53
g. Juridiction de la S.C.C. et des groupements affiliés.	55
B. <u>Son but, ses moyens et réalisations</u>	61
a. Son but	61
b. Tenue du livre généalogique	61
1. Modalités d'inscription	61
- au titre de la descendance	
- à titre initial	
- sections du livre fermées	
- au titre de l'importation.	
2. Les formalités d'inscription	62
- certificat de saillie	
- certificat de naissance	
- la confirmation	
- pédigree définitif	
3. Décret n° 74-195 du 26 Février 1974	72
c. Attribution de l'affixe	77

II. IDENTIFICATION DES CHIENS	78
A. <u>Historique et différentes méthodes employées</u>	78
a. Les méthodes descriptives	
b. Les méthodes par application de marques.	
B. <u>Le tatouage</u>	81
a. La législation	81
b. La pratique du tatouage	94
1. Le principe	94
2. Les appareils	94
3. Lieu du tatouage	94
4. Etude critique	94
c. Le fichier central	95
III. CONCOURS ET SPORT CANIN.	98
A. <u>Les expositions. Schéma général</u>	98
a. L'engagement	
b. Les différentes classes	
c. Qualificatifs et prix	
d. CACB	
e. CACIB	
B. Règlements des expositions canines	102
C. Concours de travail. Epreuves d'utilisation	124
D. Règlementation sanitaire	125
IV. LA LOI DU 22 DECEMBRE 1971.	128
A. <u>Enoncé de la loi</u>	128
B. <u>Les textes d'application</u>	129
a. <u>Chapitre I</u> : Dispositions relatives à la vente des chats et des chiens	129
1. Enoncé du décret n° 75-282 du 21 Avril 1975	
2. Commentaires et critiques.	

b. <u>Chapitre 2</u> : Dispositions relatives à l'importation des chats et des chiens	132
1. Enoncé du décret.	
2. Commentaires et critiques	
c. <u>Chapitre 3</u> : Dispositions relatives à l'identification des chiens par tatouage	135
1. Enoncé	
2. Commentaires.	
d. <u>Chapitre 4</u> : Dispositions relatives aux établissements spécialisés	135
1. Décret du 21 Avril 1975	
2. Arrêté ministériel du 2 Juin 1975	
3. Arrêté ministériel du 26 Août 1975	
e. <u>Chapitre 5</u> : Sanctions	143
f. <u>Chapitre 6</u> : Dispositions générales	144
 <u>CONCLUSION</u>	 145
<u>BIBLIOGRAPHIE</u>	146

I N T R O D U C T I O N

Depuis plusieurs années, le besoin de posséder un animal de compagnie s'est affirmé. En France, un foyer sur trois a au moins un chien et ce chien est de plus en plus un animal de race.

Ce besoin a fait se développer considérablement une forme de commerce jusqu'à maintenant peu exploitée : celle des chiens et des chats.

L'animal de compagnie prend alors une grande importance, tant par le nombre de ses représentants que par la place qu'il tient dans la vie de ses propriétaires, ou encore par son importance économique : un chien inscrit au L.O.F., au sevrage, représente une valeur marchande d'environ 1 500 Francs. Cette valeur variant avec l'âge (certains reproducteurs berger allemand ayant été vendus à des prix supérieurs à cent mille francs).

Parallèlement le commerce d'articles spécialisés, d'aliments pour chiens et chats prend un essor considérable. Déjà en 1966, lors du Congrès des Vétérinaires Spécialistes Canins, QUEINNEC déclarait "les chiens et les chats français mangent chaque année pour six milliards de nos francs, soit plus qu'en représente la production de boeuf ou celle de porc ou de volaille.

Dans une famille, les animaux familiers entrent dans le budget pour le cinquième de ce que mange le reste de la famille".

En 1972, les carnivores domestiques français ont englouti deux cent cinquante millions de boîtes, coûtant ainsi environ quatre cents millions à leurs maîtres.

Devant cette situation, la nécessité d'une réglementation s'imposait : le décret n° 74-195 du 26 Février 1974 qui abroge en son article 10 le décret n° 66-709 du 21 Septembre 1966 (art. 2, 3 et 9) fixe la tenue du livre généalogique par une "Fédération nationale agréée".

Par arrêté ministériel du 22 Mai 1969, "la Société Centrale Canine pour l'amélioration des races de chiens en France" est agréée pour tenir

le livre généalogique pour les animaux de l'espèce canine.

De cet état de fait, découle tout un processus administratif de déclarations, certificats, examens etc.... dans lequel le propriétaire d'un chien de race a souvent beaucoup de difficultés à se retrouver et c'est tout naturellement vers le vétérinaire lors d'une première visite, qu'il vient demander conseil.

Souvent confrontés à ce genre de problèmes, mal connus au sortir de l'école, nous avons voulu rassembler ici les principaux renseignements concernant la société centrale canine, la tenue du livre généalogique et le tatouage.

Dans une troisième partie, nous donnons une définition et une explication succincte des différents termes employés dans le monde des concours, termes souvent hermétiques pour le profane, car composés d'abréviations ou d'initiales.

La dernière partie est plus spécialement réservée aux éleveurs amateurs débutants puisqu'elle traite de la loi du 22 Décembre 1971 tendant à la protection des animaux et à la défense de leurs acheteurs et à ses textes d'application, textes qui doivent être connus de tous les éleveurs.

C'est dans cet état d'esprit que nous avons rassemblé dans cet ouvrage, une grande partie des textes officiels concernant la cynophilie en France.

-::-:-

I. LA SOCIÉTÉ CENTRALE CANINE.

A. HISTORIQUE ET ORGANISATION.

a. Historique.

La Société Centrale Canine fut fondée en 1882, à Paris, au Cercle de la chasse, section du jockey club.

Avant cette date, aucune directive officielle ne coordonnait le sport canin; quelques rares expositions avaient lieu, telles la première du 3 au 10 Mai 1863, au Jardin d'acclimatation du Bois de Boulogne, organisée par la "Société Impériale d'Acclimatation" et dont le Directeur de l'exposition : M. GEOFFROY - SAINT-HILAIRE précise, dans son rapport, le but :

"Ce n'était pas un spectacle de curiosité, encore moins un marché qu'on se proposait d'ouvrir. On voulait, sous un point de vue autant scientifique que pratique, réunir une collection de chiens aussi complète que possible, afin de distinguer les races pures, utiles ou d'agrément, et les croisements bons à conserver. Faire, en un mot, une étude et une révision générale de l'espèce. De là, le titre d'Universelle, donné à cette Exposition".

Les débuts de la "S.C.C." furent difficiles. Sa création fut surtout l'œuvre d'équipage, obligés pour la remonte de leur chenil d'acheter leurs chiens à l'étranger. Ils imaginèrent de fonder une société analogue à celle qui existait en Angleterre depuis 1874. Cette société eût pour Président fondateur : Marquis de NICOLAY et comme vice-présidents: Comte d'ORGLANDES et Baron LEON D'HALLOY.

En 1910, la Société Canine fonde avec la "Société Royale de St Hubert" de Belgique la Fédération cynologique internationale à laquelle adhèrent maintenant la presque totalité des pays d'Europe en qualité de membres fédérés (21) ainsi que de nombreux pays de l'Amérique latine, de l'Asie et de l'Afrique en qualité de membres associés (13).

A sa tête, le président, obligatoirement européen est élu pour un an.

Honorée du patronage de M. le Président de la République, la société centrale a été reconnue d'utilité publique par décret du 28 Avril 1914, sur avis conforme du Conseil d'Etat.

En 1957, le Livre des Origines Françaises, créée par la Société Centrale est inscrite au registre des Livres Généalogiques du Ministère de l'Agriculture.

Quelques années plus tard, par décret en date du 18 Août 1965, la société centrale canine, en la personne de son Président est appelée à siéger au "Conseil Supérieur de l'Elevage".

L'élevage canin a donc pris ainsi sa place officiellement dans l'élevage national.

b. Administration.

La Fédération est dirigée et administrée par un comité nommé comme indiqué à l'art. 5 des Statuts.

Il est composé de 26 membres représentant soit les Sociétés Régionales, soit les Clubs spéciaux.

Le travail de ce comité est préparé par des commissions, celles-ci sont de deux sortes:

- les Commissions de gestion dont entre autres : Commission de finances, commission du C.O.F., commission des Elections, commission des affiliations.

- Les Commissions d'utilisation dont entre autres : Commission des Juges, Commission des Expositions et des Règlements, Commission d'Utilisation Chien de chasse, Commission d'Utilisation Chiens de berger et de Défense.

Le Président de la S.C.C. fait partie de droit de toutes les commissions. Il assume la présidence des commissions de gestion.

Les Commissions d'Utilisation élisent un président et un secrétaire pour 3 ans. Les pouvoirs de ceux-ci viennent à expiration en même temps que le renouvellement triennal du comité. Ils sont rééligibles. La composition des différentes commissions est revue annuellement en fin d'exercice par le comité sur proposition des présidents de chaque commission. Des membres supplémentaires peuvent être désignés en cours d'année. Tous les membres des Commissions ne sont pas obligatoirement choisis parmi les membres du Comité; il peut faire appel à des compétences extérieures. Ces commissions étudient les différentes questions qui leur sont soumises et proposent au Comité les décisions à prendre.

Les membres d'honneur ne paient pas de cotisation.

ARTICLE 4

La qualité de membre se perd.

1° Par la démission;

2° Par la radiation prononcée par le Comité pour non-paiement de la cotisation ou pour motifs graves. La décision du Comité portant radiation d'un membre, ne peut être définitive qu'après que le représentant dûment mandaté aura été préalablement appelé à fournir des explications, et sauf recours à l'Assemblée générale.

I. Administration et fonctionnement

ARTICLE 5.

Composition et élection du Comité - La Fédération est administrée par un Conseil d'administration dénommé Comité, qui se compose de 26 membres élus pour six ans au scrutin secret par l'Assemblée générale de la Fédération parmi ses propres membres, à raison de :

1° 10 parmi les présidents ou représentants des Sociétés régionales et représentant celles-ci;

2° 10 parmi les présidents ou les représentants des Clubs spéciaux, de telle façon qu'ils comprennent :

Un représentant des chiens de berger de races françaises et bouviers;

Un représentant des chiens de berger de races étrangères;

Un représentant des chiens de garde et d'utilité;

Un représentant des terriers et des teckels;

Un représentant des lévriers;

Un représentant de la vénerie (chiens courants);

Un représentant des chiens d'arrêt continentaux;

Un représentant des chiens d'arrêt anglais;

Un représentant des spaniels et retrieviers;

Un représentant des chiens d'agrément.

3° 6 parmi les représentants des Sociétés régionales et des Clubs spéciaux, mais élus à titre individuel.

Le Comité élira parmi ces 26 membres au scrutin secret, un Bureau composé de : un président, quatre vice-présidents, un secrétaire général, un secrétaire général adjoint, un trésorier et un trésorier adjoint.

En cas de vacances, le Comité pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres, en tenant compte des catégories ci-dessus prévues. Les pouvoirs des membres du Comité ainsi désignés prennent fin à la date d'expiration normale du mandat des membres remplacés. Il est procédé au remplacement définitif par la plus prochaine Assemblée générale.

Le renouvellement du Comité par l'Assemblée générale a lieu tous les trois ans, par moitié. La première série sortante sera désignée par catégorie, par tirage au sort. Les membres sortants sont rééligibles. Après chacun de ces renouvellements partiels du Comité, tous les trois ans, le Comité procède au renouvellement de son Bureau, dont les membres sortants sont rééligibles.

ARTICLE 6

Fonctionnement du Conseil d'administration - Le Comité se réunit au moins une fois par trimestre, et chaque fois qu'il est convoqué par son Président, ou sur la demande du quart de ses membres. La présence de sept, au moins, des membres du Comité, est nécessaire pour la validité des délibérations.

Toute décision est prise à la majorité absolue des membres présents. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire. Ils sont transcrits, sans blanc, ni ratures, sur un registre coté et parafé par le Préfet de la Seine ou son délégué.

ARTICLE 7

Les membres de la Fédération ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées.

Les fonctionnaires rétribués de la Fédération peuvent être appelés à assister avec voix consultative aux séances de l'Assemblée générale et du Comité.

II. Assemblée générale

ARTICLE 8

L'Assemblée générale de la Fédération se compose des représentants des membres fédérés. C'est-à-dire des Sociétés régionales et des Clubs spéciaux, comprenant au moins 50 membres cotisants.

Chacun des membres fédérés (Sociétés régionales et Clubs spéciaux) aura un nombre de représentants proportionnel au nombre de ses membres cotisants, d'après le barème suivant :

Un représentant de 50 à 300 membres cotisants et, au-dessus de 300 membres, un représentant par 300 membres ou fraction égale ou supérieure à 150.

Les présidents des Sociétés régionales font partie de droit de la représentation de leur groupement. En cas d'empêchement, ils délèguent leur pouvoir pour les Assemblées générales.

Les représentants de chaque Club spécial devront être choisis de telle sorte qu'ils ne soient ni présidents de Sociétés régionales, ni déjà représentants d'autres Clubs spéciaux ou de Sociétés régionales, le cumul étant rigoureusement interdit.

Tous les représentants des Sociétés régionales et des Clubs spéciaux composant l'Assemblée générale doivent être de nationalité française et, conformément au principe posé par l'article 7 des Statuts, ne peuvent être choisis parmi les fonctionnaires rétribués par la Société Centrale Canine elle-même ou par les Sociétés régionales ou Clubs spéciaux affiliés et leurs propres filiales.

Le vote par correspondance est admis, mais seulement en ce qui concerne les élections.

Les membres d'honneur peuvent assister aux Assemblées générales.

L'Assemblée générale de la Fédération se réunit tous les ans, autant que possible au moment de l'Exposition canine, et chaque fois qu'elle est convoquée par le Comité ou sur la demande du quart au moins de ses membres.

Son ordre du jour est réglé par le Comité. Son bureau est celui du Comité.

Elle entend les rapports sur la gestion du Comité, sur la situation financière et morale de la Fédération, elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour, et pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement des membres du Comité.

Le rapport annuel et les comptes sont adressés chaque année à tous les Membres du Comité.

L'assemblée générale nomme également pour un an, un ou deux commissaires aux comptes, pris en dehors de la Fédération, et chargés de présenter à l'Assemblée générale suivante, un rapport sur les comptes de l'exercice. Ces commissaires sont rééligibles. Ils peuvent agir ensemble ou séparément.

ARTICLE 9

Les dépenses sont ordonnancées par le Président. La Fédération est représentée en justice et dans tous les actes de la vie civile par le Président. Le représentant de la Fédération doit jouir du plein exercice de ses droits civils.

ARTICLE 10

Les délibérations du Comité relatives aux acquisitions, échanges et aliénations des immeubles nécessaires au but poursuivi par la Société Centrale Canine, constitution d'hypothèques sur lesdits immeubles; baux excédant neuf années, aliénation de biens dépendant de la dotation et emprunts, doivent être soumises à l'approbation de l'Assemblée générale.

ARTICLE 11

Les délibérations du Comité, relatives à l'acceptation des dons et legs, ne sont valables qu'après l'approbation administrative donnée dans les conditions prévues par l'article 910 du Code Civil et les articles 5 et 7 de la loi du 4 février 1901, modifié par le décret du 4 janvier 1949.

Les délibérations de l'Assemblée générale relatives aux aliénations de biens mobiliers et immobiliers, dépendant de la dotation, à la constitution d'hypothèques et aux emprunts, ne sont valables qu'après approbation par arrêté ministériel.

Toutefois, s'il s'agit de l'aliénation de biens mobiliers, et si leur valeur n'excède pas le dixième des capitaux mobiliers compris dans la dotation, l'approbation est donnée par le Préfet de la Seine.

III.- Dotation fonds de réserves et ressources annuelles

ARTICLE 12

La dotation comprend :

- 1° Dix-sept mille francs en valeurs nominatives déposées en banque;
- 2° Les immeubles nécessaires au but poursuivi par la Fédération;
- 3° Les capitaux provenant des libéralités, à moins que l'emploi immédiat n'en ait été autorisé;
- 4° Les sommes versées pour le rachat des cotisations;
- 5° Le dixième au moins annuellement capitalisé, du revenu net des biens de la Société Canine.

ARTICLE 13

Les capitaux mobiliers compris dans la Dotation sont placés en valeurs nominatives de l'Etat Français, ou en obligations nominatives dont l'intérêt est garanti par l'Etat. Ils peuvent être également employés soit à l'achat d'autres titres nominatifs, après autorisation donnée par décret soit à l'acquisition d'immeubles nécessaires au but poursuivi par l'Association.

ARTICLE 14

Il existe un fonds de réserve où est versée chaque année, en fin d'exercice, la partie des excédents de recettes qui n'est ni réservée à la dotation, ni nécessaire au fonctionnement de la Fédération, pendant le premier semestre de l'exercice suivant.

La quotité et la composition du fonds de réserve peuvent être modifiées par délibérations de l'Assemblée générale.

Ces délibérations doivent faire l'objet, dans le délai de huitaine, d'une notification au Préfet du département de la Seine.

ARTICLE 15

Les recettes annuelles de la Fédération se composent:

- 1° De la partie du revenu de ses biens, non comprise dans la dotation;
- 2° Des cotisations et souscriptions des membres;
- 3° Des subventions de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics;
- 4° Du produit des libéralités dont l'emploi immédiat a été autorisé;
- 5° Des ressources créées, à titre exceptionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente;
- 6° Du revenu, provenant de la tenue du Livre des Origines et du produit des Expositions, Concours et autres manifestations organisées par la Fédération.

ARTICLE 16

Il est tenu au jour le jour une comptabilité deniers, par recettes et par dépenses, et, s'il y a lieu, une comptabilité matières.

Chaque établissement de la Fédération doit tenir une comptabilité distincte, qui forme un chapitre spécial de la comptabilité d'ensemble de la Fédération.

IV.- Modification des statuts et dissolution

ARTICLE 17

Les statuts ne peuvent être modifiés que sur la proposition du Conseil d'Administration, ou du dixième des membres dont se compose l'Assemblée générale, soumise au Bureau au moins un mois avant la séance.

L'Assemblée doit se composer du quart, au moins, des membres en exercice. Si cette proposition n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle, et cette fois, elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres présents.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

ARTICLE 18

L'Assemblée générale, appelée à se prononcer sur la dissolution de la Fédération, et convoquée spécialement à cet effet, doit comprendre, au moins, la moitié plus un, des membres en exercice.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle et cette fois elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

ARTICLE 19

En cas de dissolution, l'Assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de la Fédération. Elle attribue l'actif net à un ou à plusieurs établissements analogues, publics ou reconnus d'utilité publique.

ARTICLE 20

Les délibérations de l'Assemblée générale prévues aux articles 17, 18 et 19 sont adressées sans délai au Ministre de l'Intérieur et au Ministre de l'Agriculture.

Elles ne sont valables qu'après approbation du Gouvernement.

V.- Surveillance et règlement intérieur

ARTICLE 21

Le président doit faire connaître, dans les trois mois, à la Préfecture de la Seine, tous les changements survenus dans l'administration ou la direction de la Fédération.

Les registres de la Fédération et ses pièces de comptabilité sont présentés sans déplacement, sur toute réquisition du Ministre de l'Intérieur ou du Préfet de la Seine, à eux-mêmes ou à leur délégué, ou à tout autre fonctionnaire accrédité par eux.

Le rapport annuel et les comptes - y compris ceux des Comités locaux - sont adressés chaque année au Préfet de la Seine, au Ministre de l'Intérieur et au Ministre de l'Agriculture.

ARTICLE 22

Le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de l'Agriculture ont le droit de faire visiter par leurs délégués, les établissements fondés par la Fédération, et de se faire rendre compte de leur fonctionnement.

ARTICLE 23

Les règlements intérieurs préparés par le Comité et adoptés par l'Assemblée générale doivent être soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur, et adressés au Ministre de l'Agriculture.

d. Ressources.

La Fédération peut recevoir des subventions de l'Etat, des départements, des communes et établissements publics ou le produit de libéralités. (Art.15 de ses Statuts).

Elle reçoit également le produit des inscriptions au L.O.F. et au R.I., les cotisations de ses membres fédérés et leur participation en fonction du nombre de leurs membres, ainsi qu'à l'occasion des expositions et concours, sur les engagements des chiens, dans les différentes manifestations organisées par ces groupements.

Ces cotisations sont instituées par le comité et ratifiées par l'Assemblée générale qui en fixe le taux pendant une période déterminée.

Elles deviennent alors obligatoires pour les groupements affiliés.

e. Sociétés régionales et Clubs spéciaux.

Par la transformation de ses statuts en 1932 et en 1952, la "Société Centrale" est devenue officiellement une Fédération groupant sous son égide toutes les Sociétés régionales et les Clubs spéciaux de France. La S.C.C. leur accorde alors le plein exercice de tous les droits reconnus aux membres fédérés, en revanche les Clubs s'engagent à respecter les statuts et règlement de la S.C.C.

1/ Listes des Sociétés régionales et des Associations spécialisées de race, affiliées à la Société Centrale Canine. (au 25 Juin 1978)

Sociétés régionales

Société canine du Bas-Poitou

Président: M. Hubert DESAMY , 85310 La Chaize-le-Vicomte St Florent des bois.
Secrétaire: M. GUIBERT , 3 Place du Mouton 85200 Fontenay-le-Comte

Société canine du Bas-Rhin :

Président: M. SCHWEITZER 173 route de Lyon 67400 Strasbourg-Graffenstaden

Société canine de Basse-Normandie

Président : M. MOLLIER 18 place Saint-Martin 14000 Caen

Société canine du Berry-Nivernais

Président : M. WEBER 4 rue des Ajoncs St Sauveur sur Ecole
77310 St Fargeau Ponthierry
Secrétaire: Mme LARIVE 15 rue du 11 Novembre 36240 Ecueillé.

Société canine de Bourbon

Président : M. PAYET 107 rue M. et A. Leblond 97430 Le Tampon
Secrétaire : M. PERPETUE B.P. 419 97471 St Denis de la Réunion Cedex.

Société canine de Bourgogne

Président : M. BERTRAND route du Sanatorium 21650 Velors-sur-Ouche

Société Canine Bretonne

Président : M. PAMBRUN, Manoir de Batidont, Vallée Fontaine-les-eaux
22100 Dinan

Secrétaire: 3 rue J.Nicolas 22000 St Brieuc.

Société Canine du Centre

Président : M.Serge LAPLAGNE Imbourdeix, 872220 Feytiat

Secrétaire: M.SENCE 4 rue Pierre Astier 87100 Limoges

Société Canine de l'Est

Président : M.WASELS 38 rue St Jean 54000 Nancy

Secrétaire: M.PRETOT 93 rue St Georges 54000 Nancy

Société Canine de l'Eure

Président : Mme LAMBERT "Pavillon Navarre" 27000 Evreux

Société Canine Gers - Pyrénées.

Président : M. DUCONTE Bd Barbanègre Résidende d'Espagne 64000 Pau

Société Canine de Guyenne - Gascogne - Côte d'Argent

Président : M. LUZE 59 rue de la Croix blanche 33000 Bordeaux

Secrétaire : M. VEIGNAT 26 rue des Frères Bonnie 33000 Bordeaux

Société Canine de la Haute Auvergne.

Président : M. TERRISSE 11 rue Alexandre Pinard 15000 Aurillac

Secrétaire: Mme LETELLIER Cols sur Junhac 15120 Montsaloy

Société Canine du Haut-Rhin

Président : M. GUTH 14 rue de Bollwiller 68110 Illzach

Secrétaire : M. PIERREZ 43 rue de Brustlein 68200 Mulhouse

Société Canine de l'Ile de France

Président : M. POUCHAIN 25 rue du Renard 75004 Paris

Secrétaire : M. VERCHERE 32 rue Croix-Biche 93160 Noisy le Grand

Société Canine du Languedoc- Roussillon

Président : M. THOMAS route du Mas-des-Cardies 30360 Vezénobres

Société Canine Maine - Anjou - Touraine

Président : M. REUDET Rive parence Torce en Vallée

Secrétaire : M. LE GOFF, Gliz Vor, Chaufour- Notre-Dame 72550 Coulans sur Gr

Société Canine du Massif Central

Président : M. ANDRE 56 rue Bonnabaud 63000 Clermond-Ferrand

Secrétaire : M. CULLERON 79 Bd Côte-Blatin 63000 Clermond-Ferrand

Société Canine Midi-Côte d'Azur

Président : M. OLIVE 26 rue Abbé Féraud 13005 Marseille

Société Canine de Normandie

Président : Melle BOURSIER 18 rue du Champ-du-Pardon 76000 Rouen

Société Canine de l'Oise

Président : M. Henry REANT 97 rue Robert Schumann 60100 Creil

Société Canine de Picardie

Président : M. CARON B.P.16 80130 Friville-Escarbotin

Secrétaire: Mme DHETZ 106 rue des quatre-Lemaire 80000 Amiens

Société Canine du Poitou

Président : M. DUCELLIER 29 rue de Blossac 86 000 Poitiers

Secrétaire: M. DEROUET 8 rue Louis-Renard 86 000 Poitiers

Club Saint-Hubert du Nord

Président : M. LESTIENNE 51 rue d'Artois 59 000 Lille

Société Canine Saint-Hubert de l'Ouest

Président : M. de BOISFLEURY 15 rue Voltaire 44 000 Nantes

Secrétaire :Melle FERRONNIERE " " "

Société Canine "La Sologne"

Président : M. CUILLE Les Quatre Vents Vienne en Vals 45 510 Tigy

Secrétaire: Mme DE BECQUE Résidence Maréchal Foch 9 rue de la Marne
45 610 Olivet

Société Canine du Sud-Est

Président : M. PIONCHON 11 rue Childebert 69002 Lyon

Société Canine du Sud-Ouest

Président : M. SOL 3 rue des Hautes Futaies Labège 31320 Castanet Tolos

Secrétaire: M. GIACOMELLI 58 rue Adonis 31100 Toulouse

Société Canine Champagne Ardenne (en stage d'affiliation)

Président : Cdt GARNIER 19 rue Alfred de Musset Reims

Liste des Associations Spécialisées de Race affiliées à la Société Centrale
Canine

Premier groupeClub les Amis du Beauceron

Président : M. BILLET 8 bd Littré, Mesnil-le-Roi - 78600 Maisons-Lafitte

Secrétaire: M. THIRIET, 37, avenue Blanche - 93250 Villemomble

Club les Amis du Briard

Président : M. WEBER, 4, rue des Ajoncs, Saint-Sauveur-sur-Ecole,
77310 Saint-Fargeau-Ponthierry.

Secrétaire: Mme de FONTENILLES, 4 avenue d'Eylau - 75116 Paris

Club les Amis du Berger Picard

Président : M. SENECA, Montils - 17800 Pons

Secrétaire: M. de SAPORTA, Hameau de Mardilly - 77166 Grisy Suisnes

Réunion des Amateurs de Chiens Pyrénéens

Président : M. DUCONTE bd Barbanègre résidence d'Espagne 64000 Pau

Secrétaire: M. MANSENCAL, 25 rue Alexandre Fleming, Bellevue Urac
65000 Tarbes

Société du Chien Berger Allemand

Président : M. OLIVE 26 rue Abbé Féraud 13005 Marseille

Club Français du Chien Berger Belge

Président : M. WASELS 38 rue St Jean 54000 Nancy

Secrétaire: Dr Vét. SURGET 26 C bd Victor Hugo 76260 Eu

Club du Bouvier des Flandres

Président : M. THORP 22 rue d'Artois 75008 Paris

Deuxième groupeDobermann Club de France

Président : M. STRIBY 31 rue de Village Neuf 68304 St Louis

Doggen Club de France

Présidente : Mme MERAT 63310 Randan

Société des Amateurs de Dogues de Bordeaux et du Matin Napolitain

Président : M. TRIQUET 8 bis rue des Festeux 62700 Bruay-en-Artois

Club du Mastiff et Bullmastiff

Président : M. SENECAI Montils 17800 Pons

Secrétaire: Mme COLAS rue des Mazères 44820 Le Cellier

Boxer-Club de France

Président : M. P.NOEL 1 Les moulières 34960 Clapiers

Club Français du Schnauzer et du Pinscher

Président : M. LECOUTY 836 rue Charles-Bourseul 59500 Douai

Club Français du Saint-Bernard

Président : M. QUESNEL 6 rue E-Debray 76210 Bolbec

Secrétaire: Mlle BRAULT La Tomière, hameau des Fontaines 27800 Brionne

Club Français du Leonberg

Présidente : Mlle BOUNIOL de GINESTE Chateau de Réveillon 51310 Eternay

Secrétaire : Mme WOLFE 105 rue Mouffetard 75005 Paris

Club des Samoyèdes et Chiens nordiques

Président : M. JANICOT Les Blards 87590 St Just-le-Martel

Troisième GroupeRéunion des amateurs de Fox-Terriers

Présidente : Mme SOUDEE 19 rue Legendre 75017 Paris

Club français de l'Airedale et divers Terriers

Présidente : Mme PFOHL La Batellière route des Falaises 27700 Les Andelys

Club des amateurs de terriers d'Ecosse

Président : M. GARNIER La Rebourdière Le Guillemain, Fareins
01480 Jassans-Riotter

Secrétaire : Mme LE PAPE 16 rue Descartes 78800 Houilles

Quatrième groupeClub des amateurs de Teckels

Président : M. DEPOUX, Montsalard-St Pardoux le Neuf 23200 Aubusson

Secrétaire: 40 rue Jules-Sandeau 23200 Aubusson

Cinquième et sixième groupesClub du Bruno de Jura

Président : M. Henri THUREL 39800 Poligny

Club du Griffon Vendéen

Président : M. DESAMY La Chaize le Vicomte 85310 St Florent des Bois

Secrétaire : Mme DAURENGEON HLM 21 rue du Lieutenant-Armand-Bellevue
23000 Guéret

Club français du Beagle, Beagle Harrier, Harrier

Président : M. Roger DURAND 50 Bd de Belgique 78110 Le Vésinet

Secrétaire: M. DUTHEIL 14 av. Léon Blum 87350 Panazol

Club du Basset Artésien Normand, du Chien d'Artois et du Chien de St Hubert

Président : M. LESTIENNE 51 rue d'Artois 59000 Lille

Secrétaire: Mme MIGNOT 6 rue de Savoie 83000 Bobigny

Club du Chien Bleu de Gascogne et Gascon Saintongeois

Président : M. BACHALA 20 avenue de Monclar 82000 Montauban

Club du Basset Hound

Président : M. LIOT 3 Rue du 11 Novembre 78690 Les Essarts le Roi

Secrétaire: Mme PERESS 17 rue du Mal Lyautey 75016 Paris

Septième groupeRéunion des amateurs de Braque d'Auvergne

Président : Mme de TOURNAY 204 bd Péreire 75017 Paris

Club du Braque Français

Président : M. SERVIER 11 boulevard Maeterlinck 06300 Nice

Club français du Braque Allemand

Président : M. FERCHAUD Le Riou de la Cuve Saint-Denis-de-Piles

33230 Coutras

Secrétaire: M. LAVILLAT Les Maisons Rouges 45420 Bonny-sur-Loire

Club de l'Epagneul Breton

Président : M. POUCHAIN 25 rue du Renard 75004 Paris

Secrétaire: M. LELOUET 54 rue de la Montagne 91380 Chilly-Mazarin

Club de l'Epagneul Français

Président : M. LAFFONT 12 rue St André le Haut 38200 Vienne

Club de l'Epagneul Picard

Président d'honneur : Comte de CATALAN

Club du Griffon d'arrêt Poil Dur Korthals

Président : M. DROIT 56, rue de Sablonville 92200 Neuilly

Secrétaire: Mme LEY les Thuyas rue des Troènes Villers sur Orge

91700 Ste Genenviève des Bois

Drahthaar Club de France

Président : M. LESTIENNE 51 rue d'Artois 59000 Lille

Secrétaire : M. de CLERCQ 4 rue de Verdun 59152 Gruson

Club français du Braque Hongrois (en stage d'affiliation)

Président : M. de CLERCQ 4 rue de Verdun 59152 Gruson

Huitième groupePointer Club de France

Président : M. MARTINEAU 33 cité Paul-Verlaine 79000 Niort

Secrétaire: M. CANU 28 rue Abbé Fêret 76440 Forges-les-Eaux

Club du Setter Anglais

Président : M. GUILLAUMIN 174 bd Malherbes 75017 Paris

Secrétaire: M. PILARD bd Plazenet 35150 Janze

Red-Club

Président : M. MICHEL Préfet de police 13282 Marseille Cedex 02

Secrétaire: M. TESTELIN Le Bas Mescil Cavée de Caude Côte 76200 Dieppe

Réunion des Amateurs de Setters Gordon

Président : M. LOUIS 3 Av. Beauséjour 94130 Nogent-sur Marne

Secrétaire: M. GODO 51 rue Galilée 93110 Rosny s-Bois

Retriever Club

Président : M. Francis LACARRIERE 5 rue Ed. Fournier 75008 Paris

Secrétaire: Comte Charles de CANAY 243 Boulevard Saint-Germain 75007 Paris

Spaniel Club Français

Président : M. THORP 22 rue d'Artois 75008 Paris

Secrétaire: Mme GUERVILLE SEVIN 15 avenue Ledru Rollin 75012 Paris

Neuvième groupeClub du Caniche de France

Présidente : Mme DUPRESSY 55 rue Traversière 75012 Paris

Chow-Chow Club Français

Présidente: Mme GARAIX 8 avenue Larches 78400 Chatoux

Club du Bouleodoque Français

Président : M. REANT 97 rue Robert Schuman 60100 Creil

Club des bichons

Présidente : Mme BORGEAUD Rêve d'Or avenue du Soleil-d'Or 06230 Villefranche/
Mer

Club Français de l'Epagneul Papillon

Présidente : Mme SALMONA 7 place St Michel 75005 Paris

Secrétaire : M. BLONDELET 111bis avenue Albert-1er 92500 Rueil Malmaison

Club Les Amis du Pékinois et du Japonais et des Epagneuls nains Anglais

Président : M. LOUBEYRE 7 rue Georget 37000 Tours

Club Français du Griffon Bruxellois

Présidente : Mme MILON 20 rue de la République 94160 St Mandé

Secrétaire : M. VILLOMOT - BRAUN 13 rue du Collège 94220 Charenton

Club Français du Spitz

Présidente : Mme DELBES 8 avenue René-Coty 75014 Paris

Club Français du Schnauzer et du Pinscher

Président : M. LECOUTY 836 rue Charles Bourseul 59500 Douai

Schipperkes Club de France

Présidente : Mme CHARNEAU 28 rue G-Péri 94240 L'Hay-les-Roses

Secrétaire : M. ARIN Beaulieu sous Layon 49190 Rochefort-s/Loire

Club du Terrier du Yorkshire

Président : Dr Vét. KLEIN 116 avenue des Champs-Élysées 75008 Paris

Club des Chiens du Thibet

Présidente : Mlle DUPONT 3 square Villaret de Joyeuse 75017 Paris

Secrétaire : Mme GOULIN 16 rue de Bièvre 75005 Paris

Club Français du Chihuahua et du Chien Exotique

Présidente : Mme OSTRACH Le Pavé du Roy 77780 Bourron Marlotte

Club du Boston Terrier et du Carlin

Présidente : Mme POULARD 52 rue du Chateau 92500 Rueil Malmaison

Dixième groupeClub des Amateurs de Greyhounds

Président : M. LEONG 208 Clos St Julien rue de Preuilly 89000 Auxerre

Club Français du Whippet

Président : M. DUCONTE Rés. d'Espagne bd Barbanègre 64000 Pau

Secrétaire: M. SEBIRE 11 rue Lepic 75018 Paris

Club du Barzoi

M. ABBE 21 avenue de Béziers 34770 Cigean

Mme RAULIN ARNOULT Aumenancourt-le-Grand 51220 Hermenonville

Club Français des Amateurs de Lévrier d'Asie (Persans et Afghans)

Président : Dr CAMPAGNE 18 bd Lacorderie 59100 Roubaix

Secrétaire: M. de VESINS

Club Français du Petit Lévrier Italien

Présidente : Mme P.HAEGEL 13 rue Alfred-Dehodencq 75016 Paris

Secrétaire : Mme TUMA 66 avenue de Rambouillet 78430 Clayes-sous-Bois

Club des Amateurs de Lévrier d'Irlande et d'Ecosse

Irish Wolfhound et Deerhound (en stage d'affiliation)

Président : M. THOMAS route du Mas-des-Gardies 30360 Vezenobres

Associations Spécialisées de race en voie d'affiliation

Premier groupe

Club des Amateurs de Collies

Président : M. FEAU 9 cours Tarbé 89100 Sens

Welsh Corgi et Bobtail Club Français

Président : M. LESTIENNE 51 rue d'Artois 59000 Lille

Secrétaire: Mme ROGE 2 rue Brûle-Maison 59000 Lille

Shetland Club de France

Président : M. LESTIENNE 51 rue d'Artois 59000 Lille

Secrétaire: Mme ANTHONY Place de Verdun 95750 Chars

Deuxième groupe

Club Français du Chien Terre-Neuve

Président : M. FREMINET 16 rue A. de Musset 94100 St Maur

Secrétaire: Mme RABOUILLE (même adresse)

Cinquième et sixième groupes

Club du Porcelaine

Président : M. Pierre FRAPPIER Château de la Touche Quéaux 86150 L'Isle-
Jourdain

Secrétaire: M. Pierre GUIZARD 66220 Saint-Paul-de Fenouillet

Société de Venerie

Président : Duc d'ESTISSAC 51 rue Durmont Durville 75116 Paris

Secrétariat : même adresse

Club du Griffon Fauve de Bretagne

Président : M. PAMBRUN manoir de Boutidou Vallée Fontaine les Eaux
22100 Dinan Taden

Club du Griffon Nivernais

Président : P. Paul BESSEYRIAS 03220 Jaligny-sur-Besbre

Secrétaire: M. Roger GOBY La Fermeté 59160 Imphy

Septième groupeClub du Braque Saint-Germain

Président : M. René LAPORTE 145 rue de Saussure 75017 Paris

Club de l'Epagneul Pont-Audemer

Président : M. GREAUME Martainville 27210 Beuzeville

Club Français du Braque de Weimar

Président : M. GERMAIN de BRIE 30 rue du Ranelagh 75016 Paris

Dixième groupeClub du Sloughi

Secrétaire : Mme RHODE GOUDINEAU La treille Peynier 13790 Rousset

2/ Règlement d'affiliation

Art. 1 - OBJET DU REGLEMENT

Le présent Règlement a pour but de fixer les droits et obligations réciproques de la Société Centrale Canine, Fédération dirigeante des Groupements ayant accepté de se soumettre à sa discipline et à ses Règlements.

Art. 2 - AFFILIATION - PATRONAGE

La nature des liens pouvant exister entre la Société Centrale Canine et les divers Groupements varie, suivant que ceux-ci sont constitués en vue de s'intégrer dans le cadre de la S.C.C. ou qu'ils sont seulement désireux d'organiser accidentellement une manifestation canine.

Dans la première de ces hypothèses, la Société Centrale Canine peut prononcer l'affiliation du Groupement, s'il répond, par ailleurs aux conditions fixées ci-après.

Dans la deuxième hypothèse, elle peut, sous les conditions fixées ci-après, aux Articles 22 et 23, accorder son patronage à la manifestation envisagée, soit par elle-même, soit par un Groupement affilié.

AFFILIATION

Art. 3 - DEFINITION

L'affiliation est le contrat aux termes duquel la Société Centrale Canine accorde à un Groupement le plein exercice de tous les droits reconnus aux "Membres Fédérés", tels qu'ils sont définis par l'Art. 3 des Statuts. En retour le Groupement contractant s'engage à respecter les Statuts et les Règlements de la Société Centrale Canine et à se conformer à toutes les décisions que la Société Centrale Canine peut être amenée à prendre.

Art. 4 - GROUPEMENTS POUVANT ETRE AFFILIES

Les seuls Groupements susceptibles d'être affiliés sont ceux figurant dans une des deux catégories suivantes :

1° Société Régionale - Une Société Régionale est un Groupement ayant pour unique objet de s'occuper, dans une zone territoriale déterminée, du développement, de l'élevage et de l'amateurisme canin, en particulier par l'organisation d'Expositions et de Concours d'Utilisation. Elle ne peut créer de Clubs spéciaux d'Elevage pour une race ou un groupe de races déterminées.

2° Club spécial - Le Club spécial s'occupe de l'amélioration d'une race déterminée, de la propagande pour la faire mieux connaître, de l'établissement du Standard s'il s'agit d'une race française, de la divulgation du Standard reconnu par la F.C.I. s'il s'agit d'une race étrangère, ainsi que des règles techniques de sélection et d'inscription des animaux au L.O.F.

Par définition il ne s'occupe que d'une seule race. A titre exceptionnel un Club spécial peut s'intéresser à plusieurs races d'un même groupe lorsque ces races n'ont pas de Club spécial. Cette latitude cesse pour une race dès que celle-ci fait l'objet d'un Club spécial distinct admis à l'affiliation..

Club ou Société d'Utilisation - Ces Clubs ne peuvent être affiliés directement à la S.C.C. Ils constituent la Commission d'Utilisation de la Société Régionale dont dépend leur siège. Le Président de cette Commission a voix consultative au sein du Comité de la Société Régionale pour les questions intéressant ladite Commission. Ils s'occupent, ainsi que l'indique leur nom, de tout ce qui a trait au Dressage et aux Concours ou Epreuves ayant pour but de mettre en valeur les qualités de travail du chien, suivant les aptitudes spéciales à chaque race.

Enfin, ils ne peuvent organiser que des Epreuves de Travail et jamais d'Expositions, en conformité des prescriptions du présent Règlement (voir Art. 17 ci-après).

Art. 5

En aucun cas il n'est admis de réunions de Groupements, quels qu'ils soient, c'est-à-dire : Réunion de Clubs spéciaux d'un même Groupe ou de Groupes différents, de Réunions de Clubs ou Sociétés d'Utilisation dépendants de Régionales différentes, etc...

Art. 6 - TRANSACTIONS DIVERSES

Il est formellement interdit à tout Groupement affilié, quel qu'il soit, d'acheter, d'élever ou de vendre des chiens pour son propre compte, ou encore, de faire acte, même occasionnellement, d'intermédiaire moyennant taxe ou courtage, à l'occasion de transactions entre amateurs ou professionnels.

Un Groupement peut seulement, sans déroger, communiquer à ses membres les offres et demandes qui lui sont adressées, et accepter, pour son Bulletin, les insertions payantes ou non, qui lui sont demandées.

Art. 7 - STAGE

L'affiliation d'un Groupement comme Membre de la Fédération ne peut être prononcée par le Comité qu'après l'expiration d'un stage dont la durée est fixée à deux ans, au minimum.

Un Groupement ne peut être dispensé du stage, en totalité ou en partie, que par une décision spéciale du Comité de la Société Centrale Canine dans des cas tout à fait exceptionnels.

En ce qui concerne les Associations spécialisées, l'affiliation à la Société Centrale Canine une fois prononcée, entraîne la demande d'agrément par le Ministre de l'Agriculture conformément à l'Article 2 du Décret du 21 septembre 1966. De même la radiation d'affiliation à la Société Centrale Canine entraîne la demande de retrait de l'agrément ministériel.

Par ailleurs, la procédure de retrait d'affiliation d'une Association spécialisée à la Société Centrale Canine est engagée dans le cas où l'agrément est retiré à ce Club à l'initiative du Ministère de l'Agriculture.

Art. 8 - CONDITIONS D'ADMISSION AU STAGE

Pour être admis au Stage d'affiliation, le Groupement candidat doit en faire la demande écrite, et joindre à l'appui :

1° Un exemplaire de ses Statuts, auxquels la Société Centrale Canine peut demander toute modification, avant approbation. - Il sera donc prudent, de la part du Groupement, de ne les faire imprimer et accepter par l'autorité administrative compétente qu'après avoir reçu cette approbation;

2° La liste de ses membres ayant payé leur cotisation pendant l'année précédente, certifiée exacte par le Président et le Trésorier, ou tout au moins la liste des membres fondateurs si le Groupement n'a pas encore une année d'existence;

3° La composition de son Comité;

4° Une déclaration formelle d'acceptation des Statuts et Règlements de la S.C.C.;

5° Un engagement de payer la cotisation statutaire ainsi que les redevances exceptionnelles, et de fournir les renseignements qui pourraient lui être demandés, notamment en ce qui concerne son activité, son administration, ses ressources;

6° En ce qui concerne les Clubs spéciaux, une copie du Standard proposé à l'acceptation de la Société Centrale Canine s'il s'agit d'une race française. Pour les races étrangères, l'engagement formel d'adopter le Standard publié par la F.C.I.

7° Après approbation des Statuts par la Société Centrale : la copie certifiée conforme de la Déclaration d'existence déposée à la Préfecture et du récépissé délivré. (Pour les départements du Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle, voir & B.-Composition-Administration).

Art. 9 - INSTRUCTION DES DEMANDES

L'admission au Stage d'affiliation ne peut être prononcée que s'il résulte nettement et sans équivoque, tant du dossier produit que des faits ou circonstances survenus à la connaissance du Comité de la S.C.C. - que le Groupement candidat répond aux conditions suivantes :

1° Etre constitué dans l'esprit et sous le régime de la loi du 1er Juillet 1901 - (pour les départements du Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle, voir & B - Composition-Administration)- d'où il résulte que tout Groupement pouvant être réputé "civil" ou "commercial", soit à raison de sa forme, soit à raison de la nature de son activité, doit être évincé;

2° Avoir pour objet exclusif une action rentrant dans le cadre de la Cynophilie pure;

3° Jouir d'une indépendance absolue, et sous tous les rapports, vis-à-vis de tout Organisme poursuivant des buts similaires. Toute subordination, quelle qu'elle soit, vis-à-vis d'un Groupement déjà affilié à la S.C.C. fera considérer le candidat comme une filiale dudit Groupement, que la S.C.C. s'interdit de connaître.

Toute subordination, même partielle, vis-à-vis d'un Organisme étranger à la S.C.C. entraînera ipso facto, le rejet de la demande.

4° Les Statuts devront être conformes aux Statuts-types établis par le Comité de la S.C.C. Ils ne contiendront rien de contraire aux Règlements de la S.C.C.

Un Groupement ne saurait être admis au Stage, s'il était établi qu'il a été constitué beaucoup plus pour servir à des fins personnelles ou commerciales que dans un but d'intérêt général.

Les Statuts doivent prévoir obligatoirement que le droit de vote conféré à chaque Sociétaire, pour les élections du Comité, peut être exercé, soit directement, soit par correspondance, - le vote par procuration étant formellement interdit.

Enfin, le Comité doit comprendre, au minimum, un Président, deux Vice-Présidents, un Secrétaire, un Trésorier (ces deux fonctions pouvant être réunies) et plusieurs membres.

Dans le cas où les Statuts de certains Groupements contiendraient des mesures contraires à cette prescription, ils devront être révisés afin de rentrer dans le cadre ci-dessus prévu.

Le Président doit être de nationalité française et jouir de la plénitude de ses droits civiques. Il est le seul responsable vis-à-vis de la S.C.C. Les Membres de Comité des Groupements doivent être également de nationalité française, néanmoins il peut être fait appel à titre exceptionnel à une personnalité étrangère notoirement connue pour son honorabilité et ses connaissances techniques. Cette tolérance ne peut excéder 2 personnes ressortissant d'un pays étranger.

Un Président de Club spécial ne peut en aucune façon faire acte commercial caractérisé soit directement soit par personne interposée à l'occasion de son élevage.

5° Sauf dans le cas où le Club spécial s'intéresse à une race nouvelle ou reconstituée, le Standard adopté doit être celui déjà adopté par la S.C.C. s'il s'agit d'une race nationale, ou celui adopté par la F.C.I. s'il s'agit d'une race étrangère.

6° La zone d'influence d'une Société Régionale doit englober, sauf circonstances exceptionnelles, au moins un département.

En principe, un département ne doit pas être scindé et réparti en plusieurs Sociétés Régionales.

Art. 10 - ADMISSION AU STAGE

L'admission au Stage est prononcée par le Comité de la S.C.C. qui procède à une enquête et se livre à toutes investigations jugées utiles. Le rapport concernant ces formalités sera versé au dossier du Groupement.

Art. 11 - PLURALITE DE GROUPEMENTS

Lorsque la demande d'admission au Stage est présentée par un Groupement ayant pour objet, soit d'exploiter une zone territoriale déjà concédée à une ou plusieurs Sociétés Régionales, soit de s'intéresser à une race pour laquelle il existe déjà un Club spécial, cette demande ne pourra être prise en considération que lorsque les conditions supplémentaires énumérées ci-après se trouveront remplies.

Art. 12 - MODIFICATION DE LA ZONE D'INFLUENCE D'UNE SOCIETE REGIONALE.

La création d'une nouvelle Société Régionale dont la zone d'action empièterait sur le territoire d'une ou plusieurs Sociétés Régionales, régulièrement affiliées, ne saurait être étudiée ou autorisée par la S.C.C. qu'avec le consentement formel, et sans réserve, des Régionales intéressées - du moins tant que celles-ci font preuve, dans la zone revendiquée, d'une activité réelle, normale et régulière, dans le cadre des règlements de la S.C.C.

La nouvelle Société Régionale devra réunir au moins 100 membres ayant cotisé pendant l'année précédente.

Par ailleurs la Société Centrale se reconnaît le droit en vue d'une meilleure répartition de modifier les zones d'influence des Sociétés Régionales mais seulement avec l'accord des Sociétés intéressées.

Art. 13 - REMPLACEMENT D'UN CLUB SPECIAL

La S.C.C. n'admet l'existence que d'un seul Club spécial par race de chien.

Cependant, si par suite de divergences de vues ou pour toute autre raison, un certain nombre de membres du Club préexistant décidaient de l'abandonner et d'en fonder un autre, le Comité du nouveau Club devrait, en déposant le dossier joint à sa demande d'affiliation :

1° Exposer par écrit les motifs de la scission;

2° Accepter qu'un essai de conciliation soit tenté par le Comité de la S.C.C.

3° Se prêter courtoisement à tout arbitrage jugé utile par le Comité.

Si cette tentative de conciliation s'avère sans effet, le Comité décidera quel est entre les deux Groupements le plus représentatif. Si son choix se porte sur un nouveau Club celui-ci sera admis en bénéficiant toutefois, s'il y a lieu, des dispositions du § 2 de l'Art. 7 ci-dessus et son agrément sera demandé au Ministère de l'Agriculture.

Un Groupement désirant se constituer en Club spécial pour une race dont s'occupait un Groupement réunissant plusieurs races sans clubs spéciaux ne sera pas assimilé au cas prévu ci-dessus. Mais le Comité de la S.C.C. est seul juge de l'opportunité de la création d'un nouveau Club en tenant compte de l'importance de la race, du développement de son élevage dans le pays, etc...

Art. 14 - DROITS ET DEVOIRS DES GROUPEMENTS EN STAGE

Les Groupements en Stage d'affiliation ont les mêmes devoirs et les mêmes obligations que les Groupements affiliés.

Ils peuvent organiser des Expositions et Concours qui bénéficient des mêmes avantages que ceux organisés par les Groupements affiliés.

De façon générale, ils jouissent des mêmes avantages que ces derniers, sauf cependant :

1° Qu'ils n'ont pas droit aux C.A.C.I.B. ni aux C.A.C.I.T.;

2° Que, n'étant pas membres de la Fédération, ils ne sont pas représentés aux Assemblées Générales de la S.C.C. et, par voie de conséquence, au Comité. Ils doivent toutefois fournir aux dates fixées, tous les documents ou renseignements prévus par les Règlements;

3° Qu'ils n'ont aucun droit en matière de désignation ou de proposition de Juges.

Art. 15 - FIN DU STAGE

A l'expiration du Stage de deux ans prévu par l'Art. 7 ci-dessus, les Groupements intéressés peuvent présenter une demande écrite, à l'effet d'obtenir leur affiliation en rappelant la date de leur admission au Stage.

A l'appui de leur demande, ils joignent, après les avoir mises à jour, les pièces prévues sous les n° 2 et 3 de l'Art. 8 ci-dessus, déjà produites avec leur demande d'admission au Stage.

L'affiliation ne saurait être réclamée comme un droit acquis après deux années de Stage. Elle n'est prononcée que si, par ailleurs le Groupement demandeur a fourni des preuves indiscutables de vitalité et d'activité réelle, normale et régulière, et s'il s'est conformé très strictement aux Règlements de la S.C.C. Il sera tenu compte, pour l'appréciation de la vitalité du Groupement, de l'accroissement du nombre de ses membres. - du nombre, de la nature et de l'importance des manifestations organisées par lui, eu égard aux possibilités locales. Un minimum de deux manifestations sera exigé de la part des Sociétés Régionales.

Art. 16 - DROITS RECONNUS AUX GROUPEMENTS AFFILIES

Les Groupements affiliés peuvent, dans toutes leurs manifestations, mettre en compétition les récompenses prévues par la S.C.C. et ont droit à leur homologation, sous réserve, comme il se doit, que celles-ci aient été accordées par des Juges reconnus par la S.C.C.

Ils mettent en compétition, d'après leur tour établi par le Comité les C.A.C.I.B. et les C.A.C.I.T. attribués à la France par les Règlements de la F.C.I.

Ils sont représentés aux Assemblées Générales de la S.C.C. et au Comité, dans les conditions prévues aux Statuts et plus spécialement aux Art. 5 et 8.

Enfin, ils ont droit de recruter des membres individuels en France et à l'étranger.

Art. 17 - ZONES D'INFLUENCE

Les Sociétés Régionales administrent librement, et en pleine indépendance, la zone d'influence qui leur a été reconnue par la S.C.C.

Elles ont le monopole et l'entière responsabilité de l'organisation des manifestations de toute nature à l'intérieur de leur zone d'action, et sont seuls juges de l'opportunité des Expositions spéciales ou des Epreuves de Travail projetées par les Clubs spéciaux de cette zone.

Aucune manifestation, même organisée par un Groupement affilié, ne peut donc être donnée en un point quelconque d'une zone attribuée à une Régionale, si ce n'est avec l'autorisation expresse, formelle et préalable de celle-ci qui peut, par ailleurs imposer toutes les conditions ou exiger toutes les garanties qu'elle jugera utiles, dans le cadre, bien entendu, des Règlements de la S.C.C.

Art. 18 - TENUE DES LIVRES D'ORIGINES OU D'ENREGISTREMENT DES NAISSANCES

Les Clubs spéciaux peuvent tenir un Livre d'Enregistrement des Naissances, mais il leur est formellement interdit de tenir un Livre des Origines.

Les Sociétés Régionales ne peuvent tenir ni Livres d'Origines ni Livre d'Enregistrement des Naissances.

Art. 19 - DEVOIRS INCOMBANT AUX GROUPEMENTS AFFILIES

Les Groupements affiliés doivent appliquer et faire appliquer, en toutes circonstances, les Statuts et le Règlement intérieur adoptés par l'Assemblée Générale de la S.C.C. et approuvés par l'Administration, ainsi que les Règlements adoptés par le Comité sous peine des sanctions prévues au présent Règlement.

Ils doivent en outre :

1° Soumettre à l'approbation du Comité de la S.C.C. dans les deux mois, toutes les modifications apportées à leurs Statuts;

2° Faire connaître, dans les deux mois, tout changement dans la composition de leur Comité;

3° Verser à la S.C.C. la cotisation statutaire ainsi que les redevances exceptionnelles votées annuellement par l'Assemblée Générale de la S.C.C.

4° Soumettre à la S.C.C. - avant toute impression, et au moins deux mois avant la date fixée pour toute manifestation organisée par eux, le règlement de celle-ci et la liste des Juges devant y fonctionner. Ces derniers doivent tous être qualifiés ou approuvés par la S.C.C. ou par une Société dirigeante étrangère affiliée à la F.C.I.

En ce qui concerne les Juges étrangers la demande doit en être faite à la S.C.C. en temps utile afin que celle-ci demande l'accord des Sociétés dirigeantes étrangères conformément au Règlement de la F.C.I.

5° Reconnaître uniquement le L.O.F., le R.I. et les Livres d'Origines étrangers reconnus par la F.C.I. - ne mentionner, sur leurs Catalogues, que ces Livres et rappeler seulement les récompenses homologuées par la S.C.C. et la F.C.I.

6° Demander l'autorisation à la S.C.C. préalablement à l'organisation de toute manifestation projetée dans la zone de la ville de Paris, cette zone étant expressément réservée par la S.C.C.

Art. 20 - ADMINISTRATION DES ZONES D'INFLUENCE DES SOCIÉTÉS RÉGIONALES

Le privilège de zone concédé à une Société Régionale lui impose la stricte obligation de faire, dans cette zone, oeuvre d'activité réelle, en l'exploitant normalement, régulièrement et dans toute son étendue, sous peine de se la voir retirer partiellement ou même totalement.

La S.C.C. n'impose aucune règle rigide pour l'administration des zones. Les Régionales peuvent donc, à leur gré, et selon les circonstances locales, soit centraliser leur administration à leur siège social en recourant à la collaboration de Délégués locaux, soit créer des Sections organisées à leur image, dotées d'un Règlement Intérieur, en jouissant d'une certaine liberté d'action.

En principe, la Régionale centralise toute sa comptabilité au siège social, qui perçoit toutes les cotisations, prenant à son compte les pertes de la même façon que les bénéfices. Il lui est loisible cependant de conclure avec ses Sections tous accords financiers qu'elle jugera utiles pour l'administration de ces dernières ou l'organisation de leurs manifestations.

Art. 21 - SECTIONS DES DIVERS GROUPEMENTS AFFILIÉS

Les Sections ne peuvent avoir une personnalité propre, de même qu'elles ne peuvent s'octroyer des Statuts personnels (pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, voir à B.- Composition-Administration), raisons pour lesquelles la S.C.C. s'interdit formellement de connaître l'existence des Sections ou des Délégués locaux, et de correspondre directement avec eux. Par principe, elle transmettra à la Régionale intéressée toutes les communications qui n'auraient pas été faites par l'intermédiaire de cette dernière. Cependant, dans les cas où certaines Régionales seraient défaillantes, ou ne répondraient pas aux demandes de la S.C.C. - celle-ci, à titre tout à fait exceptionnel, s'adressera directement à leurs Sections.

A cette occasion, il est rappelé aux Sociétés mères que, si elles ont certains droits, elles ont aussi des devoirs - tout particulièrement celui d'aider leurs Sections, de leur faciliter leur tâche, de travailler avec elles en confiance et bonne union sportive.

Bien entendu, une Section peut s'adresser directement à la S.C.C. en cas de différend ou de contestation avec sa Régionale, mais, avant toute décision, cette dernière sera toujours consultée par la S.C.C.

Lorsqu'une Société Régionale est attributaire d'une zone d'une certaine étendue, la S.C.C. recommande la création de Sections départementales, comme étant le meilleur moyen d'obtenir des résultats féconds.

De la même façon, et dans les mêmes conditions que les Régionales, les Clubs spéciaux peuvent créer des Sections locales dans les centres où elles comptent un certain nombre de Sociétaires.

Désignation des Sections. - Les Sociétés Régionales ont, seules, droit au titre de "Société Canine de" et leurs filiales, dénommées "Sections", doivent obligatoirement être désignées de la façon suivante :

SOCIETE CANINE DE ...
(affiliée à la Société Centrale Canine)

SECTION DE

Ces mentions doivent figurer sur tous les imprimés et documents officiels de la Section (papier à lettres, affiches, règlements et catalogues d'Expositions, etc...)

En raison de la confusion que peuvent créer des appellations abusives, aucune dérogation ne sera tolérée.

Les mêmes principes doivent s'appliquer, d'une façon identique aux Clubs spéciaux.

PATRONAGE

Art. 22 - DEFINITION

Le patronage consiste en un accord particulier entre la S.C.C. ou un Groupement affilié, et une entité étrangère à la Cynophilie, telle que Syndicat d'Initiative, Comité des Fêtes, Foire Commerciale ou Industrielle, Concours Agricole, etc... en vue de l'organisation d'une manifestation déterminée, qui bénéficie ainsi de tous les avantages attachés aux manifestations officielles.

Art. 23 - CONDITIONS

Le patronage ne peut être accordé que sous les conditions suivantes, toutes de rigueur :

1° Un Comité de Cynophiles désignés par le Groupement qui accorde son patronage et, en principe membres de ce Groupement, est chargé de l'organisation technique de la manifestation envisagée (établissement du règlement et du catalogue, réception des engagements, désignation des Juges, police des rings..) qui devra être, en tous points, conforme à celle adoptée pour les manifestations officielles.

2° Le Groupement qui accorde son patronage doit prendre toutes les précautions nécessaires pour que les règlements de la S.C.C. soient acceptés par avance, et rigoureusement observés. Spécialement, la réception des Juges et le remboursement de leurs frais de déplacement lui incomberont, en cas de défaillance de l'organisme patroné. Il devra également se considérer comme moralement responsable des Prix à payer aux exposants, ces derniers s'étant, en général, décidés à faire inscrire leurs chiens en raison de la confiance portée par eux au Groupement ayant accordé son patronage.

3° Les Groupements affiliés doivent, avant d'accorder leur patronage, demander l'autorisation à la S.C.C. en lui faisant connaître les garanties offertes et en lui communiquant le cas échéant, une copie certifiée conforme du contrat intervenu.

La S.C.C. recommande à ses Régionales de se montrer très prudentes en matière de patronage, de déterminer et de mettre au point, avec la plus grande précision les diverses conditions arrêtées pour la collaboration projetée, et si possible d'en faire l'objet d'un contrat écrit préalable. Leur attention se portera, de façon spéciale, sur la désignation des Juges à inviter, dont il sera prudent qu'elle se fasse communiquer la liste, avant de lancer les invitations.

Les manifestations organisées, ainsi qu'il est prévu, au présent article, devront être annoncées comme placées "sous le patronage de la S.C.C." ou "sous le patronage de la Société Canine de ..." "affiliée à la S.C.C."

3/ STATUTS TYPE
POUR L'AFFILIATION DES ASSOCIATIONS DE RACE
A LA
SOCIETE CENTRALE CANINE

Approuvés par l'Assemblée Générale du 3 juillet 1970

TITRE I^{er}
TITRE ET SIEGE

ARTICLE PREMIER - TITRE

Il est fondé entre Amateurs et Eleveurs de
une Association qui prend le nom du CLUB DU

Le CLUB DU est régi selon la Loi de 1901.

(Un règlement intérieur pourra être établi après avoir été approuvé
par l'Assemblée Générale du CLUB).

Le CLUB DU est affilié (ou sollicitera son affiliation)
à la SOCIETE CENTRALE CANINE, reconnue d'utilité publique et (pour les
Associations déjà affiliées à la S.C.C. seulement) agréée par le
Ministère de l'Agriculture en date du

Il est constitué pour une durée illimitée.

ARTICLE 2 - SIEGE SOCIAL.

Le siège social est fixé Il pourra, à tout moment,
sur décisions des 3/4 des Membres du Comité, être transféré en toute
autre adresse en France

TITRE II

BUTS ET MOYENS D'ACTION

ARTICLE 3 - BUT.

Le CLUB est agréé par le Ministère de l'Agriculture pour assurer la direction, en France, de l'élevage du

Il exerce son activité dans le cadre des Statuts et Règlements de la Société Centrale Canine qu'il s'engage à respecter et à appliquer.

Son but est d'aider à l'amélioration, à la vulgarisation et à l'utilisation, en France, du Chien de
comme (indiquer l'utilisation) et d'en encourager l'élevage.

ARTICLE 4 - MOYENS D'ACTION.

Pour atteindre ces buts, le Club compte, à titre indicatif et non limitatif, employer les moyens suivants :

(A TITRE D'EXEMPLE)

I - POUR LES RACES FRANCAISES :

a) - Etablir et publier, après homologation par la SOCIETE CENTRALE CANINE, le standard officiel de la race, et si le besoin s'en faisait sentir, y apporter toutes les modifications qu'il jugerait utiles, afin de la maintenir dans son type d'origine.
Toutes les modifications que le Club serait appelé à apporter au standard devront être soumises à la SOCIETE CENTRALE CANINE pour homologation.

II - POUR LES RACES ETRANGERES :

a) - Publier le standard officiel de la race homologué par la FEDERATION CYNOLOGIQUE INTERNATIONALE (F.C.I.).

III - POUR TOUTES LES RACES :

b) - Tenir (éventuellement) un Répertoire
- des reproducteurs recommandés,
- des reproducteurs aptes au travail (pour les races
soumises à une épreuve de travail).

c) - Etablir les critères pour la confirmation de la race.

d) - Former des Juges, choisis parmi les Amateurs et Eleveurs de la race possédant les connaissances et les aptitudes voulues, pour juger, avec compétence, autorité et impartialité, tant en expositions

(qu'en épreuves d'utilisation) conformément au Titre I - Article 2 et 6 du Règlement des Juges de la SOCIETE CENTRALE CANINE et les proposer pour leur entrée en stage et par la suite, leur qualification.

e) - Désigner chaque année les experts chargés de la confirmation de la race.

f) - Etablir les programmes d'examens pour les Juges "entrant en stage", pour ceux proposés à la qualification et pour les Experts-Confirmateurs.

g) - Organiser les examens techniques pour les candidats juges.

h) - Organiser des Expositions spéciales de la race, soit par lui-même, soit dans le cadre de l'Exposition de Championnat de Paris ou d'expositions canines internationales. Patronner et soutenir chaque année quelques expositions canines françaises dont les juges auront été choisis par le Comité.

i) - Organiser, par lui-même, ou avec le concours de la SOCIETE CENTRALE CANINE ou de Sociétés Canines Régionales affiliées, des épreuves d'utilisation, encourager la participation à ces expositions canines et épreuves d'utilisation par la dotation de prix en espèces et en nature (pour les Associations de races utilitaires).

j) - Créer des Prix Spéciaux à attribuer aux manifestations organisées sous les Règlements de la SOCIETE CENTRALE CANINE.

k) - Organiser des concours de sélection de reproducteurs (lices et étalons).

l) - Conseiller les Amateurs pour l'inscription de leurs chiens au Livre des Origines Françaises.

m) - Vérifier éventuellement certains pedigrees qui pourraient paraître suspects.

n) - Favoriser les relations entre les Amateurs de , les aider et les guider dans l'élevage en leur fournissant, dans la mesure du possible, tous les renseignements dont ils pourraient avoir besoin.

o) - Publier, selon les possibilités financières du Club un Bulletin périodique traitant les sujets susceptibles de faire connaître et apprécier la race tout en permettant aux Eleveurs de parfaire leurs connaissances.

p) - Mettre en œuvre tous les moyens de propagande que le Comité croirait utiles pour aider à la vulgarisation de la race.

TITRE III

MEMBRES - ADMISSIONS - COTISATIONS

ARTICLE 5 - MEMBRES.

Le Club se compose, en nombre illimité, de toutes personnes s'intéressant à la race et jouissant de leurs droits civiques. Les étrangers peuvent en faire partie.

Du seul fait de leur adhésion, elles sont réputées accepter, sans réserve, les présents statuts (et le règlement intérieur).

ARTICLE 6 - ADMISSIONS.

Les demandes d'adhésion devront être adressées par écrit au Secrétaire Général à l'aide d'un formulaire spécial correctement rempli.

L'adhésion ne deviendra définitive qu'après approbation par le Comité qui statuera, au besoin, au scrutin secret sur cette demande. Elle sera publiée au Bulletin.

Le Comité se réserve le droit de refuser toute adhésion qu'il croirait ne pas devoir accepter, sans pour autant avoir à fournir d'explications à l'intéressé.

Les demandes d'adhésion doivent être accompagnées du montant de la cotisation correspondant à la catégorie de Membre, choisie, tel que défini à l'Art. 7. En cas de refus d'admission, la cotisation sera remboursée.

ARTICLE 7 - COTISATIONS

Les Membres du Club se répartissant en catégories :

(A TITRE D'EXEMPLE)

a) - Les Membres d'honneur nommés par le Comité et choisis parmi les personnes ayant rendu au Club des services signalés ou jugés susceptibles de lui être d'une utilité exceptionnelle. Ils ne sont pas tenus de payer une cotisation annuelle, éventuellement, ils peuvent être consultés pour des travaux du Comité, mais ne participent pas aux Elections.

b) - Les Membres actifs ou souscripteurs qui jouissent de tous les avantages accordés par le Club.

c) - Les Membres bienfaiteurs (ou fondateurs) qui jouissent des mêmes avantages que les Membres actifs, mais désirant aider pécuniairement le Club, acquittent une cotisation fixée au minimum au double de la cotisation de Membre actif.

d) - Les membres à vie qui jouissent des mêmes avantages que les Membres actifs mais versent une cotisation forfaitaire qui les dispensent par la suite du paiement de la cotisation annuelle.

Le Club établira annuellement la liste de ses Membres, les Membres bienfaiteurs (ou fondateurs) y seront indiqués par une étoile et les Membres à vie par deux étoiles.

Le taux des cotisations sera fixé chaque année par l'Assemblée Générale sur proposition du Comité.

L'année sociale commence le 1^{er} Janvier.

Les cotisations annuelles doivent être payées au Trésorier.

Elles sont exigibles :

- La première année : au moment de l'admission.

- Les années suivantes : au plus tard le de l'année en cours.

Les cotisations en retard seront, à compter du . . . recouvrées aux frais des retardataires par contre-remboursement postal, après rappel par lettre.

A partir du 1^{er} Octobre les cotisations recueillies lors d'adhésions nouvelles seront comptées pour l'année suivante.

TITRE IV

DEMISSIONS - RADIATIONS - EXCLUSIONS

ARTICLE 8 - DEMISSIONS.

Toute démission, pour être valable, doit être adressée au Président, par lettre recommandée avant le 31 décembre, faute de quoi la cotisation sera exigible pour l'année à venir et la démission ne prendre effet qu'au 1^{er} Janvier de l'année suivante.

ARTICLE 9 - RADIATIONS.

Le non paiement de la cotisation annuelle, dans un délai d'un mois, après avertissement recommandé (date de la poste) et envoi d'une formule de recouvrement entrainera la radiation d'office.

ARTICLE 10 - EXCLUSIONS.

L'exclusion du Club peut être prononcée contre tout Membre qui ne respecterait pas les clauses des présents Statuts ou dont les actes, paroles ou écrits seraient contraires à l'honneur, à la bienséance ou aux intérêts du Club.

L'exclusion peut également être prononcée contre tout propriétaire de qui, volontairement, ne tiendrait pas compte des recommandations de la Commission Technique du Club et continuerait à produire et céder des sujets dont les défauts héréditaires portent préjudice à l'amélioration de la race.

Les Membres du Club s'engagent à user entre eux de courtoisie, à s'entraider pour l'amélioration de la race, et à s'efforcer de faire régner parmi eux la bonne harmonie. Tout manquement à ces prescriptions est un motif d'exclusion.

L'exclusion est prononcée par le Comité qui laisse à l'adhérent la faculté de s'expliquer devant lui.

L'intéressé peut interjeter appel à la Société Centrale Canine, conformément aux prescriptions de son Règlement Intérieur.

TITRE V

ADMINISTRATION ET DIRECTION DU CLUB

ARTICLE 11 - ADMINISTRATION.

Le Club est administré par un Comité composé de Membres élus par l'Assemblée Générale au scrutin secret pour une durée de . . . et renouvelable ensuite (par moitié ou tiers).

Les membres sortants sont rééligibles.

Les mandats seront renouvelables, selon l'ordre alphabétique des noms des Membres du Comité élus lors de l'Assemblée Constitutive du Club. Ils conserveront par la suite ce même ordre, sans tenir compte du classement alphabétique du nom de leur titulaire du moment.

Tous les Membres du Comité doivent être français, majeurs, jouir de leurs droits civiques et ne pas être considérés comme professionnels de l'élevage, selon la définition de la Société Centrale Canine :

" Sont considérés comme professionnels de l'Elevage : les gardes,

"les dresseurs professionnels, les personnes achetant habituellement

"des chiens pour les revendre, les personnes prenant des chiens en

"pension ou en dressage moyennant rétribution et, d'une façon géné-

"rale, toutes personnes qui, dans le but de réaliser un gain, exer-

"cent une profession ou sont intéressées financièrement dans une

"entreprise quelconque concernant l'utilisation du chien."

Au cas où un Membre du Comité deviendrait "professionnel de l'Elevage" il devra automatiquement donner sa démission.

A titre exceptionnel, il peut être fait appel à une personnalité étrangère connue pour son honorabilité et ses connaissances techniques (mention facultative). Cette tolérance ne peut excéder deux ressortissants de pays étrangers.

Les fonctions de Membre du Comité sont gratuites et ne peuvent, à quelque titre que ce soit, être appointées ou rétribuées par le Club.

En cas de décès, démission ou exclusion d'un Membre du Comité, le Comité pourvoira provisoirement à son remplacement qui devra être ratifié par l'Assemblée Générale suivante. Les pouvoirs d'un Membre du Comité ainsi désigné prennent fin à la date d'expiration normale du mandat du Membre remplacé, tel que défini ci-dessus.

Les décisions prises par le Comité où siégerait un Membre ainsi coopté, dont la nomination ne serait pas encore ratifiée par l'Assemblée Générale demeurent valables.

En cas de carence manifeste ou d'absences sans excuses jugées valables, à plus de réunions consécutives du Comité, au cours de l'exercice social, le Comité peut exclure ce Membre du Comité, après lettre recommandée adressée par le Président et à charge d'en rendre compte à l'Assemblée Générale qui statuera définitivement.

Le Comité élira, annuellement, parmi ses Membres, au scrutin secret, un Bureau composé de :

- Un Président Vice-Présidents (au moins deux), un Secrétaire Général, un Trésorier ; ces deux dernières fonctions pourront, soit comporter des Adjoints, soit au contraire, être tenues par la même personne.

Les conjoints ou 2 membres d'une même famille en ligne directe ne peuvent ensemble faire partie du Bureau.

Le Comité est convoqué au moins 10 jours à l'avance par le Président aussi souvent que ce dernier le juge nécessaire, ou sur la demande du quart de ses Membres.

La convocation doit comporter l'ordre du jour de la réunion.

La présence de Membres du Comité, au moins, est nécessaire pour assurer la validité des délibérations. Toute décision est prise à la majorité absolue des Membres présents, la voix du Président étant prépondérante en cas de partage.

Le Président peut, pour certaines questions, dont le libellé est parfaitement défini à l'ordre du jour. La délégation de pouvoirs n'est pas autorisée.

Les procès-verbaux des réunions seront transcrits sur un registre dit "des Délibérations" et signés du Président et du Secrétaire Général.

Après avoir été approuvés par le Comité de la réunion suivante, ils seront ensuite publiés au Bulletin du Club.

ARTICLE 12 - DIRECTION.

A- Le Président :

Le Président doit être de nationalité française et jouir de la plénitude de ses droits civiques. Il a tout pouvoir pour assumer, en accord

avec le Comité, la direction du Club. Il représente celui-ci, conformément à la Loi de 1901, dans les actes civils et judiciaires, préside toutes ses réunions et en est le représentant dans les manifestations officielles. En cas d'absence ou d'empêchement, il est représenté par l'un des Vice-Présidents. Il est seul responsable de la Société Centrale Canine.

B - Le Secrétaire Général :

Le Secrétaire Général est chargé, sous la responsabilité du Président, de la correspondance et d'une façon générale, de tout le travail administratif nécessaire au bon fonctionnement du Club. Il est, en principe, chargé de l'organisation matérielle des Expositions Spéciales. Il assure la correction et la mise en pages du Bulletin et de toutes les publications éditées par le Club. Il rédige les Procès-Verbaux des séances de Comité ou Assemblées sur le registre des Délibérations dont il est détenteur.

Le Secrétaire Général Adjoint seconde le Secrétaire Général dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en cas d'empêchement.

C - Le Trésorier :

Le Trésorier perçoit les cotisations annuelles au moyen de cartes d'adhérent qu'il adresse aux Membres, encaisse toutes les recettes, paie les dépenses après qu'elles aient été ordonnancées par le Président. Les recettes doivent être versées aux comptes postaux ou bancaires ouverts au nom du Club et pour lesquels il a délégation de signature. Il doit tenir un livre comptable et établir un compte d'exploitation annuel. Ses écritures devront être présentées à toutes demandes du Comité et ses comptes, après vérification par un Commissaire aux Comptes et approbation du Comité, être soumis à l'Assemblée Générale.

Les bilans et comptes d'exploitation seront publiés au Bulletin du Club.

Tout placement de fonds devra être soumis à l'approbation du Comité.

Le Trésorier est responsable de sa gestion et des fonds qui lui sont confiés.

Il tient le livre répertoire des Membres du Club dont la liste sera publiée annuellement, conformément à l'article 7.

Tous les livres de caisse, pièces comptables, livre répertoire des Membres font partie des archives du Club et en cas de décès ou démission du Trésorier ces pièces comptables devront être déposées au Siège Social du Club.

Le Trésorier adjoint seconde le Trésorier dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en cas d'empêchement.

Les dépenses de fonctionnement du Secrétariat et de la Trésorerie sont assumées par le Club. Elles peuvent nécessiter la rémunération d'un personnel auxiliaire, recruté en dehors des Membres du Comité.

TITRE VI

ASSEMBLEES GENERALES

TENUE - CONVOCATIONS - ORDRE DU JOUR - VOTE

ARTICLE 13 - TENUE

L'Assemblée Générale se compose de tous les Membres (indiquer les catégories de Membres admis à l'Assemblée Générale) à jour de leur cotisation pour l'exercice en cours et inscrits depuis 6 mois au moins avant la date de l'Assemblée.

L'Assemblée Générale se réunit une fois par an, mais peut, dans des cas exceptionnels, soit sur l'initiative du Comité, soit sur la demande écrite du quart des Membres du Club à jour de leur cotisation, être convoquée à tout moment.

L'Assemblée Générale annuelle se tient, en principe, à
(ou dans toute autre ville de France désignée à l'avance par le Comité à l'occasion d'une manifestation importante du Club).

ARTICLE 14 - CONVOCATIONS.

Les convocations aux Assemblées Générales sont faites par voie de Bulletin ou par lettre ordinaire et adressées par le Secrétaire Général au moins 15 jours avant la date prévue de convocation à tous les Membres à jour de leur cotisation. Elles doivent indiquer l'ordre du jour (voir modèle)

ARTICLE 15 - ORDRE DU JOUR.

L'ordre du jour est réglé par le Comité.

L'Assemblée Générale entend les rapports sur la gestion du Comité, sur la situation financière et morale du Club, approuve les comptes de l'exercice clos, donne au Trésorier quitus de sa gestion et délibère souverainement sur les questions mises à l'ordre du jour. Elle pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement des Membres du Comité ou à la ratification des désignations faites à titre provisoire par le Comité au cours de l'exercice écoulé.

ARTICLE 16 - VOTES. (Au choix)

Formule A

Le vote par procuration n'est pas admis.

Le vote par correspondance n'est autorisé que pour les élections des Membres du Comité.

Formule B

a)- Election au Comité.

Pour les élections des Membres du Comité, le droit de vote conféré à chaque Sociétaire admis à l'Assemblée Générale peut être exercé soit directement, soit par correspondance comme indiqué ci-après, mais le vote par procuration est formellement interdit.

b)- Questions à l'Ordre du Jour.

Pour les questions mises à l'Ordre du Jour dont le libellé est parfaitement défini, le droit de vote conféré à chaque Sociétaire admis à l'Assemblée Générale peut être exercé soit directement, soit par procuration à l'aide de pouvoirs réglementaires.

Ces pouvoirs devront être signés du mandant, porter la mention manuscrite "BON POUR POUVOIR".

Un Bureau constitué de deux Membres pris dans l'Assemblée, ou à défaut le Bureau de vote, vérifiera la validité des pouvoirs présentés par les Mandataires et procèdera à leur émargement sur la liste électorale.

Aucun mandataire ne pourra détenir plus de quatre pouvoirs.

Les bulletins de vote et enveloppes réglementaires seront adressés à chaque Membre à jour de sa cotisation, en principe, en même temps que

l'avis de convocation et au plus tard 8 jours avant la date des élections, afin de permettre l'exercice du droit de vote par correspondance.

Les votes par correspondance devront être envoyés par poste, dans les enveloppes réglementaires à l'adresse du Club et fournies par celui-ci, pour être reçus au Siège Social du Club au plus tard 24 heures avant la date de la tenue de l'Assemblée Générale. L'enveloppe d'expédition devra obligatoirement porter en mention extérieure le nom du votant, au fin d'émargement sur la liste électorale, et contenir une enveloppe blanche renfermant le Bulletin de vote et exempte de tous noms ou signes distinctifs.

Un Bureau de vote comprenant 2 ou 4 scrutateurs désignés par l'Assemblée Générale sera constitué en début de séance et fonctionnera sous la responsabilité d'un Membre du Comité non candidat à cette élection. Il procèdera à la vérification et à l'émargement des enveloppes reçues, puis au dépouillement des bulletins.

Une liste d'émargement sera adressée avant chaque Assemblée Générale. Elle comprendra les noms des Membres à jour de leur cotisation, tel que défini aux articles 7 et 13.

Les Membres présents à l'Assemblée Générale n'ayant pas voté par correspondance pourront, après émargement sur la liste électorale, voter en début d'Assemblée Générale. Une urne sera déposée à cet effet.

Seront déclarés nuls les bulletins contenus dans des enveloppes blanches mais portant des mentions permettant l'identification du votant, ainsi que les bulletins sans enveloppes portant des signes distinctifs.

Les décisions des Assemblées Générales ordinaires sont prises à la majorité simple. Celle des Assemblées Générales extraordinaires, à la majorité des trois quarts des suffrages exprimés.

Les communications, observations, propositions quelconques que des Sociétaires désireraient soumettre à l'Assemblée Générale, devront être adressées au Président 8 jours avant la date fixée pour cette réunion.

Les procès-verbaux des Assemblées seront approuvées par le Comité avant d'être transcrits sur le Registre des Délibérations et publiés dans le Bulletin. Ils seront soumis à la ratification de l'Assemblée Générale suivante.

TITRE VII MODIFICATIONS DES STATUTS

ARTICLE 17.

Les présents statuts ne pourront être modifiés que sur proposition du Comité, en Assemblée Générale ordinaire ou extraordinaire, après en avoir référé à la SOCIETE CENTRALE CANINE. En vertu de l'affiliation du Club à la SOCIETE CENTRALE CANINE, celle-ci est en droit de demander la modification des Statuts en fonction de changements dans les dispositions de ses propres Statuts ou de son Règlement intérieur.

ARTICLE 18.

Les propositions de modifications des Statuts devront être adressées à tous les Sociétaires à jour de leur cotisation en même temps que l'avis de convocation (Art. 14) et les Bulletins de vote.

Le vote par correspondance est admis selon les principes définis à l'article 16.

TITRE VIII DISSOLUTION

ARTICLE 19.

La dissolution du Club ne peut être prononcée que par une Assemblée Générale extraordinaire convoquée à cet effet, sur la demande des trois quarts des adhérents à jour de leur cotisation, selon les conditions prévues par l'Article 18 et l'Article 19 des Statuts de la SOCIETE CENTRALE CANINE.

Cette Assemblée sera convoquée comme indiqué à l'Article 14.

TITRE IX DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 20.

Toute discussion politique ou religieuse, ainsi que les jeux de hasard sont interdits dans les réunions du Club ou du Comité.

Le Comité s'interdit formellement d'acheter, d'élever ou de vendre des chiens pour son propre compte ou encore faire acte, même occasionnellement d'intermédiaire moyennant taxe ou courtage à l'occasion de

transactions entre amateurs ou professionnels. Le Club peut seulement communiquer à ses Membres les offres ou les demandes qui lui sont adressées et accepter pour son Bulletin les insertions payantes ou non qui lui sont demandées.

Tous les cas non prévus aux présents Statuts seront tranchés par le Comité, suivant le sens le plus conforme à l'esprit des Règlements et Traditions de la SOCIETE CENTRALE CANINE.

ARTICLE 21.

Les présents Statuts approuvés par l'Assemblée Générale du entrent immédiatement en vigueur (ou annulent et remplacent les Statuts précédents).

TITRE X

ARTICLE 22 - DELEGUES.

Le Club se réserve le droit de s'adjoindre des Délégués Régionaux choisis parmi ses Membres "non professionnels de l'élevage" et chargés du soin de le représenter, chacun dans un secteur déterminé et dans des régions où les Membres du Club sont assez nombreux pour créer des Sections.

Ces sections ne pourront avoir de personnalité propre ni s'octroyer des Statuts particuliers. Leur fonctionnement fera l'objet d'accords particuliers avec le Club qui pourront prévoir, dans certains cas, une quelconque autonomie administrative, mais les sections ne pourront en aucune manière communiquer directement avec SOCIETE CENTRALE CANINE qui ne reconnaitra officiellement que le Club lui-même.

ARTICLE 23 - COMMISSIONS.

Le Comité pourra nommer, en cas de besoins, des Commissions Spéciales chargées, soit d'une délégation, soit de procéder à l'étude de questions dont il les aura saisies.

Ces Commissions seront composées de Membres du Comité et présidées par l'un d'eux, mais pourront s'adjoindre d'autres Membres du Club. Elles élisent chaque année leur Bureau, composé d'un Président obligatoirement choisi parmi les Membres du Comité et d'un Secrétaire.

f. Règlement des élections.

ART. 24

Le présent Règlement a pour but de fixer les conditions dans lesquelles doivent se dérouler les élections aux Assemblées Générales de la S.C.C. aussi bien que dans celles de tous les Groupements affiliés à la Fédération.

I - ASSEMBLEES GENERALES DE LA S.C.C.

ART. 25

Les Statuts de la S.C.C. précisent à l'Art. 8, d'une part que le vote par correspondance est admis mais seulement en ce qui concerne les élections et d'autre part que seuls les représentants des Membres Fédérés peuvent participer à ces Assemblées et par suite à l'élection des Membres du Comité. Ces représentants sont désignés par les Sociétés Régionales et par les Clubs spéciaux conformément aux prescriptions de l'Art. 8 précité. En conséquence, tous les Groupements de la Fédération sont tenus d'adresser à la S.C.C. à première demande de celle-ci et dans un délai maximum de 20 jours de l'envoi de cette demande par lettre recommandée avec A.R., la liste de leurs Membres ayant cotisé au cours de l'Exercice précédent (c'est-à-dire par exemple les Membres ayant cotisé en 1964 si l'Assemblée se tient en 1965).

A l'appui de cette déclaration tous les Groupements doivent être en mesure de fournir les comptes de l'Exercice précédent mentionnant les cotisations encaissées. La S.C.C. est en droit d'exiger toutes preuves à l'appui de ces déclarations.

Les Groupements affiliés doivent en outre avoir acquitté le montant de leur cotisation statutaire annuelle ainsi que le montant des redevances exceptionnelles votées annuellement par l'Assemblée Générale.

Ces différentes conditions étant remplies, celles-ci sont examinées par la Commission des Elections qui soumet les propositions au Comité de la S.C.C. lequel détermine alors le nombre de représentants auxquels chaque Groupement a droit en fonction de l'Art. 8 des Statuts. Toute fausse déclaration sera considérée comme un manquement grave rentrant dans les prescriptions de l'Art. 35 du présent Règlement.

ART. 25 bis

Les noms des Membres du Comité sortant et rééligibles ainsi que les noms des candidats s'étant fait connaître en temps utile et susceptibles de remplacer un Membre sortant, sont portés à la connaissance de l'Assemblée Générale. Toute candidature à l'un des 10 postes de représentants des Clubs spéciaux prévus à l'article 5 - 2° des Statuts ainsi rendue publique doit mentionner le cas échéant, qu'elle est "soutenue" par le Conseil d'Administration d'un Club Spécial (avec l'indication du Club intéressé).

ART. 26 - CONVOCATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Les représentants des Groupements affiliés sont convoqués au moins 15 jours avant la date fixée pour la réunion de l'Assemblée Générale. La convocation contient l'Ordre du Jour fixé par le Comité. Le Bureau de l'Assemblée Générale est celui du Comité de la S.C.C. (Art. 8 des Statuts).

II - ASSEMBLEES GENERALES DES GROUPEMENTS FEDERES

ART. 27

Les Assemblées Générales des Groupements Fédérés doivent être convoquées et tenues conformément aux prescriptions des Statuts et au Règlement Intérieur de la S.C.C. Le délai de convocation est au minimum de 15 jours.

En ce qui concerne les élections, le présent Règlement précise, que dans ce cas seulement, le vote par correspondance est admis et que le vote par procuration est formellement interdit (Art. 9 §4).

En conséquence, chaque Sociétaire de chaque Groupement doit être mis en mesure de pouvoir exercer son droit de vote soit directement, soit par correspondance.

Le Comité de chaque Groupement aura donc à prendre les mesures nécessaires pour que le vote par correspondance puisse avoir lieu, c'est-à-dire en envoyant à chaque Sociétaire en temps voulu la liste des Candidats soumis à l'élection ou à la réélection ainsi que deux enveloppes permettant le dépouillement anonyme du vote ainsi exprimé.

ART. 28 - DEPOUILLEMENT DES VOTES

Les élections en Assemblées Générales font l'objet de procès-verbaux auxquels sont annexés :

- les bulletins blancs,
- les bulletins ne contenant pas une désignation suffisante ou ne correspondant pas, pour l'élection des Membres du Comité de la S.C.C. aux prescriptions de l'Art. 5 des Statuts de cette société,
- les bulletins dans lesquels les votants se sont fait connaître,
- enfin les bulletins contestés.

Le Procès-verbal est signé par le Président et par les scrutateurs. Immédiatement après le dépouillement le résultat du scrutin est rendu public et tous les bulletins de vote autres que ceux devant être annexés au Procès-verbal sont brûlés en présence des représentants ayant assisté au dépouillement.

ART. 29 - RECLAMATIONS ET CONTESTATIONS.

Toutes les réclamations et contestations soulevées au cours des opérations électorales en ce qui concerne la Société Centrale Canine seront réglées conformément aux dispositions des Statuts. En ce qui concerne les Groupements, les réclamations et contestations seront soumises à l'appréciation de la S.C.C.

g. Juridiction de la Société Centrale Canine et des groupements affiliés.

ART. 30 - SOCIETE CENTRALE CANINE.

La juridiction de la S.C.C. s'étend à tous les Membres de la Fédération, Sociétés Régionales ou Clubs spéciaux, ainsi qu'à toutes les manifestations organisées par les Groupements affiliés ou par leurs Sections. Elle s'étend également à toute personne membre ou non d'un Groupement affilié ayant délibérément violé ce Règlement même en dehors de toute manifestation.

Elle statue en dernier ressort sur les faits soumis à la juridiction des Groupements affiliés.

ART. 31 - GROUPEMENTS AFFILIES.

La juridiction de tout Groupement affilié - Sociétés Régionales et Clubs spéciaux - s'étend sur toute sa zone d'action, même en dehors de toute compétition, sur toutes les manifestations, et à l'occasion de toutes réunions organisées par lui, ou avec son autorisation. Elle s'applique aussi bien à ses membres qu'à tous autres amateurs ayant participé à ces manifestations en contrevenant ouvertement aux Règlements de la S.C.C. ou en se comportant de façon incorrecte. Mais comme précisé à l'article précédent, le Comité de la S.C.C. juge en dernier ressort : il doit donc être avisé chaque fois par les Groupements intéressés des sanctions prises par ces derniers.

ART. 32 - ACCEPTATION DES SANCTIONS

Le présent Règlement ainsi que les autres Règlements de la S.C.C. prévoient des sanctions en cas d'inobservation des dispositions essentielles qu'ils contiennent. Il en résulte que l'engagement pris par les Groupements affiliés de la S.C.C. comporte l'acceptation des sanctions prévues pour tout manquement aux Statuts et aux Règlements.

ART. 33 - NATURE DES SANCTIONS

Les sanctions varient suivant que la faute est imputable à un Groupement ou à une personne.

Les sanctions applicables au Groupement sont :

I - Au 1er degré :

1° L'avertissement,

2° La prolongation du Stage d'affiliation.

II- Au 2^e degré :

3° Le rejet de la demande d'affiliation,

4° Le retrait définitif de l'affiliation.

Les sanctions applicables aux personnes sont :

I - Au 1er degré :

1° L'avertissement

II- Au 2^e degré :

2° L'interdiction de faire inscrire des chiens au L.O.F.

3° L'exclusion temporaire ou définitive de toutes les Manifestations qui entraîne la suppression de tous rapports avec la S.C.C.

ART. 34 - APPLICATION DES SANCTIONS.

Les sanctions prévues à l'art. 33 sont prononcées par un Conseil de discipline présidé par le Président de la S.C.C. et composée d'au moins 7 membres du Comité (Art. 6 des Statuts de la S.C.C.). En cas de partage la voix du Président est prépondérante.

Les sanctions contre les Groupements sont prononcées uniquement par le Conseil de Discipline.

Les sanctions prononcées par les Comités des Groupements affiliés (Sociétés Régionales ou Clubs spéciaux) sont applicables dans leur zone ou rayon d'action. Cependant l'intéressé peut en appeler au Conseil de Discipline de la S.C.C. qui juge en dernier ressort.

La S.C.C. peut demander à la F.C.I. l'extension à toutes les nations fédérées des sanctions qu'elle a été amenée à prendre soit par elle-même soit par ses Groupements affiliés.

De leur côté, les Groupements affiliés peuvent demander à la S.C.C. d'étendre les sanctions à toute la France, voire de proposer à la F.C.I. leur extension à toutes les Nations fédérées.

Dans tous les cas, le Conseil de Discipline de la S.C.C. est seul juge en dernier ressort.

ART. 35 - DIRECTIVES POUR L'APPLICATION DES SANCTIONS

A titre indicatif - mais non limitatif - on classera parmi les manquements graves :

1° La modification de l'objet ou de la nature du Groupement affilié, ou en Stage, faisant qu'il ne rentre plus dans le cadre tracé par les Art. 8 et 9 du présent Règlement et, plus généralement tout fait qui aurait, à une autre époque, entraîné le rejet de la demande d'admission au stage ;

2° La tenue de Livres d'Origines en dehors des Livres d'Enregistrement des naissances prévus à l'Art. 18 ;

3° L'inobservation des obligations imposées par la S.C.C. ou de ses Règlements (Art. 9 - 4° et Art. 19) malgré les avertissements donnés : qui entraînera toujours le retrait de l'affiliation, ou le rejet immédiat de la demande d'affiliation;

4° L'inactivité totale ou partielle d'une Société Régionale : qui entraînera suivant les cas, soit le retrait de l'affiliation, soit la mise en gérance ou la concession d'une partie de la zone d'influence à une Régionale voisine, voire même à une Régionale nouvelle;

5° L'inactivité totale ou partielle d'un Club spécial entraînera suivant le cas, soit le retrait de l'affiliation, soit l'obligation, prononcée par la S.C.C. de fusionner avec un Groupement plus représentatif. Les conditions de cette fusion seront fixées par la S.C.C.

Tout acte de subordination même partielle vis-à-vis d'un organisme étranger à la S.C.C. entraînera ipso facto le retrait de l'affiliation.

6° Le fait isolé, pour un Groupement affilié, d'organiser une manifestation dans la zone d'action d'une Société Régionale, sans l'autorisation de cette dernière, ou malgré son interdiction, contrairement à l'Art.17;

7° Le fait, par une Section, de s'intituler "Société Canine de ..." contrairement à l'Art. 21;

8° Le fait que pour un Groupement affilié d'avoir fait ses déclarations inexactes concernant le nombre de ses Membres et entraînant ainsi un nombre de représentants supérieur à celui auquel il peut légitimement prétendre à l'Assemblée Générale de la S.C.C. Le Président et les Membres du Comité d'un Groupement sont passibles des mêmes sanctions s'il est prouvé que les fausses déclarations reçues sont de leur fait.

9° Tout manquement à l'esprit ou à la lettre des prescriptions de l'Art. 9 constaté chez un Groupement après son affiliation définitive est passible de sanctions pouvant aller jusqu'à la désaffiliation.

Toutes autres manquements seront appréciés suivant leur nature et leurs conséquences, et seront frappés de sanctions en rapport avec leur caractère de gravité.

ART. 36 - PROCEDURE

Aucune sanction ne pourra être prise, tant par la S.C.C. quand elle se saisit directement, que par les Groupements affiliés, sans que les intéressés aient été avisés par lettre recommandée :

1° De la nature des faits qui leur sont reprochés ;

2° De la sanction qu'ils peuvent encourir ;

3° D'avoir, s'ils le jugent utile, à déposer leur défense au siège, soit de la S.C.C., soit du Groupement affilié, dans un délai de quinzaine, à l'expiration duquel le Conseil de Discipline de la S.C.C. ou le Comité du Groupement saisi statuera - ou à faire connaître, dans le même délai s'ils désirent présenter eux-mêmes leur défense.

Dans ce dernier cas, les intéressés seront convoqués par lettre recommandée, au moins 8 jours à l'avance, à la première réunion subséquente soit du Conseil de Discipline de la S.C.C. soit du Comité du Groupement.

Dans le cas d'une sanction prise contre un Groupement, le Président de ce Groupement et éventuellement les membres de son Comité pourront être convoqués en même temps étant passibles éventuellement des sanctions prévues à l'Art. 33.

ART. 37 - NOTIFICATIONS - DELAIS D'APPEL.

Les sanctions prises sont notifiées aux intéressés par lettre recommandée, dans un délai de quinzaine, à compter de leur date.

Lorsqu'il s'agit d'une mesure disciplinaire prise par le Comité d'un Groupement, un délai de 15 jours francs est ouvert à compter de cette notification, pour produire de nouvelles explications, ou pour faire connaître le désir de se défendre en personne devant le Comité de la S.C.C.

A l'expiration de ce délai, le Conseil de Discipline de la S.C.C. peut statuer définitivement, après avoir convoqué l'intéressé par lettre recommandée, adressée au moins 8 jours à l'avance.

Les sanctions devenues définitives, sont notifiées au Groupement intéressé et, s'il est nécessaire, à tous les Groupements affiliés. Il est procédé à cette notification par les soins des Services administratifs de la Société Centrale Canine.

Tout litige relatif aux opérations intéressant la sélection de la race, l'inscription au L.O.F. et la confirmation des animaux intervenant entre la S.C.C. et une Association spécialisée, peut être soumis à l'arbitrage de la Commission Scientifique et Technique du Ministère de l'Agriculture et cet arbitrage est susceptible d'un recours devant Monsieur le Ministre de l'Agriculture.

h - DISPOSITIONS RELATIVES A LA TENUE DU L.O.F.

Toute question relative à la tenue du Livre des Origines Français est avant décision du Comité, soumise à l'approbation préalable de la Commission du L.O.F. composée, sous la présidence du Président de la Société Centrale, des représentants d'Associations de races Membres du Comité. La Commission peut s'adjoindre avec voix consultative, tous experts qu'il lui paraîtrait utile.

La Commission du L.O.F. est en outre obligatoirement saisie, dans les mêmes conditions, des standards présentés à l'acceptation de la Société Centrale Canine en application de l'Article 8 - 6° du Règlement Intérieur.

Les copies des Certificats de naissance, avec mention de la portée inscrite et des ascendants sont adressées mensuellement à tous les Clubs Spéciaux qui en font la demande.

Les certificats de confirmation sont dans tous les cas adressés au Club intéressé qui les vise pour accord.

B. SON BUT, SES MOYENS ET REALISATIONS.

a. Son but

"Extrait du fascicule publié par la S.C.C."

"Elargissant son activité et l'adaptant aux besoins de l'élevage moderne la "Société Centrale" définit ainsi ses buts actuels : Assurer l'amélioration et la vulgarisation de toutes les races de chiens d'utilité, de sport, d'agrément, en France; Resserrer les liens amicaux qui unissent les différents groupements canins français (Sociétés Régionales, Clubs spéciaux, Sociétés d'Utilisation) et leur donner, par la force que procurent l'union, le groupement et la discipline, plus de facilités, plus de crédit auprès des pouvoirs publics pour la défense des intérêts de l'élevage, but essentiellement poursuivi par la "Société Centrale". Enfin, resserrer, sous l'Egide de la "Fédération Cynologique Internationale" les relations entre la cynophilie française et les cynophilies étrangères".

b. Tenue du livre généalogique.

1/ Modalités d'inscription

Le décret n° 74-193 du 26 février 1974 relatif à la tenue du livre généalogique pour l'espèce canine, envisage quatre modalités d'inscription (art. 5)

- Au titre de la descendance

quand il s'agit d'animaux dont les parents sont déjà inscrits dans la même section de race. Il est alors délivré au chiot, à sa naissance, un certificat provisoire qui sera remplacé par un certificat définitif si le chien est confirmé.

- A titre initial

après examen du chien, dans des conditions analogues à la confirmation. L'inscription directe au L.O.F. est possible pour les races dont le livre n'est pas fermé. La fermeture des livres se fait à partir de 5000 naissances par an; en dessous de 500 naissances par an, elle est refusée.

Entre ces limites, on examine les motifs invoqués. Le seuil habituel se situant vers 2000 naissances par an.

En 1975, trois races ont obtenu l'accord de principe : Berger Allemand, Teckel, Berger Belge.

- Pour les sections du livre qui sont fermées.

Inscription des chiots après confirmation, si leurs parents, depuis trois générations successives, sont enregistrés à un livre d'attente.

- Au titre de l'importation

Pour les animaux inscrits à un livre généalogique étranger reconnu par la Fédération Française tenant le livre généalogique.

L'Admission n'est effective qu'après confirmation par un expert français ou si l'animal a subi dans son pays d'origine, un examen reconnu équivalent par l'association spécialisée.

L'inscription est faite avec transcription de la généalogie figurant au livre étranger.

2/ Les formalités d'inscription

Art. 7 du décret de 1974

- Certificat de saillie

Le propriétaire de la femelle doit envoyer à la S.C.C. dans les quatre semaines qui suivent la saillie un certificat de saillie, celui-ci ayant été complété par le propriétaire du mâle.

Le mâle et la femelle doivent être titulaires d'un pedigree définitif; donc, être confirmés.

Au reçu de cet imprimé, la S.C.C. envoie au propriétaire de la femelle les imprimés de déclaration de naissance, portant le numéro de référence du dossier ouvert à cette occasion.

- Certificat de naissance

La déclaration de naissance doit être retournée à la S.C.C. dans les deux semaines qui suivent la mise bas.

Après vérification du dossier et confrontation avec les registres officiels, la S.C.C. adresse au producteur, en deux exemplaires, une fiche de proposition d'inscription des chiots.

pour l'Amélioration des Races de Chiens en France
FÉDÉRATION NATIONALE AGRÉE PAR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

(Statut du 28.2.79, Arrêté du 22.5.1969)

RECONNUES D'UTILITÉ PUBLIQUE



Membre de la Fédération Cynologique Internationale

LIVRE DES ORIGINES FRANÇAIS
(L. O. F.)

Inscrit au Registre des Livres Généalogiques du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE FRANÇAIS

CERTIFICAT DE NAISSANCE

Le présent "Certificat de Naissance" ne peut tenir lieu de "Pedigree définitif" lequel sera établi lorsque le chien arrivé à l'âge requis pour sa race aura satisfait à l'examen de confirmation (art. 4 du décret du 21 Sept. 1966). Le "Pedigree définitif" est obligatoire pour que les produits issus de ce chien puissent obtenir à leur tour un "Certificat de Naissance".



215, Rue St Denis - PARIS (2^e)

(Sous obligation d'être remis au même temps que le chien en cas de changement de propriétaire)

(ou date à représenter en cas d'ajournement)

APTE - IMPRTE - AJOURNE

(payer la mention finale)

à la confirmation

SIGNATURE DE L'EXPERT

Date :

Nom de l'Expert S.C.C.

Si le chien est déclaré "Apte", le propriétaire doit, pour obtenir le "Pedigree définitif" adresser à la Société Centrale Canine, 215, rue St Denis, Paris 2^e, le présent certificat de naissance accompagné du formulaire d'examen de confirmation, signé par l'Expert. (Voir instructions au verso du formulaire).

FLUX ET RÉCOMPENSES OBTENUS

PROPRIÉTAIRES SUCCESSIFS

NOM DU CHIEN MALICE DU BIEF DE LA DEJEUNERIE (FCI)
 RACE YORKSHIRE TERRIER
 SEXE FEMELLE
 COULEUR DE LA ROBE BLUE TAN
 NATURE DU POIL
 TAILLE
 NÉ LE 23.07.76

Enregistré au L.O.F.
 sous le N°

9 Y.T. 009914

IMMATRICULÉ AU FICHIER CENTRAL
 DES ANIMAUX DE L'ESPECE CANINE

N° ZK 289

TATOUÉ SUR L'ANIMAL

DÉLIVRÉ A PARIS, le 19.01.77

Le Président de la S.C.O.

PRODUCTEUR MME. LAHALLE DUTCHER
 25 ROUTE DU GUERRIAU
 36100 ISSOUDUN

GÉNÉALOGIE

PÈRE

1. JOLI COEUR DU BIEF
 DE LA DEJEUNERIE FCI
 LOF 9 Y T 7300/995

3. CH B CH I B MJK
 DE LYVIADINE
 LOF 9 Y T 1720/33

4. URJA DU BIEF DE LA
 DEJEUNERIE
 LOF 9 Y T 4432/832

7. CH B BUTIBEL BUXUS
 KC 87920/57
 LOF 9 Y T 475

8. HOMERDENE GLAMOUR GIR
 KC 9256R/59
 LOF 9 Y T 651

9. QUIET LAD DU HOME
 MANOU
 LOF 9 Y T 2496/180

10. THALASSA SWEET
 LOF 9 Y T 3840/572

MÈRE

2. JOANNY DU CLOS DE HAUTE
 LANDE
 LOF 9 YT 7200/1571

5. EIKROY'S BRIGADIER
 GERARD
 KC 135966/72
 RSH 738

6. EBURACUM ROSEMARY
 149585/73
 LOF 9 YT 6958/1310

11. CHARLEVIEW LITTLE
 CRACKER
 1245 AZ 7/66

12. EIKROYS AMOURETTE
 1166 BD 107058/67

13. EBURACUM PRIAM
 54424/72

14. EBURACUM ROSETTA
 54429/72

Le propriétaire, en un envoi groupé, fait parvenir à la S.C.C.

- un exemplaire de la fiche de proposition d'inscription
- le montant des droits d'inscription calculé sur la base de 30 F par chiot.
- le volet de la carte d'immatriculation de chaque chiot, destiné à la S.C.C.

Nous envisagerons les modalités de tatouage dans un paragraphe ultérieur.

Si un ou plusieurs chiots sont décédés, il suffit de barrer leur nom sur les fiches.

La S.C.C. peut alors effectuer l'enregistrement au L.O.F. et fait parvenir au producteur, en principe dans les trois semaines suivantes, un certificat de naissance pour chaque chiot. (modèle ci-joint)

Ce certificat est la preuve pour l'acheteur que le chiot est de pure race et qu'il est inscrit au L.O.F. Malheureusement cette preuve, en raison des lenteurs de l'établissement des différentes déclarations ne peut jamais être fournie au moment de la vente d'un chiot; le certificat de naissance ne parvenant au destinataire que 4 à 6 mois après la naissance.

(voir ci-contre un modèle de ce certificat de naissance : recto et verso)

- La confirmation

- Elle est obligatoire (Art. 4 du décret du 26 février 1974)

"Les normes d'âge et les qualifications seront fixées pour chaque race en accord avec la Fédération tenant le livre généalogique par les associations spécialisées agréées".

Par dérogation, la confirmation n'est pas obligatoire dans les départements et territoires d'Outre-mer. Pour les chiens nés dans ces départements ou territoires, il sera délivré un certificat d'un modèle spécial. Ils ne pourront être utilisés comme reproducteurs sur le territoire métropolitain qu'après avoir subi l'examen de confirmation.

- Elle est confiée à un expert qui prend une décision à charge d'appel (Art. 6)

. Age minimum

est fixé à 12 mois pour les petites races et à 15 mois pour les grandes races. Ces âges ont été fixés pour simplifier par une séance spéciale de la commission technique du 2 décembre 1975.

. Lieux possibles pour l'expertise de confirmation

Cette expertise peut avoir lieu lors de rassemblement de chiens :

- d'exposition de toutes races
- exposition de races spéciales

Extrait de règlement publié par la S.C.C. concernant la confirmation lors d'expositions.

Examen de confirmation

Les Expositions Canines, en particulier, de même que les Présentations Canines sont, par excellence, le type de manifestations parfaitement appropriées pour l'organisation des examens de confirmation.

Les Sociétés organisatrices ont le devoir de favoriser, de promouvoir et d'informer le public par tous les moyens publicitaires à leur disposition, Presse, radio, affichage, de la tenue de ces examens de confirmation dans le cadre des manifestations qu'elles organisent.

Indépendamment de l'intérêt fondamental que ces examens présentent pour l'élevage canin, les Sociétés organisatrices ne doivent pas perdre de vue les sources de recettes supplémentaires qu'ils peuvent leur procurer. De nombreux propriétaires grâce à une publicité bien faite, seront amenés en effet à venir à ces manifestations dans le seul but de faire confirmer leur chien.

Ces examens de confirmation, dans le cadre des Expositions ou Présentations Canines, nécessitent donc une organisation préalable qui ne peut être laissée au hasard ou au gré des seuls experts-confirmateurs et des intéressés.

Art. 1 - FEUILLES D'ENGAGEMENT

Il importe en premier lieu que les Sociétés organisatrices connaissent parmi les chiens exposés ceux qui devront être confirmés.

Ceci implique que la question en soit posée sur la feuille d'engagement par le libellé suivant :

CONFIRMATION

VOULEZ-VOUS FAIRE CONFIRMER VOTRE CHIEN ?

(mettre une croix si le chien doit être confirmé).....

Article 2 - CATALOGUE

Le catalogue de l'Exposition devra porter la mention "A CONFIRMER à l'aide de la lettre "C" placée sous le numéro du chien. Exemple :

- 763 POLLUX du LOF n°

C

Lors de l'exploitation des feuilles d'engagement pour la confection du catalogue il y aura donc lieu de relever cette indication.

Article 3 - EXPERTS CONFIRMATEURS

Les Experts confirmateurs ne peuvent être, chacun en ce qui les concerne, que ceux habilités par les Associations de races et pour les races pour lesquelles ils sont agréés.

Ce qui exclut qu'un Juge puisse procéder à l'examen de confirmation d'une race pour laquelle il ne serait pas agréé par l'Association de races concernée. N.B. - Il est rappelé que les Juges étrangers ne sont en aucun cas habilités à procéder à l'examen de la confirmation.

Il appartient donc aux Sociétés organisatrices de constituer en même temps que le Jury, le collège des experts confirmateurs devant officier dans la manifestation qu'elles organisent.

Plusieurs cas sont à envisager :

1° Toutes les races sont dotées de Juges, Juges stagiaires ou suppléants agréés comme Experts confirmateurs par des Associations de races concernées. Dans ce cas aucun problème, la confirmation est ouverte à toutes les races représentées à ladite manifestation.

2° Certaines races sont dotées de Juges, Juges stagiaires ou suppléants non agréés comme confirmateurs par les Associations de races concernées. Ces races ne peuvent donc être confirmées. Dans ce cas il appartient aux Sociétés organisatrices d'en informer les Associations de races et de leur demander la désignation d'un expert confirmateur.

Elle peut avoir lieu également:

dans les réunions de confirmation organisées, soit par les Sociétés Régionales, soit par les Clubs spéciaux.

Il sera procédé également à l'examen de confirmation, en dehors de rassemblement au domicile du juge confirmateur; les frais exposés à cette occasion étant à la charge du propriétaire du chien.

. Qualification

L'article 4 du décret de 1974 mentionne la possibilité d'une qualification lors de la confirmation. Cette qualification étant utilisée par certains clubs.

(Ex. Catégorie "1er choix" pour les chiens Berger Allemand d'une qualité exceptionnelle)

Cette mention est portée sur le pédigree.

Si la confirmation est accordée par l'expert, le propriétaire du chien adresse à la S.C.C., en un envoi groupé :

- l'imprimé de confirmation dûment rempli complété et signé par le propriétaire et l'expert.
- le certificat de naissance originale.
- le montant des droits d'inscription et d'établissement du pédigree, la redevance tarifaire étant de 30 francs.

- Le pedigree définitif

La S.C.C. accuse réception des documents et transmet au Club de la race le formulaire signé par l'expert pour qu'il donne son accord.

Elle établit alors le pédigree définitif, remplaçant le certificat de naissance.

Sur le pédigree peut être mentionné, les qualifications spéciales obtenues lors de la confirmation, ainsi que les récompenses obtenues lors de concours ou d'épreuves prévues par l'article 8.

Toutes ces formalités ont été résumées et insérées dans un tableau récapitulatif par KIEFFER (Thèse Docteur Vétérinaire, Toulouse 1976).

	LIVRE D' ATTENTE : REGISTRE INITIAL			LIVRE GENEALOGIQUE
	1 ^e génération RI (1)	2 ^e génération RI (2)	3 ^e génération RI (3)	Après confirmation LOF
Chiens concernés	Soit: - Chiens sans ascendance connue	Soit : -chiens dont les géniteurs sont inscrits au RI (1)	Soit : - chiens dont les géniteurs sont inscrits au RI (2)	Chiens dont les géniteurs sont soit - inscrits au RI (3) - inscrits au LOF, ou plus rarement sont soit : - non connus (à titre initial) - inscrits à un Livre Généalogique étranger reconnu par la SCC
Formalités à remplir par le propriétaire déclarant	Examen de confirmation.	-Déclaration de saillie envoyée dans les quatre semaines suivant la saillie. -Déclaration de naissance envoyée dans les deux semaines suivant la mise bas. - Examen de confirmation.	- Déclaration de saillie - Déclaration de naissance. - Confirmation	
Certificats délivrés par la SCC	Certificats d'inscription au titre de l'apparence avec numéro d'enregistrement au livre d'attente	- Récepissé de déclaration de naissance. - Certificat d'inscription au titre de l'apparence.	- Certificat de naissance (rose) - Si confirmation,remplacement par un certificat définitif : le Pedigree. - Si non confirmation : mention sur certificat de naissance et LOF. Pas de Pedigree délivré.	

pour l'Amélioration des Races de Chiens en France

TELEPHONE NATIONAL A.P.P. PAR EMINENT 101 41.00.11.0000

(H) KXET Ju 76 Z 70 Airtel du 72 5.1969

SECRET

Membre de la Fédération



LIVRE DES ORIGINES FRANÇAIS

(L. O. F.)

Inscrit au Registre des livres Généralogiques du MINISTÈRE de L'AGRICULTURE FRANÇAIS

PEDIGREE

PROFITABLE SUCCESS



NOM DU CHIEN MALICE DES JOYEUX DEMONS FCI
 RACE YORKSHIRE TERRIER
 SEXE FEMELLE
 COULEUR DE LA ROBE BLUE TAN
 NATURE DU POIL
 TAILLE
 NÉ LE 23.07.76

71

Enregistré au L.O.F.
 sous le N°

9 Y.T.

009914/02695

IMMATRICULÉ AU FICHIER CENTRAL
 DES ANIMAUX DE L'ESPÈCE CANINE

N° ZK 289

TATOUÉ SUR L'ANIMAL

DÉLIVRÉ A PARIS, le : 21.08.78

Le Président G. M. S.C.C.

PRODUCTEUR LAMALLE DUTCHER
 ISSOUDUN

PROPRIÉTAIRE MME DALLERY JACQUELINE
 6 RUE GUILLAUME PARADIN
 69800 LYON

GÉNÉALOGIE

PÈRE

1° JOLI COEUR DU BIEF
 DE LA DEJEUNERIE FCI
 LOF 9 Y T 7300/995

3° CH B CH I B MIK
 DE LYVIADINE
 LOF 9 Y T 1720/33

4° URIA DU BIEF DE LA
 DEJEUNERIE
 LOF 9 Y T 4432/832

7° CH B BUTIBEL BUXUS
 KC 27920/57
 LCF 9 Y T 475

8° HOMERDENE GLAMOUR
 KC 92568/59
 LCF 9 Y T 651

9° GUIET LAD DU HOME
 MANOU
 LOF 9 Y T 2496/180

10° THALASSA SWEET
 LOF 9 Y T 3840/572

MÈRE

2° JOANNY DU CLOS DE HAUTE
 LANDE
 LOF 9 Y T 7200/1571

5° EIKROY'S BRIGADIER
 GERARD
 KC 135966/72
 RSH 738

6° EBURACUM ROSEMARY
 149585/75
 LOF 9 Y T 6958/1310

11° CHARLEVIEW LITTLE
 CRACKER
 1245 AZ 7/66

12° EIKROYS AMOURETTE
 1166 BD 107058/67

13° EBURACUM PRIAN
 54424/72

14° EBURACUM ROSETTA
 54425/72

3/ Décret n° 74-195 du 26 février 1974

relatif à la tenue du Livre Généalogique pour l'espèce canine.

Journal Officiel n° 56 des 4 et 5 mars 1974

Le Premier Ministre,

Sur le rapport du Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural,

Vu le décret n° 47-681 du 27 mars 1947 portant réglementation des Associations tenant un livre généalogique, modifié par le décret n°58-8 du 2 janvier 1958 ;

Vu l'avis du Conseil Supérieur de l'Elevage,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER - Les dispositions du décret n° 47-681 du 27 mars 1947 portant réglementation des Associations tenant un Livre Généalogique sont complétées ou modifiées ainsi qu'il suit en ce qui concerne les animaux de l'espèce canine

ARTICLE 2 - Il est tenu, pour les animaux de l'espèce canine, un livre généalogique unique, divisé en autant de sections que de races.

Le livre est tenu par une Fédération Nationale agréée, ouverte notamment aux Associations spécialisées par race.

L'Association spécialisée la plus représentative pour chaque race ou groupe de races, sous réserve qu'elle adhère à la Fédération tenant le livre généalogique, dans les conditions prévues par les statuts de ladite Fédération, peut être agréée.

L'agrément est accordé en tenant compte notamment de la régularité de la constitution et du fonctionnement de l'Association, de la définition de ses objectifs, de l'importance des effectifs concernés et de l'organisation générale de l'élevage canin.

L'Association spécialisée agréée est alors chargée de définir les standards de la race ainsi que les règles techniques de qualification des animaux au livre généalogique en accord avec la Fédération tenant le livre généalogique.

Les agréments prévus ci-dessus et les retraits d'agrément sont prononcés par arrêté du Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural après avis du Conseil Supérieur de l'Elevage.

Plusieurs Associations spécialisées par race peuvent être invitées par l'autorité chargée de l'agrément à se regrouper pour constituer des unités suffisamment importantes et des ensembles autant que possible homogènes de races présentant entre elles des affinités.

ART. 3 - Tout litige relatif aux opérations intéressant la sélection de la race, l'inscription au livre généalogique et la confirmation des animaux intervenant entre la Fédération tenant le livre généalogique et une Association spécialisée agréée, pourra être soumise à l'arbitrage de la commission scientifique et technique prévue à l'article 10 du présent décret ; cette commission s'adjoint, à cette occasion, un représentant de l'Association spécialisée intéressée ; l'arbitrage de la commission est susceptible d'un recours devant le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural.

ART. 4 - La confirmation est obligatoire pour les reproducteurs des deux sexes ; elle ne peut avoir lieu avant l'âge de 10 mois.

Cette confirmation peut être effectuée à partir de critères différents pour chaque sexe et comprendre plusieurs qualifications ; la classe la plus élevée concernant les reproducteurs pour lesquels il est tenu compte des aptitudes.

Les normes d'âge et les qualifications seront fixées pour chaque race en accord avec la Fédération tenant le livre généalogique par les Associations spécialisées agréées.

Par dérogation, la confirmation n'est pas obligatoire dans les départements et territoires d'outre-mer. La Fédération tenant le livre généalogique délivrera pour les chiens nés dans ces départements et territoires, un certificat d'un modèle spécial signalant notamment qu'ils ne pourront être utilisés comme reproducteurs sur le territoire métropolitain qu'après y avoir subi l'examen de confirmation.

Les opérations de confirmation, dont les modalités d'exécution sont fixées par la Fédération tenant le livre généalogique, s'effectuent sur n'importe quel point du territoire métropolitain à l'occasion de rassemblements de chiens organisés avec l'agrément de la Fédération tenant le livre généalogique.

En outre, sur demande des éleveurs ayant un ou plusieurs animaux à confirmer, il sera procédé également à l'examen de confirmation en dehors des rassemblements visés ci-dessus. Les frais exposés à cette occasion pourront être mis à la charge des propriétaires des chiens à confirmer.

ART. 5 - Les inscriptions au livre généalogique peuvent s'effectuer selon quatre modalités :

1° Au titre de la descendance, quand il s'agit de sujets issus de géniteurs eux-mêmes inscrits à titre définitif au livre généalogique dans la même section de race ; un certificat provisoire est, dans ce cas, délivré à la naissance de l'animal par la Fédération tenant le livre généalogique ; il sera remplacé par un certificat définitif si le chien est confirmé.

2° A titre initial, sur avis de l'Association spécialisée agréée et après examen de l'animal dans les mêmes conditions que pour une épreuve de confirmation. Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 4 A quater du décret du 27 mars 1947 ne sont pas applicables à l'espèce canine.

3° Pour les sections du livre qui sont fermées, après trois générations successives enregistrées à un livre d'attente, sur avis de l'Association spécialisée agréée et après confirmation de l'animal.

4° Au titre de l'importation quand il s'agit d'animaux inscrits à un livre généalogique étranger reconnu par la Fédération Française tenant le livre généalogique.

L'admission n'est effective qu'après confirmation par un expert français, sauf si l'animal a subi dans son pays d'origine un examen reconnu équivalent par l'Association spécialisée.

L'inscription est faite avec transcription de la généalogie figurant au livre étranger.

Les certificats provisoires et définitifs d'inscription sont délivrés exclusivement par la Fédération tenant le livre généalogique ; ils sont seuls reconnus par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural dans les diverses activités qu'il engage ou qu'il contrôle.

ART. 6 - Les opérations d'expertise en vue de la confirmation et de l'inscription à titre initial des animaux de l'espèce canine peuvent être confiées à un expert unique choisi sur une liste établie et mise à jour annuellement par la Fédération tenant le livre généalogique en accord avec les Associations spécialisées agréées.

Appel des décisions de l'expert peut être rejeté dans les deux mois devant la Fédération tenant le livre généalogique soit par le propriétaire de l'animal, soit pas l'Association spécialisée intéressée. La Fédération tenant le livre généalogique désignera un jury d'appel composé d'au minimum trois experts choisis dans la liste visée à l'alinéa précédent du présent article, dont un accepté par l'appelant.

Le Directeur Départemental de l'Agriculture dans le département duquel doivent avoir lieu les opérations de confirmation est informé des dates et des lieux de rassemblement. Il pourra y assister ou s'y faire représenter.

A titre exceptionnel, le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural peut désigner une commission composée de deux ou trois personnalités chargées d'examiner si les décisions prises par le jury d'appel répondent au but assigné à l'examen de confirmation et de proposer éventuellement les solutions nécessaires.

ART. 7 - L'envoi des déclarations de saillies par l'éleveur à la Fédération tenant le livre généalogique doit avoir lieu dans les quatre semaines suivant la saillie, celui des déclarations de naissance dans un délai qui ne pourra excéder deux semaines suivant la naissance.

Le contrôle de ces déclarations incombe à la Fédération tenant le livre généalogique qui, notamment, fera procéder à des visites inopinées des élevages.

ART. 8 - Ne pourront figurer dans les pédigrees des animaux inscrits que les récompenses obtenues dans des épreuves ou concours officiels organisés par la Fédération tenant le livre généalogique, les Associations spécialisées agréées et les Associations régionales faisant partie de la Fédération tenant le livre généalogique.

ART. 9 - Pour l'examen et la solution de toutes les questions relevant des modalités d'application du présent décret, il est créé, auprès de la Fédération tenant le livre généalogique, une commission scientifique et technique composée en nombre égal, d'une part, d'éleveurs désignés par la Fédération tenant le livre généalogique, d'autre part, de personnalités administratives, scientifiques et techniques désignées par le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural. Le président de la Commission est nommé par le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, qui fixe la durée de son mandat.

L'activité de la commission s'inscrit dans le cadre de la politique définie par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, après avis du Conseil Supérieur de l'Elevage.

Les solutions apportées par la commission aux questions qui lui sont soumises sont susceptibles de recours devant le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural ; ce recours doit être introduit dans le mois qui suit la notification de la décision.

ART. 10 - Le décret n° 66-709 du 21 septembre 1966 relatif à la tenue du livre généalogique pour l'espèce canine est abrogé.

ART. 11 - Le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Française.

Fait à Paris, le 26 Février 1974.

Pierre MESSMER

Par le Premier Ministre :
Le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural
Jacques CHIRAC

c. Attribution de l'affixe

Chaque élevage pour marquer et différencier les chiots nés de son élevage fait précéder mais surtout suivre le nom du chiot par un mot ou un groupe de mots dit "affixe".

Cet affixe est l'attribut d'un naisseur, c'est-à-dire qu'un chien changeant de propriétaire gardera son affixe, mais ses produits eux porteront l'affixe du nouveau propriétaire.

La demande d'affixe doit être envoyée par l'éleveur à la S.C.C., sur un formulaire prévu à cet effet.

La S.C.C. précise alors, si elle accorde ou non, l'affixe demandé. Elle publie chaque semestre la liste des affixes accordés.

Le nom des chiots, doit obligatoirement commencer par la même lettre pour une année donnée.

Le choix de cette lettre a été uniformisé en 1973 avec la lettre I. On utilise alors les lettres dans leur ordre alphabétique, à l'exception des lettres K, Q, W, X, Y, Z qui ne sont pas employées.

II. IDENTIFICATION DES CHIENS.

A. HISTORIQUE ET DIFFERENTES METHODES EMPLOYEES.

L'identification des animaux et des chiens en particulier n'est pas un problème récent. L'abbé BREUIL dans son ouvrage "La Préhistoire" cite quelques exemples de marques sur chiens et bovins.

En fait, il s'agissait surtout d'individualiser un groupe plus qu'un animal seul : par exemple, le marquage des chiens de meute au fer rouge.

Le problème de l'identification se fit surtout sentir, dès que l'homme attribua une valeur marchande aux animaux, ne serait-ce que pour garantir à un acquéreur qu'il est bien en possession de l'animal qu'il a acheté.

En même temps, l'identification des chiens, sans pouvoir supprimer toutes les fraudes possibles, évite au moins les substitutions de chiens au moment des saillies ou lors de la confirmation...

Par la suite, le chien, animal de compagnie prend une grande valeur affective pour ses maîtres; il se pose alors le problème de l'identification du chien sans race défini, non plus pour établir l'identité de l'animal, mais plutôt celle de son propriétaire.

Cette identification de masse présente de nombreux avantages:

Tout d'abord, un intérêt prophylactique, au moins en ce qui concerne les zoonoses aussi importantes que la rage.

Intérêts également dans la recherche des propriétaires d'animaux perdus, volés ou abandonnés.

Qu'il s'agisse d'identification d'animaux inscrits au L.O.F. ou d'identification de masse, elle doit présenter certaines qualités:

- la pérennité : le caractère choisi pour l'identification doit être immuable durant toute la vie de l'animal.
- l'inviolabilité.
- Elle doit être spécifique d'un animal et ne laisser place à aucune confusion.
- Elle doit être facile à mettre en œuvre et à contrôler.

Compte tenu de ces critères, plusieurs méthodes furent employées. Nous les envisagerons rapidement en mentionnant pour chacune d'elles les avantages et les inconvénients.

Nous pouvons les classer en deux grands groupes :

a. Les méthodes descriptives

. La description écrite de l'animal.

(L'espèce - race - sexe - âge - taille - pelage ...)

Méthode reconnue par la S.C.C. à sa création, elle fut abandonnée en 1958.

En effet, si cette méthode, ne demandant aucun appareillage, est simple en soi, elle n'est pratiquement applicable qu'aux chiens à robes tachées; les robes unicolores étant trop difficiles à différencier.

D'autre part, la description varie trop du chiot à l'adulte : robe, port des oreilles...

. La photographie d'ensemble.

Il serait nécessaire de faire trois photographies du chien : deux profils et une de face.

Cette méthode beaucoup mieux applicable de nos jours où la technique photographique s'est popularisée, peut rendre de grands services surtout pour les chiens à robes très différenciées.

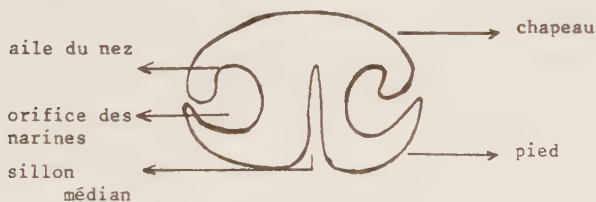
Elle présente cependant les mêmes inconvénients que la méthode précédente pour les races trop homogènes.

. Les fiches silhouettes

ne présente aucun intérêt vis-à-vis de la photographie.

. La prise d'empreinte nasale.

Elle se fait de la même façon que l'empreinte digitale humaine. La truffe d'un chien a schématiquement la forme d'un champignon, son empreinte est constituée par un ensemble de taches séparées par des sillons.



Cette méthode étudiée par L.A. DAVID repose sur deux principes :

- Permanence des empreintes
- Individualité des empreintes.

Elle présente de nombreux avantages : peu onéreuse, sa réalisation est facile. Cependant, par ce procédé, l'identité de deux empreintes est difficile à établir, surtout lorsqu'elles ont été prises à deux âges très différents de l'animal. D'autre part, ce moyen ne permet pas, en présence d'un chien, de retrouver son inscription au L.O.F. ou plus simplement son propriétaire.

Pour ces différentes raisons, cette méthode officielle en France de 1958 à 1971 a été abandonnée. Elle est toujours employée dans de nombreux pays.

. La rétino-graphie en couleur.

Le dessin des vaisseaux sanguins du fond de l'œil d'un chien est unique pour chaque individu.

Une photographie en couleur de la rétine établit donc d'une façon absolue l'identité d'un chien; d'autre part, elle est immuable avec l'âge de l'animal.

Malheureusement cette méthode est difficile à réaliser; réservée à des spécialistes, elle est en outre assez onéreuse.

b. Les méthodes par apposition des marques.

Nous élimin^{ons} tout de suite de ces méthodes, le collier portant une médaille; le collier peut trop facilement être enlevé ou perdu pour qu'il constitue un moyen de marquage.

Il existe deux autres sortes de marques :

. Le marquage par brûlure.

Cette méthode souvent inesthétique et douloureuse ne permet pas un marquage très précis. Etant visible de loin, elle est plutôt utilisée pour différencier un groupe d'animaux parmi d'autres, comme par exemple les chiens de meutes.

. Le marquage par tatouage

Cette méthode est la méthode officielle d'identification des chiens en France depuis 1971.

B. LE TATOUAGE.

a. La législation

- Textes : - Arrêté ministériel du 16 février 1971.
 - Arrêté ministériel du 28 juillet 1971.
 - Arrêté ministériel du 28 septembre 1971.
 - Loi du 22 décembre 1971, article 3.
 - Arrêté ministériel du 16 juillet 1975.

Identification par tatouage des Animaux de l'Espèce Canine

ARRETES

Journal Officiel N° 53 du Jeudi 4 Mars 1971

Identification par tatouage des animaux de l'espèce canine

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret n° 47-681 du 27 mars 1947 portant réglementation des associations tenant un livre généalogique, modifié par le décret n° 58-8 du 2 janvier 1958;

Vu le décret n° 66-709 du 21 septembre 1966 relatif à la tenue du livre généalogique pour l'espèce canine;

Vu l'arrêté du 22 mai 1969 portant agrément de la Société centrale canine pour l'amélioration des races de chiens en France pour tenir le livre généalogique pour l'espèce canine, en application du décret n° 66-709 du 21 septembre 1966;

Vu l'avis du comité consultatif des élevages spéciaux du conseil supérieur de l'élevage;

Vu la demande présentée par la Société centrale canine et tendant à identifier par tatouage les chiens inscrits au livre généalogique,



Arrêté :

Art. 1^{er}. - Les animaux de l'espèce canine, inscrits au livre généalogique tenu conformément au décret n° 66-709 du 21 septembre 1966 seront identifiés par tatouage.

Les chiens non inscrits au livre généalogique pourront également être identifiés par tatouage à la demande de leur propriétaire.

Un fichier central sera tenu pour l'immatriculation des chiens identifiés.

Art. 2 - Le ministère de l'agriculture peut donner délégation à un organisme doté de la personnalité civile, pour la mise en œuvre de l'identification des animaux de l'espèce canine et la tenue du fichier correspondant.

Art. 3 - Les chiens seront identifiés par un numéro tatoué sur la face interne de la cuisse droite, par des personnes, par un procédé et à l'aide de matériels qui auront reçu l'agrément du ministère de l'agriculture.

Art. 4 - Une carte comportant notamment le nom et l'adresse du tatoueur, le numéro d'identification du chien, la date du tatouage et les nom et adresse du propriétaire sera remise à ce dernier. A l'occasion de changements de propriétaire, une carte nouvelle portant le même numéro sera, contre remise de l'ancienne, délivrée au nouveau propriétaire du chien.

Art. 5 - Les doubles des cartes délivrées seront classés dans un fichier central tenu par l'organisme chargé d'organiser l'identification par tatouage.

Art. 6 - Le fichier central, géré par l'organisme précité est la propriété du ministère de l'agriculture.

Ce fichier ne pourra être utilisé à des fins commerciales ou publicitaires et seules y auront accès les personnes chargées de sa tenue ou spécialement habilitées à cet effet par le ministère de l'agriculture.

Une convention, passée entre le ministère de l'agriculture et le représentant habilité à cet effet par la Société centrale canine, précisera les modalités d'application du présent arrêté et la date de début des opérations.

Journal officiel N° 176 du Samedi 31 Juillet 1971

Règlementation
de l'identification par tatouage
des animaux de l'espèce canine

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret n° 47-681 du 27 mars 1947 portant réglementation des associations tenant un livre généalogique, modifié par le décret n° 58-8 du 2 janvier 1958;

Vu le décret n° 66-709 du 21 septembre 1966 relatif à la tenue du livre généalogique pour l'espèce canine ;

Vu l'arrêté du 22 mai 1969 portant agrément de la société centrale canine pour l'amélioration des races de chiens en France pour tenir le livre généalogique pour l'espèce canine, en application du décret n° 66-709 du 21 septembre 1966 ;

Vu l'arrêté du 16 février 1971 portant réglementation de l'identification par tatouage des animaux de l'espèce canine et agréant la Société centrale canine pour l'amélioration des races de chiens en France en qualité de fédération nationale chargée d'organiser l'identification par tatouage des animaux de l'espèce canine et de tenir le fichier correspondant.

Arrêté :

Art. 1^{er}- L'article 3 de l'arrêté du ministre de l'agriculture en date du 16 février 1971 portant réglementation de l'identification par tatouage des animaux de l'espèce canine est abrogé et remplacé par :

Art. 3

Les chiens seront identifiés par un numéro tatoué sur la face interne de la cuisse droite ou de l'oreille droite et, en cas d'impossibilité, de l'autre cuisse ou de l'autre oreille. Les matériels et procédés doivent assurer une parfaite inscription dermographique lisible et permanence des numéros.

Art. 2 - le directeur de la production, des marchés et des échanges extérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 28 juillet 1971.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

JEAN MICHARDIERE

Journal officiel n° 240 du Jeudi 14 Octobre 1971

Identification par tatouage
des animaux de l'espèce canine.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret n° 66-709 du 21 septembre 1966 relatif à la tenue du livre généalogique pour l'espèce canine :

Vu l'arrêté du 22 mai 1969 portant agrément de la société centrale canine pour tenir le livre généalogique pour l'espèce canine;

Vu les arrêtés des 16 février et 28 juillet 1971 organisant l'identification par tatouage des animaux de l'espèce canine;

Vu l'arrêté du 17 février 1971 agréant la société centrale canine en qualité de fédération nationale chargée d'organiser l'identification par tatouage des animaux de l'espèce canine;

Arrêté :

Art. 1^{er} - Sont seuls autorisés à procéder à l'identification par tatouage des animaux de l'espèce canine prévue par l'arrêté du 16 février 1971 :

- a) Les docteurs vétérinaires et les vétérinaires;
- b) les personnes agréées par le ministre de l'agriculture, après avis de la section spécialisée pour l'espèce canine du comité consultatif des élevages spéciaux du conseil de l'élevage.

Art. 2 - Les demandes individuelles d'agrément seront transmises au ministère de l'agriculture par l'intermédiaire de la société centrale canine.

Des autorisations provisoires d'une durée maximale d'un an et renouvelables pourront être délivrées, en attendant l'examen des demandes, par la section spécialisée pour l'espèce canine du comité consultatif des élevages spéciaux du conseil supérieur de l'élevage.

Art. 3 - Les autorisations individuelles pourront être retirées pour inaptitude constatée ou pour faute grave commise à l'occasion des opérations d'identification. Le retrait sera prononcé par le ministre après avis de la section spécialisée pour l'espèce canine du comité consultatif des élevages spéciaux du conseil supérieur de l'élevage.

Art. 4 - Le directeur de la production, des marchés et des échanges extérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 28 septembre 1971.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la production, des marchés
et des échanges extérieurs,
H. CORSON.

Arrêté ministériel du 16 Juillet 1975

relatif aux dispositions relatives à l'identification des chiens par tatouage et à la vente des chiens et chats.

Art. 1^{er} - Au sens du présent arrêté on entend par établissements spécialisés visés à l'article 3 de la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971 dans lesquels les chiens qui transitent doivent être obligatoirement identifiés par tatouage :

1. Les établissements où les animaux qui y sont conduits doivent faire l'objet d'un transfert de propriété;
2. Les établissements de garde (refuges des sociétés protectrices, fourrières ou établissements privés) et de dressage, quand l'animal doit y être conservé plus de quinze jours ;
3. Les établissements de location.
4. Les établissements et instituts spécialisés dans la recherche biomédicale, dans le contrôle biologique ou dans les productions biologiques.

Art. 2 - L'identification par tatouage est obligatoire pour tous les chiens non déjà régulièrement tatoués qui transitent par un établissement spécialisé visé à l'article 1^{er} ci-dessus.

Elle est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par les arrêtés ministériels en vigueur et par les seules personnes habilitées en application de l'arrêté ministériel du 28 septembre 1971.

Art. 3 - L'identification par tatouage doit être réalisée à la diligence de l'exploitant de l'établissement ;

Préalablement à leur cession à titre gratuit ou onéreux en ce qui concerne les chiens appartenant à des marchands ou transitant par un établissement visé au point 1 de l'article 1^{er} ;

Dans les quinze jours qui suivent la date de leur entrée dans l'établissement pour les chiens remis à un établissements de garde visé au point 2 de l'article 1^{er} ;

Le jour qui suit celui de leur introduction dans les établissements visés aux points 3 et 4 de l'article 1^{er} ;

Art. 4 - La personne habilitée qui a procédé à l'identification par tatouage établit immédiatement une carte d'immatriculation au fichier central comportant deux volets et un double.

L'un des volets est destiné au propriétaire de l'animal (s'il est connu) ou au marchand ou exploitant de l'établissement dans le cas contraire.

L'autre volet est destiné au fichier central. Le double est obligatoirement conservé pendant trois années consécutives par la personne qui a délivré la carte d'immatriculation.

La personne habilitée qui a la responsabilité de la rédaction de la carte d'immatriculation doit veiller à remplir toutes les rubriques que cette carte comporte. Elle doit en particulier, dans tous les cas, indiquer sur le volet destiné au fichier central, dans la partie qui lui est réservée, les nom, prénoms et adresse du marchand ou de l'exploitant spécialisé qui a fait procéder à l'identification.

Art. 5 - Dans le cas où l'animal doit faire l'objet d'une cession à titre onéreux ou gratuit, les identifications relatives à l'identifié et à l'adresse du propriétaire pourront être différées jusqu'au moment de la cession. Elles devront alors y être inscrites par le marchand qui devra également les transmettre à la personne qui a procédé à l'identification pour lui permettre de compléter le double de la carte d'immatriculation qu'elle est tenue de conserver.

Art. 6 - La transmission au fichier central du volet correspondant de la carte d'immatriculation doit être effectuée dans les deux jours qui suivent celui de l'identification ou, dans le cas d'une cession, au plus tard le jour qui suit celui de la cession soit par les soins des propriétaires des animaux identifiés à leur demande, soit par les soins des marchands ou des exploitants des établissements visés à l'article 1^{er} pour les chiens qu'ils ont cédés à titre gracieux ou onéreux, ainsi que pour les chiens dont ils sont propriétaires ou dont ils ont la garde.

Art. 7 - Le propriétaire d'un chien identifié par tatouage est tenu de renvoyer la carte d'immatriculation au fichier central des animaux de l'espèce canine, en cas de mort de l'animal.

Les propriétaires de chiens cédés par des marchands sont tenus aux mêmes obligations à moins qu'ils n'aient intenté une action en nullité de vente conformément aux dispositions du décret n° 75-282 du 21 avril 1975.

Les cartes d'immatriculation retournées au fichier central à la suite de la mort des animaux doivent comporter dans la partie réservée à cet effet la date de cette mort.

Art. 8 - Dans les cas où une action en nullité a été intentée par un acheteur conformément aux dispositions du décret n° 75-282 du 21 avril 1975, la carte d'immatriculation au fichier central des animaux de l'espèce canine, remise par le vendeur doit lui être restituée dans le mois qui suit le jugement définitif si l'acheteur conserve la garde de l'animal ou si le chien est mort.

Art. 9 - Par dérogation aux dispositions des articles 5 et 6 sus-visés l'identification par tatouage des chiens cédés par les marchands ou transitant par des établissements spécialisés peut être différée :

Pour les chiens âgés de moins de deux mois ;

Pour les chiens atteints d'une maladie constituant une contre-indication provisoire attestée par un certificat vétérinaire.

Les animaux bénéficiant d'une dérogation ne peuvent cependant faire l'objet d'une cession à titre gratuit ou onéreux tant qu'ils n'ont pas été identifiés dans les conditions réglementaires en vigueur.

Art. 10 - Pour permettre l'application de l'article 1^{er} du décret n° 75-282 du 21 avril 1975 les établissements de vente de chiens ou de chats sont tenus d'afficher à la vue du public la liste des vétérinaires ou docteurs vétérinaires résidant dans leur département, arrêtée annuellement par le préfet, en application de l'article 310 du code rural.

Art. 11 - Le directeur de la production, des marchés et des échanges extérieurs, le directeur des services vétérinaires et les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Arrêté ministériel du 2 Octobre 1975

relatif à la réglementation de l'identification des animaux de l'espèce canine.

Art. 1^{er} - Les vétérinaires et docteurs vétérinaires autorisés à procéder à l'identification par tatouage des animaux de l'espèce canine en application de l'article 1^{er} a de l'arrêté du 28 septembre 1971 peuvent, sous leur contrôle et leur responsabilité et dans les conditions fixées ci-après, confier l'exécution matérielle du tatouage des chiens au personnel qu'ils emploient ainsi qu'aux exploitants et au personnel des établissements spécialisés visés à l'article 1^{er} de l'arrêté du 16 juillet 1975 relatif à l'identification des chiens par tatouage et à la vente des chiens et des chats.

Dans tous les cas, ces personnes doivent être nommément désignées.

Art. 2 - Dans le cas où elles exercent dans des établissements spécialisés, les personnes agréées par le ministre de l'agriculture en application de l'article 1^{er} b de l'arrêté du 28 septembre 1971 ne peuvent effectuer que des opérations matérielles de tatouage. Elles doivent être désignées par l'exploitant de l'établissement concerné et être placées sous le contrôle et la responsabilité d'un vétérinaire ou docteur vétérinaire choisi par l'établissement dans les conditions prévues au présent arrêté.

Art. 3 - Les exploitants des établissements spécialisés qui désirent bénéficier des dispositions de l'article 1^{er} doivent en faire la demande à la société centrale canine.

Dès réception de cette demande, la société centrale canine adresse à l'exploitant une fiche d'établissement en quatre exemplaires.

Art. 4 - Cette fiche, qui doit être fournie par l'établissement au cas où l'exploitant en gère plusieurs, mentionne notamment :

Pour les personnes physiques, l'identité et le domicile du responsable de l'établissement ;

Pour les personnes morales publiques ou privées, la nature d'activité la raison sociale, le siège social, l'identité du responsable et l'adresse de l'établissement ;

Le nom et l'adresse du vétérinaire ou docteur vétérinaire choisi par l'exploitant pour exercer le contrôle du tatouage des chiens dans l'établissement concerné.

Il ne peut être désigné qu'un seul vétérinaire ou docteur vétérinaire par établissement.

Art. 5 - S'il s'agit d'un cabinet de groupe, le vétérinaire ou docteur vétérinaire désigné par l'exploitant de l'établissement mentionne les noms des vétérinaires ou docteurs vétérinaires associés.

Art. 6 - Le vétérinaire ou docteur vétérinaire désigné par l'exploitant de l'établissement peut également, en tant que de besoin, désigner les nom et adresse d'un vétérinaire ou docteur vétérinaire qui, en cas d'empêchement ou d'absence, sera chargé de sa suppléance.

Art. 7 - Les vétérinaires ou docteurs vétérinaires et leurs suppléants choisis par les exploitants doivent figurer sur les listes arrêtées annuellement, en application de l'article 310 du code rural, par les préfets du département du siège de l'établissement ou d'un département limitrophe.

Art. 8 - La fiche d'établissement adressée par la société centrale canine à l'exploitant est visée pour accord par le vétérinaire ou docteur vétérinaire responsable qui doit attester qu'il s'est assuré de la dextérité manuelle des personnes chargées par l'exploitant de l'exécution matérielle du tatouage.

Les tatouages ne peuvent être exécutés qu'après enregistrement de la fiche d'établissement par la société centrale canine et notification de cet enregistrement aux intéressés.

Art. 9 - En cas de changement dans le choix de son vétérinaire ou docteur vétérinaire, l'exploitant de l'établissement concerné est tenu de faire une nouvelle demande à la société centrale canine.

Le vétérinaire ou docteur vétérinaire primitivement désigné informe la société centrale canine de cette cessation d'activité.

Art. 10 - Le vétérinaire ou docteur vétérinaire choisi par l'établissement assume l'entière responsabilité de la rédaction et de la signature des cartes d'immatriculation dans les conditions prévues par l'arrêté du 16 juillet 1975 relatif à l'identification des chiens par tatouage et à la vente des chiens et des chats.

Il doit, d'une part, s'assurer de la concordance du nombre de cartes délivrées avec les inscriptions au registre des entrées et des sorties prévues à l'article 5 de l'arrêté du 2 juin 1975 relatif à l'aménagement et au fonctionnement des établissements spécialisés dans le toilettage, le transit et la vente des chiens et des chats et, d'autre part, tenir la comptabilité des cartes reçues et délivrées.

Art. 11 - Les vétérinaires ou docteurs vétérinaires qui effectuent eux-mêmes ou font effectuer par leur personnel des opérations d'identification des chiens de l'établissement doivent assurer également les contrôles prévus à l'article 10 du présent arrêté.

Art. 12 - En cas d'infraction ou d'irrégularité constatée, le bénéfice des dispositions de l'article 3 du présent arrêté pourra être retiré à l'exploitant sans préjudice des sanctions prévues à l'article 12 du décret n° 75-282 du 21 avril 1975.

Art. 13 - Le directeur de la production, des marchés et des échanges extérieurs et les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Les trois arrêtés ministériels de 1971 définissent clairement les principes du tatouage et son organisation et le rendent obligatoire pour les animaux de l'espèce canine inscrits au livre généalogique.

L'art. 3 de la loi du 22 décembre 1971 rend obligatoire le tatouage "des chiens cédés par des marchands ou transitant par des établissements spécialisés".

L'art. 6 du décret du 21 avril 1975 rend effective l'obligation de l'identification par tatouage prévue par l'article 3 de la loi du 22 décembre 1971.

Les deux récents arrêtés ministériels de 1975 concernent principalement la rédaction des cartes et les personnes habilitées.

Ceci est le résumé des différentes lois, décrets ou arrêtés ministériels concernant l'identification des chiens.

Ces textes sont suffisamment explicites, pourtant nous préciserons certains points ayant donné lieu à des prises de position :

De ces textes, il ressort qu'un seul organisme, en France, est chargé de l'organisation du tatouage et de la tenue du fichier central. La commission scientifique et technique de cynophilie de la S.C.C. a alors précisé que seuls les tatouages faits selon les règles françaises sont reconnues; les tatouages pratiqués à l'étranger ne sont donc pas valables.

D'autre part, ces textes ont relancé le conflit élevages amateurs et professionnels en faisant une grande discrimination entre les deux. En effet, l'arrêté du 28 septembre 1971 (art. 1) permet à l'éleveur amateur de tatouer ses chiots, de plus il ne rend même pas le tatouage obligatoire. Par contre, les marchands spécialisés doivent obligatoirement tatouer tous ses chiots pratiquement le jour même de leur réception; le droit de tatouer lui-même lui étant refusé.

C'est en tenant compte de ces critiques que le législateur a prévu certains aménagements groupés dans l'arrêté du 2 octobre 1975 : en particulier la possibilité aux vétérinaires ou docteurs vétérinaires de confier l'exécution du tatouage aux propriétaires de chenils ou à leur personnel ayant fait une demande à la S.C.C. Le tatouage s'effectue cependant sous la responsabilité du vétérinaire et la rédaction des cartes d'immatriculation lui incombe entièrement.

Un autre point de la législation a suscité de nombreux commentaires : en effet, un praticien hospitalisant un animal plus de quinze jours, se voit dans l'obligation de le tatouer et d'envoyer sa carte à la S.C.C. Il est vrai que dans ce cas, le vétérinaire peut se rabattre sur l'une des dérogations prévues à l'art. 9 de l'arrêté du 16 juillet 1975 : Tous chiens hospitalisés étant, par définition, soit malade, soit convalescent, la contre-indication peut être invoquée.

Cette législation malgré quelques faiblesses, a permis une grande extension de la pratique du tatouage. Il serait bon de prévoir maintenant une généralisation à tous les chiens. Il est vrai que le contrôle de l'identification serait extrêmement difficile "les corniauds" n'étant inscrits sur aucun registre. Une solution serait peut-être envisageable si les sociétés d'assurance exigeait un numéro d'immatriculation lorsque les propriétaires souscrivent une assurance responsabilité civile pour leur chien.

b. La pratique du tatouage

1. Le principe.

Quelque soit l'appareil utilisé, le principe en est le même : une pointe fine fait pénétrer jusqu'au derme une substance colorante (encre grasse) qui reste en place et s'enkyste en laissant ainsi une marque indélébile.

2. Les appareils.

. Les pinces à tatouer

Il s'agit d'une pince dont l'un des mors est creusé de petites cases pouvant recevoir des caractères. Les caractères reproduisent sur un petit cube métallique le contour d'une lettre ou d'un chiffre à l'aide de pointes métalliques. Il mesure 5 à 7 millimètres.

. Le dermographe

Ce sont de petits appareils en forme de pistolet, munis d'une tige creuse "le canon" dans laquelle vibre une autre tige munie à son extrémité d'un faisceau de trois à cinq très fines aiguilles. Cette tige est animée par un système électrique; à chaque vibration, le faisceau d'aiguilles fait pénétrer l'encre dans le tégument.

3. Le lieu de tatouage :

Il se pratique soit à l'oreille droite soit à la cuisse droite. Si cela est impossible, à l'oreille ou à la cuisse gauche.

Pour des raisons de commodité de lecture, les chiens de grande taille sont tatoués de préférence à l'oreille.

4. Etude critique.

Il serait nécessaire de faire une différence entre les termes Immatriculation et Identification.

En effet, dans certains cas, les caractères tatoués sont pour différentes raisons illisibles. Ce chien pourvu d'une carte de tatouage est "immatriculé" et non "identifié". Il serait bon que chaque chien puisse être identifié grâce à son tatouage.

Les résultats obtenus sont variables selon la méthode employée, l'âge des animaux tatoués, le pelage du chien...

Un enquête effectuée à l'Exposition internationale du salon agricole, du 4 au 11 mars 1973 par F. HERVE - BREAU lui a permis d'observer 179 tatouages. Elle fait tout d'abord remarqué le petit nombre de chiens tatoués par rapport au nombre total de chiens ; ceci provenant du fait qu'un grand nombre de ces chiens possédant déjà le qualificatif "excellent" avait été confirmé avant 1971, le tatouage n'était donc pas obligatoire.

Sur ce nombre, 68 % des tatouages étaient lisibles et 32 % illisibles dont 6 % à cause du pelage trop fourni. 70 % des tatouages étaient donc correctes.

Dans l'ensemble, il apparait que les marques faites au dermatographe sont plus lisibles qu'à la pince ; pourtant celle-ci s'avère d'un emploi plus facile et ne nécessite presque jamais d'anesthésie.

Il semble préférable d'employer la pince pour les marques à l'oreille ; l'âge idéal des animaux étant de 6 à 8 semaines ; le numéro grandit alors avec l'oreille de l'animal.

L'emploi de la pince pour le tatouage à la cuisse est à déconseiller, les résultats sont dans l'ensemble décevants. Vice versa, le dermatographe s'emploie surtout pour le tatouage à la cuisse. D'excellents résultats sont obtenus à l'oreille, mais la nécessité dans ce cas d'une anesthésie générale fait que cette méthode est très peu répandue.

c. Le fichier central

Il est tenu par la S.C.C. à son siège : 215 rue Saint Denis Paris 2^e.

Constitué par l'ensemble des cartes d'immatriculation de tous les chiens tatoués depuis le 1er Novembre 1971, il regroupe également les anciennes cartes émises par la S.I.D.A.C. (Société pour l'immatriculation des Animaux de compagnie) dont le but était l'exploitation commerciale du tatouage et la protection animale, plus que la sélection des races.

Plusieurs catégories de chien figurent dans ce fichier :

- Les chiens dont le tatouage est obligatoire, c'est-à-dire les chiens nés après le 1er Novembre 1971 et inscrits au L.O.F. Les chiens nés avant cette date, mais pas encore confirmés, donc inscrits à titre provisoire au L.O.F.
- Les chiens dont le tatouage est facultatif comme par exemple, les chiens inscrits au L.O.F., confirmés, avant le 1er Novembre 1971, initialement immatriculés par empreintes nasales ; ou bien encore les chiens communs ou de race, non inscrits au L.O.F.

La S.C.C. fournit aux vétérinaires ou tatoueurs agréés les cartes de tatouage contre un droit de 10 F. par carte.

Cette carte comprend trois volets : le premier est destiné à la S.C.C. Le propriétaire du chien doit le renvoyer à l'adresse indiquée sans oublier de remplir le verso si son chien est inscrit au L.O.F. Le deuxième volet reste chez le tatoueur qui doit le conserver deux ans. Il n'y a rien d'inscrit au verso. Le troisième volet est destiné au maître du chien ; il constitue en quelque sorte un acte de propriété. Au verso de ce volet figure les renseignements nécessaires en cas de changement d'adresse du propriétaire, ou de changement de propriétaire.

Modèle d'une carte d'immatriculation

A.W.K. 041 N° d'immatriculation		MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE SOCIÉTÉ CENTRALE CANINE 215, rue Saint-Denis - 75083 PARIS CEDEX 02 Fichier Central des animaux de l'espèce canine	
PROPRIÉTAIRE Nom (1) _____ Prénom _____ Rue _____ Localité _____ Code postal _____ Ville _____ Tél. _____ CHIEN Nom (1) _____ Sexe _____ Né le _____ Race _____	PRATICIEN HABILITÉ Emplacement du tatouage ☐ cuisse ☐ oreille ☐ droite ☐ gauche Mettre une croix dans les cases adéquates. Date _____ Tatouage exécuté ou contrôlé par le signataire soussigné Nom et signature _____		

(1) en lettres majuscules.
Volet à conserver en archives du praticien.

III. CONCOURS ET SPORT CANIN

Exposition et épreuves sont organisées soit par les sociétés canines régionales, soit par les associations spécialisées. Elles sont toutes sous le contrôle de la S.C.C.

A. LES EXPOSITIONS - SCHEMA GENERAL.

Il existe trois sortes d'expositions :

- L'exposition canine internationale de championnat organisée à Paris par la S.C.C.

- Les expositions nationales et internationales organisées par les sociétés canines régionales.

Les expositions spéciales pour une race déterminée sont, elles, organisées par les clubs spéciaux.

a. L'engagement.

Pour participer à une exposition, le propriétaire du chien doit faire parvenir à l'organisateur, dans un délai donné (environ un mois) avant la date de l'exposition, un formulaire dit "engagement". Le chien est alors présenté, selon son sexe, son âge, ses titres dans des classes différentes.

b. Les différentes classes.

- . Classes ouvertes mâles ou femelles (C.O.M. et C.O.F.) sont ouvertes à tous les chiens, des deux sexes, seul un âge minima et non maxima est imposé (en général 15 mois).

- . Classes jeunes mâles ou femelles (C.J.M. et C.J.F.) reçoivent les jeunes chiens, dont l'âge est compris dans une fourchette fixée pour chaque race. Exemple : exposition d'Alès en décembre 1977 :

.. 1er groupe : Chiens de Berger 12 à 24 mois. Sauf Berger Allemand
15 à 24 mois.

.. 2ème groupe : Chiens de garde et de protection : 12 à 22 mois
sauf Dogue Allemand, Dogue de Bordeaux, Morstiff, Saint-Bernard,
Montagne des Pyrénées, Léonberg, Terre-Neuve, Schnauzer géant : 15 à
24 mois.

.. 3ème groupe : Terriers 12 à 22 mois.
sauf Airedales 12 à 24 mois.

.. 4ème, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème groupes : Teckels, chiens courants,
chiens d'arrêt continentaux, chiens d'arrêt anglais : 12 à 24 mois.
Sauf Spaniels : 12 à 22 mois.

.. 9ème groupe : Toutes les races d'agrément et de compagnie : 12 à 22 mois.

.. 10ème groupe : Toutes les races de lévriers : 15 à 24 mois.
Sauf Whippets et lévriers italiens : 12 à 24 mois.

. Classes travail mâles ou femelles (C.T.M. et C.T.F.)

Le même âge minima qu'en classe ouverte est nécessaire. De plus, le chien
engagé doit au moins être titulaire d'une mention dans certaines épreuves:
Exemple : "Mention très honorable" en field trial pour les spaniels.

. Classes champions mâles ou femelles (C.Ch.M. et C.Ch.F.)

où l'on retrouve les mêmes limite d'âge qu'en classe ouverte, mais
elles sont exclusivement réservées aux chiens champions de beauté
nationaux ou internationaux.

. Classes élevage national mâle ou femelle

concernent les chiens de race étrangère, sous condition qu'ils soient
nés et élevés en France. Toujours la même limite d'âge imposé.

Toutes ces classes sont considérées comme classes individuelles, par
opposition aux

. "Pariés" nécessitant l'engagement de deux chiens de même
race, appartenant au même propriétaire.

. "Groupes" pour un minimum de trois chiens.

. "Lots d'élevage" avec un minimum également de trois chiens
engagés, mais chez le même producteur.

A l'issue de ces expositions, il est attribué à chaque chien des qualifi-
catifs et des prix.

c. Qualificatifs et prix.

Le qualificatif exprime les qualités du chien par rapport au standard de sa race. Le prix, lui, introduit la notion de classement, le chien étant jugé alors par rapport aux autres chiens présentés.

En matière d'élevage, le qualificatif revêt donc une valeur beaucoup plus grande que le prix.

Quatre qualificatifs sont attribués :

. Excellent (Exc.) pour les chiens répondant en tout point au standard de la race et présentant que de très légères imperfections.

. Très bon (T.B.) récompense un chien de qualité, bien typé, bien proportionné et en bonne forme physique.

. Bon (B) est attribué à un chien présentant certains défauts bien qu'il garde les traits principaux de sa race.

. Assez bon (A.B.) pour les chiens sans qualité notoire.

Dans chaque classe et pour chaque sexe, on classe les quatre meilleurs chiens selon leur mérite. Ils reçoivent alors les 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e prix. Une réserve est cependant apportée quant à la qualité du chien.

En effet, le 1^{er} prix ne peut être attribué qu'à un chien "excellent" ou "Très bon"; le 2^e, 3^e et 4^e prix à un chien "Excellent", "Très bon" ou "bon". Un chien "Assez bon" ne peut être classé.

d. Le certificat d'aptitude au championnat de beauté (ou C.A.C.B.)

est la plus haute distinction accordée dans les expositions en concours de beauté.

Le Titre est mis en compétition dans les expositions canines nationales ou internationales et certaines expositions spéciales.

Il ne peut être accordé qu'à un chien "1^{er} prix" à condition qu'il ait reçu le qualificatif "excellent" et qu'il soit d'une qualité exceptionnelle. Il est discerné au meilleur entre les deux premiers prix en classe ouverte ou de travail.

Dans chaque exposition, un seul C.A.C.B. est attribué par sexe, par race (quelquefois par variété).

Dans les mêmes conditions que le C.A.C.B., on accorde au chien classé second, à condition qu'il soit d'une qualité équivalente au premier, la réserve de certificat au championnat de beauté (R.C.A.C.B.).

Ces deux titres ne sont valables qu'après leur homologation par la S.C.C. qui se réserve le droit de vérification.

Le C.A.C.B. permet au chien qui est titulaire d'accéder au titre de champion de beauté français.

Exemple : pour un spaniel, pour posséder ce titre, il devra, sous deux juges différents, avoir remporté : - 3 C.A.C.B. (un obligatoirement à l'exposition de championnat de Paris et deux dans des expositions canines nationales ou internationales).

- 1 M.T.H. (au moins) en

Field Trial.

Ces résultats ayant été homologués par la S.C.C.

e. Le certificat d'aptitude au championnat international de beauté
(C.A.C.I.B.)

C'est un peu, sur le plan international, l'équivalent du C.A.C.B. en France.

Il est mis en compétition dans les expositions internationales, entre chiens ayant le C.A.C.B. en classe ouverte ou de travail et le premier prix en classe de champions.

Le C.A.C.I.B. n'est valable qu'après son homologation par la fédération cynologique internationale. Il permet sous certaines conditions d'accéder au titre de champion international de beauté.

Par exemple : un spaniel (autre que le cocker américain) doit remporter sous deux juges différents

- 2 C.A.C.B. dans deux pays différents membres de la F.C.I.

- Un 1^{er}, 2^e ou 3^e prix en Field Trials où le C.A.C.T. international est mis en compétition.

B. REGLEMENT DES EXPOSITIONS CANINES

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE I - NOMENCLATURE

La Société Centrale Canine (S.C.C.) Fédération Nationale agréée par le Ministère de l'Agriculture pour la tenue du Livre Généalogique de l'espèce canine (Arrêté du 22 Mai 1969), reconnue d'Utilité Publique, affiliée à la Fédération Cynologique Internationale (F.C.I.), autorise sur le territoire national, 6 catégories de manifestations ayant pour objet la compétition ou la présentation de chiens de races pures sous l'angle de la beauté, à savoir :

- 1°) Les EXPOSITIONS CANINES INTERNATIONALES DE CHAMPIONNAT DE PARIS POUR CHIENS DE TOUTES RACES.
- 2°) Les EXPOSITIONS CANINES INTERNATIONALES POUR CHIENS DE TOUTES RACES avec attribution du Certificat d'Aptitude au Championnat International de Beauté, CACIB de la F.C.I. et attribution du Certificat d'Aptitude au Championnat de Beauté, CACB (France).
- 3°) Les EXPOSITIONS CANINES NATIONALES POUR CHIENS DE TOUTES RACES avec mise en compétition du CACB (France).
- 4°) Les EXPOSITIONS SPECIALES DE RACES avec ou sans attribution du CACB (France).
- 5°) Les participations aux CONCOURS AGRICOLES REGIONAUX avec ou sans attribution du CACB (France).
- 6°) Les PRESENTATIONS CANINES sans attribution du CACB (France).

L'accord préalable de la S.C.C. est obligatoire pour l'organisation de ces différentes catégories de manifestations.

ARTICLE 2 - DEFINITION

Les EXPOSITIONS CANINES INTERNATIONALES DE CHAMPIONNAT DE PARIS POUR CHIENS DE TOUTES RACES Sont exclusivement organisées par la S.C.C. qui se réserve PARIS comme zone d'influence.

Elles ont un statut spécial qui fait l'objet d'un règlement particulier.

- Les EXPOSITIONS CANINES NATIONALES OU INTERNATIONALES POUR CHIENS DE TOUTES RACES sont exclusivement organisées par les Sociétés Canines Régionales dans le cadre de la zone territoriale qui leur est concédée par la S.C.C.

- Les EXPOSITIONS SPECIALES DE RACES sont organisées par les Associations de races, soit dans le cadre d'une Exposition Canine Nationale ou Internationale toutes races, soit de façon autonome et à titre individuel.

a) Les Expositions Spéciales organisées dans le cadre d'une Exposition Canine ou Internationale pour chiens de toutes races ne peuvent l'être qu'avec l'accord exprès de l'Association de race concernée.

Dans ce cas le choix du Juge et de son suppléant appartient à l'Association de race.

En cas d'empêchement du Juge ou du Suppléant désigné par l'Association de race, la Société Régionale concernée doit l'en informer immédiatement et lui demander le nom du remplaçant.

b) Les Expositions spéciales autonomes organisées à titre individuel par les Associations de races ne peuvent l'être qu'après accord exprès de la Société Canine Régionale sur le territoire de laquelle cette manifestation est prévue.

- Les participations aux CONCOURS AGRICOLES REGIONAUX organisés par les Services Agricoles départementaux sous l'égide du Ministère de l'Agriculture lorsqu'ils sont ouverts à l'espèce canine.

Dans ce cas les Sociétés Canines Régionales dont le lieu du Concours dépend de leur zone d'influence, peuvent organiser une exposition canine conjointement avec les Services Agricoles départementaux.

- Les PRESENTATIONS CANINES sont organisées exclusivement par les Sociétés Canines Régionales dans le cadre de la zone territoriale qui leur est concédée par la S.C.C.

TITRE II

REGLEMENT

Article 1 - Les EXPOSITIONS CANINES INTERNATIONALES DE CHAMPIONNAT DE PARIS POUR CHIENS DE TOUTES RACES organisées par la S.C.C. font l'objet d'un Règlement spécial.

ARTICLE 2 - Les EXPOSITIONS CANINES NATIONALES OU INTERNATIONALES ET LES EXPOSITIONS SPECIALES font l'objet de Règlement-types.

ARTICLE 3 - Les participations à des CONCOURS AGRICOLES REGIONAUX font l'objet du même règlement que les Expositions Canines Nationales en ce qui concerne :

- les classes d'engagements
- Règlement du C.A.C.
- l'affichage
- les refus et exclusions
- les jugements
- les sanctions
- la confirmation

les autres paragraphes du Règlement-type pouvant être mis en harmonie avec l'organisation particulière du concours.

ARTICLE 4 - Les PRESENTATIONS CANINES diffèrent des expositions canines nationales, internationales ou spéciales en ce sens qu'elles sont des rassemblements de chiens pour lesquels il n'y a pas de classement mais seulement examen des sujets présentés avec attribution d'un qualificatif par un Juge ou stagiaire de la S.C.C.

Ces Présentations ont un but surtout éducatif, permettant à un propriétaire d'avoir l'avis autorisé d'un Juge de la S.C.C; sur les qualités ou les défauts de son chien.

Il est recommandé aux Sociétés Canines Régionales d'organiser de telles manifestations, notamment dans le cadre des Comices agricoles d'arrondissements.

Pour l'organisation de ces présentations la S.C.C. ne détermine aucun Règlement particulier, laissant aux Sociétés Régionales le soin de l'établir en fonction des situations particulières.

Il reste entendu que les Sociétés Canines Régionales devront prévoir, en s'inspirant du Règlement-type d'organisation des Expositions Canines Nationales, toutes les classes nécessaires au maintien du bon ordre et de la discipline dans ces Présentations.

TITRE III

ATTRIBUTION DU C.A.C.B. ET DU C.A.C.I.B.

ARTICLE 1 - C.A.C.B.

- Le C.A.C.B. peut être accordé dans toutes les Expositions Canines Nationales et Internationales toutes races, organisées par les Sociétés Canines Régionales, ainsi que dans les participations de ces dernières aux Concours Agricoles Régionaux et dans les Expositions Spéciales de races organisées par les Associations de races, sur leur demande et après que la S.C.C. ait agréé la dite manifestation. La S.C.C. se réserve le droit de refuser l'attribution du C.A.C.B. à toute Association organisatrice qui, lors de précédentes manifestations, n'aurait pas respecté le présent Règlement.

Les Associations organisatrices qui auront reçu de la S.C.C. l'autorisation de mise en compétition du C.A.C.B. pour une exposition considérée devront obligatoirement intituler celle-ci :

EXPOSITION CANINE NATIONALE TOUTES RACES (ou SPECIALE DE)

avec attribution du C.A.C.B.

de la S.C.C. (Fédération Nationale agréée par le Ministère de l'Agriculture - Arrêté du 22-5-1969)

ARTICLE 2 - C.A.C.I.B.

La Fédération Cynologique Internationale accorde à la S.C.C. pour la France un certain nombre d'autorisation de mise en compétition du C.A.C.I.B.

Les C.A.C.I.B. sont répartis par cette dernière entre les Expositions de Championnat de Paris et les différentes Sociétés Canines Régionales :

- a) selon l'importance et le lieu des dites expositions
- b) selon un tour de roulement.

Il est nécessaire que ces expositions présentent un véritable caractère de manifestations internationales tant par leur importance, leur situation géographique que leur parfaite organisation matérielle.

Ne pourront donc prétendre obtenir la mise en compétition du C.A.C.I.B. dans leurs expositions les Sociétés Régionales qui ne souscriraient pas aux engagements suivants :

- 1°) Constituer un jury complet avec suppléants prévus pour toutes les races.
- 2°) Limiter à 50 le nombre de chiens par Juge et par journée d'exposition.
- 3°) Organiser l'exposition sous un local couvert, les rings pouvant toutefois se trouver à l'extérieur.
- 4°) Loger tous les chiens dans des cages.
- 5°) Afficher tous les noms des races de chiens exposés, soit sur les cages, soit sur les travées correspondantes.
- 6°) Soigner particulièrement l'organisation de l'exposition, notamment en ce qui concerne la surface, le bon fonctionnement et la propreté des rings.

Les Sociétés Canines Régionales qui auront souscrit aux engagements ci-dessus définis, pourront être autorisés par la S.C.C. à mettre en compétition le C.A.C.I.B. pour l'exposition concernée qui devra obligatoirement être intitulée :

EXPOSITION CANINE INTERNATIONALE TOUTES RACES
avec attribution du C.A.C.I.B.
de la Fédération Cynologique Internationale
et attribution du C.A.C.B.

de la S.C.C. (Fédération Nationale agréée par le Ministère de l'Agriculture - Arrêté du 22-5-1969).

En cas d'inobservation de ces prescriptions les sanctions suivantes pourront être prises :

- 1°) Refus d'homologation par la F.C.I. des CACIB attribués.
- 2°) Interdiction pendant une ou plusieurs années de pouvoir prétendre pour toutes les expositions organisées par ladite Société Régionale à l'attribution du CACIB.

TITRE IV

ORGANISATION ADMINISTRATIVE DES EXPOSITIONS

PREAMBULE - Les organisateurs des Expositions Canines Nationales, Internationales, Spéciales ou de Présentations ne doivent pas perdre de vue le rôle de ces manifestations dont le but essentiel est de favoriser l'amélioration et la vulgarisation des chiens de pure race.

Pour aider à l'amélioration des races, ils devront doter leurs manifestations d'un Jury qualifié pour les races exposées, pouvant valablement fonctionner dans des conditions matérielles appropriées, ce qui implique la mise au point préalable d'une parfaite organisation.

Pour aider à la vulgarisation des races, ils devront faire en sorte que le Jury ait le temps de commenter ses jugements aux exposants qui le désireraient, que le public soit correctement informé du résultat des opérations, du nom des races exposées et qu'un service de renseignements soit mis à sa disposition.

Il ne doit pas être oublié que les exposants comme les visiteurs assurent par leur présence et les droits qu'ils acquittent le succès et le financement de ces manifestations.

Il est donc nécessaire, grâce à une bonne organisation, à une réception aimable, au respect des règlements et de leur application impartiale, d'entretenir et de développer cette clientèle en créant une ambiance accueillante indispensable au rayonnement de la cynophilie.

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

Aucune Exposition Canine Nationale ou Internationale toutes races, Exposition Spéciale de race autonome. Participation à un Concours Agricole, Présentation Canine, ne peut être organisée sur le territoire national par une Association Fédérée, sans l'accord préalable préalable de la S.C.C.

ARTICLE 2 - CALENDRIER DES EXPOSITIONS

La S.C.C. établit chaque année :

- Pour le 1er Décembre, le calendrier des dates et lieux des Expositions devant se tenir au cours du 1^{er} semestre de l'année à venir.
- Pour le 1er Mai, le calendrier des dates et lieux de celles devant se tenir au cours du second semestre de l'année en cours.

Il appartient donc aux Sociétés Canines Régionales et aux Associations de races :

- Avant le 15 Novembre pour les Expositions toutes races ou les Expositions Spéciales devant de se tenir au cours du 1er semestre de l'année à venir.

- Avant le 15 avril pour celles devant de se tenir au cours du second semestre, d'adresser à la S.C.C. leurs demandes pour accord.

En aucun cas deux expositions avec attribution de CACB ne pourront se tenir un même jour sur le territoire national à une distance inférieure à 250 kms.

En aucun cas deux expositions avec attribution de CACIB ne pourront se tenir le même jour sur le territoire national.

Au cas où deux Sociétés Canines Régionales viendraient à arrêter une même date pour des expositions dont les lieux se situant à une distance inférieure à celle définie ci-dessus, sauf accord amiable entre les parties, l'antériorité de la demande l'emportera.

Au cas où une Société Canine Régionale voudrait organiser à une même date une Exposition Canine Nationale à une distance de moins de 250 kms d'une Exposition Canine Internationale, c'est cette dernière qui obtiendrait l'accord de la S.C.C.

En aucun cas une Association de race ne pourra organiser une Exposition Spéciale autonome dans la zone d'influence d'une Société Canine Régionale le même jour où celle-ci organise une exposition canine Nationale ou Internationale toutes races. En pareille circonstance la Société Canine Régionale aura toujours priorité.

Après l'établissement du calendrier des expositions par la S.C.C. toute modification de date ne pourrait se faire que dans le respect de ces prescriptions.

ARTICLE 3 - JURY

Aucun Juge ne devra avoir plus de 50 chiens à juger par journée d'exposition.

Le Jury devra être composé :

- Pour les Expositions à CACIB : de Juges et de Suppléants qualifiés à l'exclusion de Stagiaires.
- Pour les Expositions à CACB : de Juges et de Suppléants qualifiés ou de Stagiaires.

Pour les Expositions à CACIB il est nécessaire, pour pallier à une défaillance toujours possible du Juge titulaire, de prévoir un suppléant obligatoirement qualifié.

Pour les Expositions à CACB un Suppléant qualifié ou Stagiaire pour chaque membre titulaire du Jury.

Dans ce dernier cas, si une Société organisatrice ne pouvait, pour une race déterminée, en raison de la défaillance du Juge qualifié ou du stagiaire s'assurer le concours d'un Suppléant, elle ne pourrait faire juger cette race par un autre membre du Jury qui ne serait ni qualifié ni stagiaire pour la race considérée. Elle devra en conséquence indiquer dans ses règlements, programme et catalogue que la race considérée ne sera pas jugée à ladite exposition et devra rembourser les engagements.

Il est interdit aux Membres du Jury d'avoir connaissance du catalogue de l'exposition où ils officient avant la fin de leurs jugements.

ARTICLE 4 - COMMISSAIRES DE RINGS

Les Commissaires de rings sont chargés d'assurer le parfait déroulement des opérations de jugement en faisant venir sur le ring, à la demande du Juge, les chiens inscrits dans les classes devant être jugées. Il devront préalablement connaître l'emplacement des cages des chiens qu'ils auront à appeler. Ils pourront avoir à leur disposition un catalogue de l'exposition.

En aucun cas ils ne peuvent participer aux jugements, émettre un avis sur les chiens présentés, se dessaisir de leur catalogue au bénéfice du Juge.

Les commissaires de rings sont également chargés d'assurer la police de leur ring en interdisant l'entrée à toute personne autre que les conducteurs des chiens appelés à être jugés, le secrétaire de ring, l'interprète et les organisateurs pour les besoins du service.

Ils doivent veiller à ce que le ring soit maintenu en constant état de propreté.

Il appartient aux organisateurs de réunir avant les jugements tous les commissaires de rings afin de leur expliquer leur travail, notamment en indiquant à chacun d'eux les races de chiens qu'ils auront à faire venir sur leur ring, l'emplacement des cages, celui du micro et du service de nettoyage.

La fonction de commissaire de ring est bénévole mais donne droit à un repas.

Les Associations de races peuvent, si elles le désirent, désigner pour une exposition déterminée un commissaire de ring pour officier avec un Juge de leur race. Elles devront en faire la demande auprès de la Société organisatrice.

Les Commissaires de ring doivent porter l'insigne distinctif de leur fonction.

ARTICLE 5 - SECRETAIRES DE RING

Les Secrétaires de rings sont chargés d'aider les Juges dans leurs tâches administratives, soit en prenant sous leur dictée les notes qu'ils désirent porter sur leur carnet, soit en préparant les libellés des cartons de Prix, le Juge n'ayant plus qu'à les signer.

En aucun cas les Secrétaires de rings ne peuvent participer aux jugements, émettre un avis sur les chiens présentés, avoir à leur disposition le catalogue de l'exposition.

La fonction de secrétaire de ring est bénévole mais donne droit à un repas.

Les Associations de races peuvent, si elles le désirent, désigner pour une exposition déterminée un secrétaire de ring pour officier avec un Juge de leur race. Elles devront en faire la demande auprès de la Société organisatrice.

Les secrétaires de ring doivent porter l'insigne distinctif de leur fonction.

ARTICLE 6 - INTERPRETES

Les interprètes sont souvent nécessaires pour faciliter la tâche des Juges étrangers dans l'accomplissement de leurs fonctions.

En principe les interprètes doivent connaître la réglementation des expositions afin de pouvoir renseigner les Juges pour que leurs Jugements se déroulent normalement et donner les instructions nécessaires au commissaire de ring ou au secrétaire de ring.

En aucun cas les interprètes ne peuvent participer aux jugements, émettre un avis sur les chiens présentés, avoir à leur disposition le catalogue de l'exposition.

La fonction d'interprète est bénévole mais donne droit à la gratuité de la réception.

Les interprètes doivent porter l'insigne distinctif de leur fonction.

TITRE V

IMPRIMES

Plusieurs modèles d'imprimés sont nécessaires à la bonne organisation matérielle d'une exposition.

ARTICLE 1 - LES FEUILLES D'ENGAGEMENT

La feuille d'engagement permet à l'exposant d'inscrire le chien qu'il veut engager dans les différentes classes prévues selon la définition donnée dans le Règlement général de l'exposition et de remplir le questionnaire nécessaire à la confection du catalogue.

Les feuilles d'engagement devront en outre mentionner :

- 1°) Le prix des engagements par classe.
- 2°) Le montant de la redevance à la S.C.C. et à la F.C.I.
- 3°) Le lieu, le mode de paiement des engagements et frais divers.
- 4°) La date de clôture des engagements.

5°) La formule suivante obligatoire devant précéder la signature du propriétaire du chien :

" Je déclare sincères et véritables les renseignements ci-dessus (ou figurant au verso). L'accepte d'une façon absolue et sans réserve tous les articles du règlement de cette exposition que j'ai reçu et dont j'ai pris connaissance.

" En conséquence j'exonère spécialement et entièrement la Société de toute responsabilité du fait d'accidents (blessures, morsures, vol, maladies et dommages divers) survenus à mon chien ou causés par lui ou à moi-même.

" Je certifie sur l'honneur que mon chien ou mon chenil ne sont pas, à ma connaissance, au jour où est signé cet engagement, atteint de maladies contagieuses et m'engage à ne pas le présenter si de telles maladies venaient à se déclarer d'ici au jour de cette exposition.

" Je déclare en outre ne faire partie d'aucune Société ou Club non affiliés à la S.C.C., ni d'aucun organisme non reconnu par la F.C.I.

" En cas de fausse déclaration, j'accepte d'ores et déjà de me voir appliquer les sanctions prévues au Règlement, notamment la disqualification de mon chien et mon exclusion de toute manifestation patronnée par la S.C.C."

Signature :

6°) Des cases devront être prévues pour l'inscription des numéros d'ordre d'arrivée des engagements et les numéros au catalogue.

Les Sociétés organisatrices auraient intérêt à s'inspirer des modèles publiés.

ARTICLE 2 - REGLEMENT DE L'EXPOSITION

La première page du Règlement de l'exposition doit obligatoirement porter l'un des intitulés tel que défini à la page 2, Titre III, Art. 1 et 2 selon qu'il s'agit d'Exposition à C.A.C.B. ou à C.A.C.I.B.

Les pages suivantes devront reproduire exactement le texte des règlements généraux des expositions (voir Annexe) ainsi que la composition du Jury .

Des pages supplémentaires pourront être prévues pour mentionner la liste des hôtels régionaux acceptant les chiens, avec leur tarif, ainsi que toute publicité touristique ou commerciale.

ARTICLE 3 - ACCUSES DE RECEPTION

Les accusés de réception confirment l'acceptation des engagements et doivent être adressés aux exposants au fur et à mesure de leur réception. Ils devront porter un numéro d'ordre correspondant à celui de l'arrivée de l'engagement.

ARTICLE 4 - CATALOGUE

La confection d'un catalogue d'exposition est une opération délicate et minutieuse réalisée toujours dans des conditions rendues difficiles par le délai très court imparti entre la date de clôture des engagements et celle de la remise des textes à l'imprimeur.

Il n'en reste pas moins qu'un catalogue bien fait contribue largement au bon fonctionnement de l'exposition, toute erreur pouvant engendrer des contestations de la part des exposants, nécessitant des recherches avant de donner le bon à tirer.

La façon la plus rationnelle de réaliser un catalogue d'exposition consiste, au fur et à mesure de la réception des feuilles d'engagement à transcrire sur des feuilles volantes, à raison d'une pour les mâles et d'une pour les femelles, et ce pour chaque race, les indications fournies par l'exposant.

Il est recommandé :

a) d'établir ces feuilles en double exemplaire avec carbone, l'une devant servir à l'imprimeur, l'autre devant être conservée par la Société organisatrice.

b) de vérifier préalablement l'exactitude des déclarations faites par l'exposant en s'assurant qu'elles sont complètes, que les chiens remplissent bien les conditions d'inscription voulues pour les classes dans lesquelles ils sont engagés.

Dorénavant l'adresse du propriétaire devra être mentionnée pour chaque chien engagé, cette mesure offrant de nombreux avantages pratiques.

Cette disposition n'exclut pas la publication en fin de catalogue de la liste alphabétique des exposants avec leur adresse et référence des numéros de leurs chiens.

Pour établir cette liste des exposants, il est nécessaire d'ouvrir un fichier alphabétique en y portant le nom de l'exposant, son adresse et par la suite le ou les numéros du ou des chiens par lui engagés tels que figurant au catalogue (ou de classer alphabétiquement les volets détachables des feuilles d'engagement en y indiquant dans la case prévue à cet effet le numéro du chien tel que figurant au catalogue.

A la clôture des engagements il suffira alors :

Sur des feuilles volantes :

- de numérotter chaque chien en commençant par le n° 1 pour le chien du 1^{er} Groupe et ainsi de suite jusqu'au dernier,
- de reporter pour chaque race en fin de la liste des mâles et des femelles ces numéros dans chacune des classes correspondantes aux engagements des chiens.

Sur le fichier adresse :

- de classer les fiches ou volets par ordre alphabétique et d'y inscrire les numéros des chiens engagés tels que figurant au catalogue, permettant ainsi l'établissement très rapide de la liste des exposants avec leur adresse et les numéros de leurs chiens.

Ce numérotage doit être reporté dans la case prévue à cet effet sur la feuille d'engagement, pour contrôle.

Une fois terminé, le catalogue doit se présenter de la façon suivante:

Sur la page de couverture :

- le libellé

A l'intérieur :

- le Règlement de l'exposition
- la liste du Jury avec le numéro du ring attribué à chaque juge.
- la liste et les adresse des Clubs de races avec pour chapeau "faites-vous partie du Club s'occupant de la race de votre chien ?"
- la liste des prix spéciaux.
- la liste des chiens exposés répartis par groupes, tel que défini au Règlement et numérotés dans l'ordre croissant avec mention de l'adresse du propriétaire.
- la statistique (facultative) des chiens exposés par races et par régions.
- la liste des exposants avec leurs adresses et les numéros de leurs chiens tels que figurant au fichier.

COMPOSITION TYPOGRAPHIQUE - Tous les catalogues d'exposition doivent obligatoirement être édités dans un format 15,5 x 24.

Il est nécessaire de prévoir en marge 4 colonnes avec intitulé des classes pour permettre l'inscription du Palmarès.

Il ne serait trop conseillé aux organisateurs de demander à leurs imprimeurs d'utiliser pour la composition de leur catalogue les mêmes caractères, corps et abréviations que ceux ayant servi à la confection du modèle publié, dont le choix a été particulièrement étudié pour en rendre la lecture facile.

En résumé, deviennent obligatoires les dispositions suivantes :

- 1°) le format 15,5 x 24
- 2°) le libellé-type de la première page de couverture.
- 3°) la publication des adresses des Associations de races.
- 4°) la publication de l'adresse du propriétaire pour chaque chien exposé (à la suite de ses origines)
- 5°) la mention C (confirmation) sous le n° du chien
- 6°) les colonnes en marge, pour le palmarès.
- 7°) la publication en fin de catalogue de la liste des propriétaires, avec adresse et n° des chiens exposés.

ARTICLE 5 - LES NUMEROS

Prévoir un double jeu de numéros, l'un devant servir au numérotage des cages, l'autre aux exposants.

Les numéros correspondants au numérotage du catalogue seront remis à l'exposant à l'entrée de l'exposition sous enveloppes qui devront être libellées au nom de l'exposant et classées alphabétiquement. Elles devront contenir tous les numéros des chiens appartenant au même exposant.

ARTICLE 6 - LES TICKETS D'ENTREE.

Prévoir des tickets d'entrée de couleurs différentes selon les différents tarifs.

Ils devront obligatoirement être numérotés.

ARTICLE 7 - CARNETS DE JUGES

Les carnets de Juges sont obligatoirement du modèle imposé par la S.C.C. Ils sont mis en vente avec les feuillets intercalaires à la S.C.C., 3 rue de Choiseul, Paris.

Les carnets de Juges doivent être établis très méticuleusement, toute erreur pouvant avoir des conséquences graves et être l'objet de réclamations de la part des exposants.

Ils doivent, par race, par sexe et par classe, être la transcription exacte du numérotage des chiens tels que figurant au catalogue.

Il est nécessaire d'ouvrir un feuillet par race et par sexe, voire par classe.

Ne pas omettre de reporter les numéros des chiens sur les slips destinés au secrétariat et aux Associations de races.

ARTICLE 8 - CARTONS DE QUALIFICATIFS.

Les cartons de qualificatifs doivent obligatoirement être du modèle et de la couleur imposée par la S.C.C. Celle-ci se tient à la disposition des Sociétés organisatrices pour leur en fournir le modèle.

Les cartons, selon le nombre de chiens que les Juges ont à examiner, doivent être mis en quantité suffisante dans leurs boîtes de Juge respective.

ARTICLE 9 - PANCARTES DE RINGS.

Chaque ring doit être pourvu d'un jeu de pancartes de proclamation de prix comprenant :

- 4 pancartes sur charnières portant individuellement recto-verso les numéros de 1 à 4 correspondants aux 4 Prix attribuables.
- 1 pancarte sur charnières portant recto-verso CACB.
- 1 pancarte sur charnières portant recto-verso RCACB.

Pour les Expositions à CACIB :

- 1 pancarte sur charnières portant recto-verso CACIB.
- 1 pancarte sur charnières portant recto-verso RCACIB.

N.B. Ces pancartes peuvent être remplacées par des cubes, des pyramides, en plastique ou métal.

L'apposition de ces pancartes est obligatoire au moment du classement pour informer le public du résultat final des opérations de jugement.

- 1 pancarte indiquant le numéro d'ordre du ring correspondant à celui du catalogue avec le nom du Juge et suppléant qui officient doit être apposée à l'entrée de chaque ring.

ARTICLE 10 - PANCARTES DE RACES.

Des pancartes libellées au nom de toutes les races exposées doivent être prévues pour être apposées sur les cages ou travées correspondantes.

Cette disposition est obligatoire pour toutes les Expositions Internationales comme Nationales, un tel affichage étant indispensable à l'éducation du public.

TITRE VI

ORGANISATION MATERIELLE

Dans le but d'assurer aux Expositions où le CACIB est mis en compétition une organisation d'un standing de classe internationale, il est obligatoire que celles-ci puissent se tenir dans des bâtiments couverts, tous les chiens étant mis en cages. Au cas où la place serait insuffisante les rings pourront être à l'extérieur.

Pour les expositions où le CACB est mis en compétition les mêmes prescriptions sont recommandées sans toutefois être exigées.

ARTICLE 1 - SECRETARIAT

Le Secrétariat devra être aménagé d'une façon rationnelle, être équipé d'un micro, avoir le personnel et le matériel de bureau nécessaire pour assurer le bon fonctionnement de l'Exposition, répondre aux exigences des exposants, aux demandes de renseignements du public, aux besoins des juges ;

Il devra avoir dans ses archives :

- les feuilles d'engagement des exposants.
- les Règlements de l'Exposition.
- les Règlements généraux de la Cynophilie Française.

Il devra détenir :

- les boîtes et les carnets de Juges,
- les prix spéciaux,
- les plaques de chenil ou médailles,
- un stock de formulaires de confirmation,
- une trousse médicale.

Il devra afficher :

- le plan de l'Exposition avec emplacement des races et des rings avec leur numéro,
- la liste des races pouvant être confirmées à l'exposition avec les noms des confirmateurs officiant.
- la liste des Associations de races avec leur adresse.

ARTICLE 2 - LES RINGS

Il est nécessaire de prévoir un ring par Juge. Plus les rings seront vastes plus les jugements seront facilités et rapides permettant d'examiner correctement les allures des chiens.

La taille des rings est fonction de la taille des races qui y seront jugées et du nombre des chiens engagés dans la classe la plus nombreuse.

Un Juge ayant plusieurs races de tailles différentes à juger devra avoir un ring de dimension correspondante à celle de la classe la plus nombreuse sans toutefois être inférieure à celle imposée pour la plus grande race.

Pour les grandes races un ring devra avoir un minimum de 10 m x 15.

Pour les races moyennes 8 m x 10

Pour les petites races 6 m x 6.

Ces dimensions sont celles nécessaires à une classe moyenns de 10 chiens
Prévoir 2 m² par chien supplémentaire.

Les rings devront porter un numéro d'ordre correspondant à celui indiqué au catalogue et une pancarte au nom du Juge et suppléant qui officient.

Ils devront être tenus en constant état de propreté. Prévoir à cet effet une équipe d'hommes munis de pelles et de balais.

- Les Commissaires de ring devront connaître l'emplacement de ce service de nettoyage.

Au point de vue matériel chaque ring devra être équipé d'une ou deux tables, 2 à 3 chaises, 1 parasol (pour les rings extérieurs). Une cuvette avec eau, savon et serviette pour le Juge. Un jeu complet de pancartes de proclamation de prix (voir Titre V, Art. 9).

La clôture des rings peut être faite soit par des barrières, clôtures de châtaignier, etc... soit uniquement par une double rangée de bancs laissant le passage de l'entrée. Ce dernier système très employé à l'étranger permet au public de suivre assis les jugements.

ARTICLE 3 - LES CAGES

Les expositions où le CACB est mis en compétition doivent obligatoirement loger dans des cages tous les chiens exposés.

Il appartiendra aux organisateurs de connaître exactement les races des chiens exposés et leur nombre dans chacune d'elles afin de leur affecter les cages aux dimensions et en nombre voulus.

Les organisateurs ont intérêt, afin d'assurer le bon ordonnancement de leur exposition, à choisir les cages aux dimensions appropriées et à les monter en suivant l'ordre du catalogue, évitant ainsi le fractionnement ou l'éparpillement des Groupes et des Races.

Le numérotage des cages se fait dans l'ordre du catalogue, les chiens d'une même race appartenant à un même propriétaire devant être dans des cages se suivant. (Pour ce, utiliser la liste des exposants avec numéros des chiens exposés, publiée en fin de catalogue). Une telle disposition ne vise pas les chiens de races différentes appartenant à un même propriétaire.

ARTICLE 4 - PLAN DE L'EXPOSITION

Le plan de l'exposition doit être dressé et affiché au Secrétariat, il devra mentionner l'emplacement des races et des rings avec leur numérotage.

ARTICLE 5 - PANNEAUX D'AFFICHAGE

Un panneau d'affichage doit être prévu au Secrétariat pour :

- 1) La liste des races pouvant être confirmées dans l'exposition avec les noms des experts confirmateurs.
- 2) La liste et adresse des Associations de Races.

ARTICLE 6 - BOITES DE JUGES

Elles devront contenir des cartons de prix en quantité suffisante par rapport au nombre de chiens que chaque Juge aura à examiner.

Prévoir autant de boîtes que de juges officiant.

ARTICLE 8 - CHAISES

Il est nécessaire de prévoir des chaises en quantité suffisante pour la dotation des rings et la mise à la disposition du public.

ARTICLE 9 - PRIX SPECIAUX.

Les Prix Spéciaux mis à la disposition des Juges devront être publiés au catalogue, numérotés avec mention de leur désignation et de leur mode d'attribution et faire de plus l'objet d'une liste à part collée au verso de la couverture du Carnet de Juge.

N.B. - Il est recommandé d'éviter dans toute la mesure du possible, en dehors des Prix d'Honneur, les systèmes d'attribution mettant en compétition plusieurs chiens ou nécessitant une enquête préalable.

De telles attributions sont toujours longues et fastidieuses pour le Juge et les exposants, nuisent au bon fonctionnement de la manifestation par le temps qu'elles font perdre.

Prévoir des attributions automatiques 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e prix et pour les chiens titulaires de mentions Exc., TB, B, etc... ou des mises à la disposition du Juge.

PRIX SPECIAL N°.....

Description

Mode d'attribution

N° du chien. Signature du Juge

De deux choses l'une, ou bien l'Association de race connaît un Expert confirmateur habitant la région, pouvant ou devant se rendre bénévolement à ladite manifestation même comme exposant, elle en indique alors le nom et l'adresse à la Société organisatrice (cas de Monsieur N°, sur le tableau ci-dessous) ou bien l'Association de race ne peut désigner d'Expert confirmateur - dans ce cas la Société organisatrice devra indiquer sur ses Règlements et Catalogue que la race considérée ne pourra être confirmée à ladite exposition.

Le cas peut également se produire où l'Association de race considère comme indispensable qu'un Expert confirmateur soit désigné pour une manifestation, dans ce cas elle désignera un Expert confirmateur et les frais de déplacement seront partagés par moitié entre l'Association de race et la Société organisatrice.

N.B. - L'attention des Sociétés organisatrices est attirée sur les responsabilités qu'elles encourraient en n'indiquant pas dans leurs Règlement et Catalogue les races ne pouvant être confirmées dans ladite manifestation.

En effet l'exposant venant avec l'intention expresse de faire confirmer son chien pourrait assigner la Société organisatrice en dommages et intérêts et abus de confiance.

La composition du Jury doit donc être publiée sur les Règlement et Catalogue de la façon suivante (donnée à titre d'exemple) :

RACES	COMPOSITION DU JURY		
	JUGES	CONFIRMATION	SUPPLEANTS
1er groupe			
Briards-Beaucerons	+ M. A....	+	M. C.....
Dobermanns	M. B ...	+	+M. A
Bergers Allemands	+ M. C....	+	M. D
Reste du groupe	+ M. E....	sauf Schnauzers	M. B.....
2ème groupe			
Tout le groupe	+ M. F....	sauf Airedales	M. G.....
7 ^e groupe			
Epagneuls Bretons	M. H....	Néant	M. I.....
Reste du Groupe	+ M. J....	+	M. H.....
8 ^e Groupe			
Chiens d'Arrêt Anglais	+ M. K....	+	M. L.....
Spaniels	M. L ...	+(M.N....)	M. M.....

+ Indique les races pouvant être confirmées et le nom de l'expert confirmateur.

ARTICLE 3 - AFFICHAGE

La liste des Experts confirmateurs par race officiant dans ladite manifestation et compte tenu des changements de dernière heure toujours possibles, devra être affichée au Secrétariat de la manifestation. Un exemplaire devra en être adressé à la S.C.C.

ARTICLE 4 - HORAIRE DES EXAMENS DE CONFIRMATION

Les examens de confirmation doivent commencer après les jugements.

Dans chaque ring devra être apposée une ardoise intitulée CONFIRMATION et portant le nom du confirmateur. Il appartiendra à celui-ci d'y indiquer en fonction de ses jugements l'heure à laquelle il procèdera aux examens de confirmation.

Les Commissaires de ring, chacun en ce qui les concerne, seront chargés de réunir à l'heure indiquée, à l'aide du catalogue, les chiens portant sous leur numéro la lettre "C". Ils devront s'assurer que les propriétaires ont préalablement rempli leurs demandes d'examen de confirmation et sont bien possesseur du titre de naissance des chiens à confirmer.

TITRE VIII

OBLIGATIONS DES SOCIETES ORGANISATRICES VIS-A-VIS DE LA S.C.C.

Les sociétés organisatrices doivent :

- 1°) Obtenir l'accord préalable de la S.C.C. à toute organisation de manifestations sur le territoire national.
- 2°) Respecter scrupuleusement les Règlements faite pour elles de se voir infliger des sanctions pouvant aller jusqu'à la suppression pour un temps de l'attribution de mise en compétition du CACB et CACIB pour les manifestations qu'elles organiseront à l'avenir ou l'interdiction pure et simple d'organiser d'autres manifestations.
- 3°) Adresser à la S.C.C. dans un délai d'un mois à compter de la date de la manifestation considérée :

a) 2 exemplaires du catalogue de l'exposition avec en marge l'indication du Palmarès complet + 8 catalogues non annotés.

b) les slips des jugements destinés aux Associations de races.

c) la liste en double exemplaire des CACB et RCACB attribués à ladite exposition avec numéros et noms des chiens, noms et adresses des propriétaires, et nom du Juge, signée par le Président de la Société organisatrice.

d) la liste en double exemplaire des CACIB et RCACIB attribués à ladite exposition avec numéros et noms des chiens, noms et adresses des propriétaires, et nom du Juge, signée par le Président de la Société organisatrice.

N.B. - Tout retard dans les délais concernant les paragraphes c et d pourra avoir pour conséquence la non homologation des CACB et CACIB attribués à ladite manifestation et recours possible des exposants lésés contre la Société organisatrice défaillante.

e) la liste des Experts confirmateurs ayant officié à ladite manifestation.

ARTICLE 10 - PLAQUES DE CHENILS OU MEDAILLES

Les 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e Prix en classes Ouverte, Lots d'élevage, CACB, RCACB, CACIB, RCACIB devront faire l'objet d'une distribution de plaques de chenils ou de médailles. Elle reste facultative pour les autres classes.

ARTICLE 11 - STANDS DES ASSOCIATIONS DE RACES

Les Sociétés organisatrices dotées d'une exposition spéciale de race dans le cadre de leur manifestation, sont tenues de mettre un stand à la disposition des Associations de races concernées afin qu'elles puissent exposer leurs Prix Spéciaux et leurs documents de propagande.

Ces stands devront être équipés au minimum de 2 tables ou tréteaux et de 2 chaises.

C. CONCOURS DE TRAVAIL - EPREUVES D'UTILISATION

Des épreuves de travail sont organisées sur un schéma à peu près analogue au concours de beauté. Elles peuvent mener à l'obtention d'un CACT ou CACIT par analogie au CACB et CACIB.

Ces épreuves étant spéciales pour chaque race ou groupe de races, nous ne pouvons rentrer dans le détail de leur règlement.

Nous signalons simplement que la Société Centrale Canine édite des livrets sur :

- Concours en ring (avec CACT en Annexe).
- Concours de pistage et concours de travail pratiqué en campagne.
- Règlement du concours international de chiens d'utilité de la F.C.I.
- Règlement de field-trials de chiens d'arrêt.
- Règlement de field-trials de Spaniels.

Ces livrets sont cédés par la Société Centrale Canine sur demande à lui adresser.

D. REGLEMENT SANITAIREMINISTERE DE L'AGRICULTUREDIRECTION DES SERVICES VETERINAIRES3^e Bureau - Poste : 26.44

Circulaire DSV/N° 1019 C

3, rue Barbet de Jouy - 75007 Paris

du 26 Septembre 1969

Téléphone : 468-50-20

Classement : PA/2/25

LA/CV

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE

à

MESSIEURS LES PREFETS

(Directions des Services Vétérinaires)

OBJET : Prophylaxie de la rage-

Organisation des concours et expositions
de carnivores domestiques.

Compte tenu de l'épizootie de rage en France, je vous invite à prendre un arrêté fixant les modalités à imposer aux organisateurs de concours ou expositions de carnivores domestiques et qui tiendrait compte des dispositions ci-après énumérées:

1°) L'organisation d'une exposition ou d'un concours de carnivores domestiques doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préfectorale déposée au moins 30 jours avant la date de la manifestation.

2°) Les animaux présentés devront être en parfait état de santé. L'origine exacte de chacun d'eux devra pouvoir être justifiée à tout moment par les organisateurs de ces manifestations.

3°) Tous les animaux en provenance de l'étranger ou d'un département français infecté de rage devront être accompagnés d'un certificat de vaccination antirabique, conforme au modèle réglementaire.

La vaccination antirabique, pour être valable, devra dater de plus de 15 jours à compter de la date de la deuxième injection vaccinale et de moins d'un an.

Pour le Ministre et par délégation
le Directeur des Services Vétérinaires,

E. MATHIEU.

3^e Bureau - Poste 311
 5, rue Ernest-Renan
 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX
 Tél: 642-27-50

Circulaire 8772
 du 5 Septembre 1974
 Classement : PA 32 513

RL/JD - DSV N° 312 C

LE DIRECTEUR DES SERVICES VETERINAIRES
 à
 Messieurs les Directeurs Départementaux
 des Services Vétérinaires
 sous couvert de Messieurs les Préfets

Objet : Prophylaxie de la rage.

Organisation des concours et expositions
 des carnivores domestiques
 dans les départements infectés de rage

Les carnivores domestiques participant aux concours et expositions organisées dans les régions infectées de rage sont susceptibles de contracter la rage à la faveur de contacts directs ou indirects avec des porteurs de virus rabique et de propager ensuite cette affection en des lieux très éloignés du foyer d'infection.

Aussi convient-il de prendre dans les régions concernées des mesures propres à assurer la protection des animaux présentés contre toute atteinte de cette redoutable maladie.

A cet effet, dans les départements déclarés infectés de rage, le troisième paragraphe de la circulaire N°1019 C du 26 Septembre 1969 relative à l'organisation des concours et expositions de carnivores domestiques est remplacé par les dispositions suivantes :

- 3° - Il est exigé pour tous les animaux un certificat de vaccination antirabique conforme au modèle réglementaire.

Ce certificat doit attester que la vaccination a été pratiquée depuis :
 - plus de 15 jours et moins d'un an à compter de la deuxième injection dans le cas d'une primo vaccination;

- plus de 15 jours et moins d'un an dans le cas d'une vaccination de rappel effectuée avant l'expiration du délai de validité de la primo vaccination ou de l'injection de rappel précédente.

Pour le Directeur des Services Vétérinaires
 Le Contrôleur Général,
 P. DUFRENE.

3^e Bureau - Poste 311
5, rue Ernest-Renan
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX
Téléphone: 645-21-18

Circulaire 8844
du 16 Janvier 1975
Classement : PA 32 513

RL/JD DSV N° 9 C

LE DIRECTEUR DES SERVICES VETERINAIRES

à

Messieurs les Directeurs Départementaux
des Services Vétérinaires
sous couvert de Messieurs les Préfets

Référence : circulaire DSV N°1019 C du 26 Septembre 1969
circulaire 8772 DSV N° 312 C du 5 Septembre 1974

Objet : Prophylaxie de la rage.

Participation aux concours et expositions
des carnivores domestiques provenant de l'étranger

L'application des dispositions relatives à la prévention de la rage prévues par les circulaires ci-dessus référencées ayant soulevé de nombreuses difficultés en ce qui concerne les carnivores domestiques provenant de l'étranger, j'ai l'honneur de vous préciser que la participation de ces animaux aux concours et expositions est subordonnée à la présentation :

1) d'un certificat de vaccination antirabique en cours de validité attestant que la vaccination a été pratiquée depuis plus d'un mois.

Ce certificat devra avoir été authentifié par les Autorités Vétérinaires du pays d'origine et garantir que l'animal a bien été vacciné par un procédé autorisé dans ce pays.

2) d'une traduction officielle en langue française de ce certificat.

Le Directeur des Services Vétérinaires,
E. MATHIEU.

IV. LA LOI DU 22 DECEMBRE 1971
ET SES DECRETS D'APPLICATION

A. ENONCE DE LA LOI.

LOI N°71-1017 DU 22 DECEMBRE 1971
tendant à la protection des jeunes animaux
et à la défense de leurs acheteurs

Art.1er - La vente des chiens et des chats par des marchands spécialisés ou des particuliers est nulle de droit lorsque, dans les quinze jours francs qui suivent leur livraison, les premiers sont atteints de maladie de Carré ou d'hépatite contagieuse, les seconds du typhus ou de la leucopénie infectieuse.

Art. 2 - Aucun chien ou chat ne peut être importé, sauf autorisation expresse du ministre de l'agriculture, s'il n'est âgé d'au moins trois mois et muni d'un certificat de vaccination contre la maladie de Carré, l'hépatite contagieuse et le typhus.

Art. 3 - A compter d'une date fixée par arrêté du ministre de l'agriculture, les chiens cédés par des marchands ou transitant par des établissements spécialisés seront obligatoirement identifiés par tatouage.

Les chiens non visés à l'alinéa premier ci-dessus pourront également être identifiés par tatouage à la demande de leur propriétaire.

Les renseignements ainsi recueillis seront centralisés par le ministère de l'agriculture, à l'exclusion de toute société privée n'ayant pas fait l'objet d'un agrément spécial dudit ministère.

Art. 4 - Sans préjudice de l'application des dispositions relatives à la police des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, les règles sanitaires relatives à l'aménagement et au fonctionnement des établissements spécialisés dans le toilettage, le transit et la vente des chiens et des chats, ainsi que les modalités de contrôle correspondantes, sont arrêtées par le ministre de l'agriculture. Ces établissements sont placés sous la surveillance des services vétérinaires.

En cas d'inobservation de ces règles, ou lorsque les animaux se trouvant dans l'un de ces établissements ne présentent pas des garanties sanitaires suffisantes, le maire ou, à défaut, le préfet, sur rapport des services vétérinaires, peut prescrire toute mesure nécessaire pour faire cesser les causes d'insalubrité et prononcer l'interdiction de cession des animaux et la fermeture temporaire ou définitive de ces établissements.

Art. 5 - Les modalités d'application de la présente loi seront déterminées par décret en Conseil d'Etat.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

B. LES DECRETS D'APPLICATION

a. Chapitre 1 : Dispositions relatives à la vente des chats et des chiens.

1/ Enoncé du décret (n° 75-282 du 21 avril 1975)

Chapitre 1er

Dispositions relatives à la vente des chiens et des chats.

Art. 1er - Les ventes de chiens ou de chats doivent être accompagnées de la délivrance d'une attestation signée par le vendeur et l'acheteur, précisant la date de la vente et de la livraison, l'identité de l'animal et le prix de vente.

L'attestation précise également le nom et la résidence du ou des vétérinaires ou docteurs vétérinaires, choisis par les deux parties ou, à défaut d'accord, par chacune d'elles en vue de l'application éventuelle de l'article 2.

Art. 2 - Lorsque, dans les quinze jours qui suivent la livraison, un chien ou un chat est atteint ou soupçonné d'être atteint de l'une des maladies énumérées à l'article 1er de la loi du 22 décembre 1971, l'acheteur fait immédiatement procéder au diagnostic par le ou les vétérinaires désignés dans l'attestation.

L'existence de la maladie est établie :

1. Soit avec les seuls éléments d'examens cliniques lorsque plusieurs symptômes concordants permettent d'établir avec certitude de diagnostic ;

2. Soit avec les éléments d'examens cliniques entraînant la suspicion ou ceux d'un examen nécroscopique en cas de mort ou d'abattage de l'animal, ces examens devant être obligatoirement complétés dans tous les cas par une ou plusieurs épreuves de laboratoire.

L'acheteur conserve toutefois la faculté de recourir à la procédure prévue aux articles 290 et 292 du code rural.

Art. 3 - Le délai imparti à l'acheteur d'un chien ou d'un chat atteint ou soupçonné d'être atteint de l'une des maladies mentionnées à l'article 1er de la loi du 22 décembre 1971 pour intenter l'action en nullité de la vente est d'un mois à compter de la livraison.

Toutefois si l'animal meurt ou est abattu, ce délai est de quinze jours à compter de la mort ou de l'abattage de l'animal.

Les règles de procédure applicables à la demande sont celles qui sont prévues à l'article 293 du code rural.

2/ Commentaires et critiques.

- L'article 1er de la loi institue un véritable contrat de vente entre vendeur et acheteur ; contrat dont on ne peut que se féliciter. Auparavant, en cas de litige, l'acheteur ne pouvait avoir recours qu'à la garantie conventionnelle tacite ou éventuellement à une action en nullité de vente pour vice de consentement.

- L'article 2 définit le rôle du vétérinaire expert.

Plusieurs critiques sont à formuler. Elles le furent d'ailleurs, pour la plupart, au moment de la parution de la loi du 22 décembre 1971, mais les modifications qu'elles demandaient, auraient nécessiter un trop grand retard quant à la parution du décret d'application - déjà très important (4 ans !). Il n'en fut donc pas tenu compte dans la rédaction du décret d'application.

Le législateur dans l'article 1er de la loi du 22 décembre 1971 ne mentionne, en ce qui concerne le chien que deux maladies virales pouvant annuler la vente.

Ces deux maladies "maladie de Carré" et "hépatite contagieuse" sont certes les deux viroses les plus importantes ; cependant FONTAINE dénombre actuellement chez le chien dix huit virus responsables de maladie de symptomatologie très proche et difficile à différencier ; Comme par exemple : l'herpès canin, la laryngotrachéite à Adénovirus Toronto, l'infection par le virus parainfluenza SUS ; l'infection à Rhéovirus type 1 ; ce qui rend l'expertise vétérinaire d'une extrême délicatesse.

En effet, le législateur prévoit un diagnostic clinique pouvant amener à une certitude de la maladie ; soit à un diagnostic clinique et nécroscopique compété par un diagnostic expérimental.

Le diagnostic clinique peut amener à une fort suspicion, mais aucun praticien, sur ces seuls symptômes ne se risquera à poser un diagnostic positif. Seules les preuves expérimentales sont scientifiquement indiscutables. Or il n'existe en France que quelques laboratoires qui soient en mesure de mettre en évidence le virus de la maladie de Carré, par inoculation au furet, cultures cellulaires, recherche des inclusions spécifiques tantôt intracytoplasmiques tantôt intranucléaires, ou mieux rechercher l'antigène viral par immunofluorescence ou encore étudier la cinétique des anticorps.

Toutes ces méthodes sont, dans tous les cas, longues et coûteuses et les résultats probant que dans le cas où ils sont positifs ; il existe de nombreuses erreurs par défaut - pour l'hépatite contagieuse, le diagnostic se faisant surtout sur le cadavre ; la mise en évidence ne pose pas de problèmes très particuliers.

D'autre part, l'article 2 du décret se réfère aux Art. 290 et 292 du code rural concernant l'expertise en cas de vice rédhibitoire. Or les maladies citées dans l'article 1 ne sont pas des vices rédhibitoires ; il est donc impossible de procéder à une expertise dans les règles propres de ces vices rédhibitoires.

Pour le chat, la principale critique réside essentiellement dans la désignation des maladies ; le typhus étant un terme bien désuet et ambigu, pratiquement plus employé dans la pratique vétérinaire courante.

Il est également dommage d'écarter des vroses importantes telle que la rhinotrachéite à Herpès virus.

- L'article 3 fixe un délai de 15 jours francs. Ce point de la loi fut un des plus contestés ; il fut cependant maintenu dans le décret d'application. La logique aurait voulu que ce délai soit égal à la durée d'incubation de ces maladies : soit pour la maladie de Carré de 2 à 13 jours ; 4 à 5 jours pour l'hépatite contagieuse et à 2 à 10 jours pour la leucopénie infectieuse. Ce délai de 15 jours, sans commune mesure avec les durées d'incubation tend à pénaliser les vendeurs de chiens.

D'autre part, lorsque l'acheteur intente une action, il s'agit d'une action en nullité de vente, le délai est de un mois à compter de la livraison ou de 15 jours à compter de la mort de l'animal. Les règles de procédure sont les mêmes que celles de l'action en réhabilitation.

Cette procédure est une procédure batarde entre l'action en nullité de vente appliquée pour les maladies réputées contagieuses et l'action en réhabilitation pour les vices rédhibitoires. Ce type de législation peut donc multiplier les procès et s'éloigne ainsi de son but initial : la protection de l'acheteur, en compliquant les démarches judiciaires.

b. Chapitre 2 : Dispositions relatives à l'importation des chiens et des chats.

1/ Enoncé du décret

Chapitre II

Dispositions relatives à l'importation des chiens et des chats.

Art. 4 - L'entrée sur le territoire métropolitain et dans les départements d'outre-mer des chiens et des chats âgés d'au moins trois mois n'est admise que pour ceux de ces animaux qui sont accompagnés d'un certificat de vaccination contre les maladies énumérées à l'article 2

de la loi du 22 décembre 1971, sous réserve des autorisations particulières prévues au même article.

Art. 5 - Les mesures prévues au présent chapitre ne font pas obstacle à l'application des dispositions en vigueur relatives à l'importation des carnivores domestiques vivants prises en application des dispositions de l'article 247 du code rural.

2/ Commentaire et critiques.

Avant la loi Nivelles et ses décrets d'application, l'importation des chiens et des chats se référait à deux articles du code rural : 244 et 247 et aux arrêtés du 2 novembre 1957 et 17 août 1964.

Article 244 : Les animaux de toutes espèces doivent, avant leur entrée en France, au frais des importateurs, subir une visite sanitaire.

Article 247 : Le ministre de l'agriculture peut prohiber l'entrée en France, ou mettre en quarantaine tout animal ou objet susceptible de communiquer une maladie contagieuse.

Arrêtés du 2 novembre 1957 et 17 août 1964 prohibent l'entrée sur le territoire douanier métropolitain et dans les départements d'outre-mer de tous les animaux vivants domestiques ou sauvages en provenance de tous pays et prévoit la possibilité au ministre de l'agriculture d'accorder des dérogations.

Jusqu'à la loi Nivelles, le problème des importations de chiens restait entier : en effet, n'importe qui pouvait importer des chiens et la visite sanitaire imposée pour obtenir la dérogation qu'illusoire. Comment faire passer une visite sanitaire correcte à un plein camion de chiens ?

La loi Nivelles, sur ce point, apporte quelques éclaircissements bien que certains problèmes restent posés.

La nouveauté de cette loi, c'est que pour la première fois, elle fait mention d'un âge limite pour l'importation (3 mois) ; bien que sur le plan pratique, cette obligation soit mal respectée. Le chien en outre doit être accompagné d'un certificat antirabique ou d'un certificat de bonne santé si son pays d'origine est indemne de rage depuis 3 ans et si il y séjourne depuis plus de 6 mois ou depuis sa naissance ; ce certificat ayant moins de 5 jours.

- Problème des vaccinations :

De nombreux vétérinaires praticiens émettent des doutes quant à la valeur des vaccinations pratiquées à l'étranger. Pourtant ces vaccinations restent la meilleure garantie pour ne pas avoir trop de problèmes au niveau des chenils de vente.

La meilleure solution possible aurait été un accord entre la France et les Pays du Bénélux (parce que les principaux concernés) sur le choix des souches vaccinales et des méthodes de préparation du vaccin.

D'autre part, le délai de un mois imposé après la vaccination pour l'importation, s'il est valable pour les chiens adultes, ne l'est pas pour les chiots.

En effet, ceux-ci sont importés un mois après leur 1er vaccin, ce qui fait que la vente n'a pas lieu suffisamment tôt pour que le rappel de vaccination soit fait dans des délais valables.

Le mieux serait d'imposer un délai de 8 à 10 jours après le 2ème vaccin.

- Problème de contrôles frontaliers :

Ces contrôles se font sur deux points différents :

- Contrôle de la véracité des énonciations de la déclaration et des documents joints.

- Contrôle physique de la marchandise.

Le premier contrôle concerne donc les certificats de vaccination.

Le deuxième contrôle consiste donc en l'identification des animaux, contrôle de l'âge et visite sanitaire.

Le contrôle de l'identité par tatouage est inapplicable, car les tatouages pratiqués à l'étranger ne sont pas reconnus en France.

Le contrôle de l'âge est théoriquement réalisable jusqu'à l'âge de 3 mois : 2 critères possibles :

- éruption des incisives adultes qui débute par les pincs
- réunion du scapho-centro-lunaire du carpe (visible à la radio).

En fait, une visite sanitaire correcte de chaque chiot est impossible et n'est pas envisagée dans les textes législatifs se rapportant à la loi Nivelles.

En fait au poste de douane, le contrôle se borne en une visée des documents sanitaires et une vérification entre le nombre de documents et le nombre de chiens.

Il serait bon d'effectuer ce contrôle en plus, non seulement à l'entrée dans les chenils professionnels, mais également de faire quelques contrôles ponctuels sur des élevages amateurs ou des particuliers.

c. Chapitre 3 : Dispositions relatives à l'identification des chiens par tatouage.

1/ Enoncé du décret

Chapitre III

Dispositions relatives à l'identification des chiens par tatouage.

Art. 6 - L'identification obligatoire des chiens par tatouage, prévue par l'article 3 de la loi du 22 décembre 1971, est effectuée à la diligence des marchands ou exploitants des établissements spécialisés. Ceux-ci délivrent à l'acheteur au moment de la vente le document attestant cette identification.

Art. 7 - L'identification des chiens par tatouage et la centralisation des renseignements recueillis lors de cette identification sont effectuées dans les conditions fixées pour l'identification par tatouage des animaux de l'espèce canine inscrits au livre généalogique, prévue par le décret n° 74-195 du 26 février 1974 et les arrêtés ministériels en vigueur.

2/ Critiques

Les principaux problèmes posés ont été envisagés au chapitre "Immatriculation des animaux".

d. Chapitre 4 : Dispositions relatives aux établissements spécialisés

1/ Enoncé du décret

Chapitre IV

Dispositions relatives aux établissements spécialisés.

Art. 8 - Le contrôle des règles édictées au présent chapitre est assuré, notamment, par les vétérinaires inspecteurs, les préposés sanitaires et les agents techniques sanitaires.

Art. 9 - Sans préjudice des dispositions en vigueur relatives aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, les responsables des établissements spécialisés dans le toilettage, le transit ou la vente des chiens et des chats sont tenus d'adresser une déclaration au préfet du département dans lequel est situé l'établissement.

Art. 10 - Les établissements définis à l'article 9 doivent comprendre des locaux en nombre suffisant, d'une superficie en rapport avec les activités exercées. Ils doivent être approvisionnés en eau potable.

Ils doivent être agencés de façon à permettre le maintien de conditions de salubrité et d'hygiène satisfaisantes; notamment ils doivent pouvoir être facilement nettoyés et désinfectés et être aménagés et entretenus de façon à ne jamais constituer une cause d'insalubrité pour les animaux qui s'y trouvent, ou une menace pour leur santé, ni provoquer des nuisances pour le voisinage. Ils doivent être convenablement éclairés et ventilés.

Art. 11 - Les arrêtés prévus au premier alinéa de l'article 4 de la loi du 22 décembre 1971 fixent notamment les conditions auxquelles doivent répondre les locaux des établissements spécialisés par application de l'article 10.

Cette loi laisse prévoir ce que sera les décrets futures.

Le chapitre IV du décret du 21 avril 1975 en trace les grandes lignes.

2/ L'arrêté ministériel du 2 juin 1975 en fixe tous les détails.

Arrêté modifié par l'arrêté ministériel du 26 août 1975 sur demande du S.N.V.U.

Art. 1 - Au sens du présent arrêté, on entend par établissement spécialisé dans le transit des chiens et des chats visés à l'art. 4 de la loi 71-1017 de la loi du 22 décembre 1971 les établissements ci-après :

Les établissements où les animaux qui y sont conduits doivent faire l'objet d'un transfert de propriété

Les établissements de garde, refuge de S.P.A., fourrière ou établissements privés

Les établissements de dressage ou de soins vétérinaires

Les établissements de location, les établissements ou institut spécialisé dans la recherche biomédicale, dans le contrôle biologique ou dans la production biologique.

Art. 2 - Sans préjudice des dispositions relatives aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, les responsables des établissements visés à l'art. 4 de la loi du 22 décembre 1971 sont tenus d'adresser au préfet du département dans lequel est situé l'établissement, direction départementale des services vétérinaires, dans les six mois suivant la date d'entrée en vigueur du décret n°75-282 du 21 avril 1975 pour les établissements existants antérieurement à cette date et avant leur création pour tout nouvel établissement une déclaration comportant les indications suivantes :

Pour les personnes physiques : identité et domicile du demandeur

Pour les personnes morales ou privées : la raison sociale, le siège social, la qualité du signataire et l'identité du responsable de la société. Le siège de l'établissement, la nature et l'activité de l'établissement.

Art. 3 : sauf pour les établissements de garde, dans lesquels les animaux sont gardés moins de quinze jours, ou pour les établissements de dressage, les foires, marchés ou établissements de soins vétérinaires dans lesquels les animaux ne sont admis à séjourner plus de 24 heures ; la déclaration doit en outre être accompagnée d'un plan d'ensemble de l'établissement à l'échelle à 1/200 au minimum et d'une notice donnant la description détaillée des locaux et des installations fixes ou mobiles de l'établissement, capacité d'hébergement pour les chiens ou les chats. La description des aménagements permettant d'assurer la salubrité et l'hygiène des locaux et des installations; la description des aménagements permettant d'assurer la protection des animaux contre des animaux dangereux de même espèce ou d'autres espèces naturellement hostiles ; la description de l'agencement relatif à l'approvisionnement en eau potable, à l'éclairage et à la ventilation des locaux ou des installations éventuellement et compte tenu de l'importance de

l'établissement ou de la nature de son activité, l'installation vétérinaire permettant d'assurer les soins médicaux ou chirurgicaux aux animaux.

Eventuellement et compte tenu de la nature de l'activité de l'établissement le description des installations de toilettage permettant d'assurer les soins esthétiques et de propretés des animaux.

Art. 4 - La déclaration prévue à l'art. 2 doit être renouvelée à chaque changement d'exploitant ou lors de toute modification dans la nature de l'activité ou lors de toute modification importante dans l'agencement des locaux, leur aménagement, leur affectation ainsi que toutes modifications dans les installations fixes ou mobiles de l'établissement. Dans ces deux derniers cas, elle est accompagnée d'un nouveau plan d'ensemble et d'une nouvelle notice adressée à la D.S.V.

Art. 5 - Chaque établissement visé à l'art. 4 de la loi du 22 décembre 1971 doit tenir un registre des entrées et des sorties des animaux.

Sur ce registre qui doit être numéroté seront indiqués au fur et à mesure, les entrées, les sorties, les naissances et les morts.

Ce registre qui doit être présenté à toutes les réquisitions des agents de contrôle sera conservé dans l'établissement pendant trois années, à compter de la dernière inscription.

Pour chaque animal présent dans l'établissement, le registre doit comporter une mention permettant son identification, notamment espèce, sexe, date de naissance si elle est connue ou l'âge au moment de l'inscription, éventuellement tous signes particuliers et pour le chien, le numéro d'immatriculation correspondant à leur tatouage d'identification.

Pour chaque entrée d'un animal, il conviendra d'indiquer sur le registre: la date d'entrée, la provenance et dans le cas d'une importation, mention de cette importation avec la référence de la dérogation sanitaire éventuelle.

Pour chaque naissance d'un animal dans l'établissement, il conviendra d'indiquer sur le registre, la date et les références généalogiques.

Pour chaque sortie d'un animal, il conviendra d'indiquer sur le registre, la date et la destination.

Pour chaque animal mort, il conviendra d'indiquer sur le registre, la date et la cause de la mort.

Art. 6 - Les établissements de toilettage donnant uniquement des soins esthétiques, soins de propreté, ainsi que les établissements de dressage, les foires, marchés, expositions, établissements de soins vétérinaires ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 5 dans la mesure où les animaux transitant dans leurs locaux, n'y stationnent pas plus de 24 heures.

Art. 7 - Les établissements spécialisés à l'art. 4 de la loi 71-1017 du 22 décembre 1971 sont soumis aux prescriptions générales applicables aux établissements de vente ou de transit de chiens ou de chats fixées par les arrêtés - types déterminant l'application de l'art. 24 du décret n° 64-303 du 1er avril 1964, relatifs aux établissements insalubres, incommodes ou dangereux de 3ème classe, renfermant des animaux vivants.

Art. 8 - Dans les établissements visés dans l'art. 4 de la loi du 22 décembre 1971, les locaux et installations, notamment, les niches et les cages doivent permettre aux animaux de se déplacer et de se coucher facilement et les préserver contre les intempéries et les grands écarts climatiques.

Art. 9 - Dans les établissements visés à l'art. 4 de la loi du 22 décembre 1971, les chiens et les chats doivent disposer d'un volume d'air d'au moins 10 m^3 par animal de grande taille et de 2 m^3 par petit chien ou par chat. Les locaux ne doivent être chauffés qu'à l'aide d'appareils munis de dispositifs de protection répondant aux conditions prévues à l'art. 1 de l'arrêté du 8 avril 1957 du secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce. En hiver, les locaux doivent être maintenus à une température ambiante de 15° au moins et toutes mesures doivent être prises pour éviter les phénomènes de condensation sur les parois en assurant une ventilation convenable de locaux.

Art. 10 - Les établissements de dressage, ainsi que les foires, les marchés, les expositions ne sont pas soumis aux dispositions de l'art. 9 dans la mesure où les animaux transitant dans leurs locaux, n'y stationnent pas plus de 24 heures.

Art. 11 - Les animaux détenus dans les établissements visés à l'art. 4 de la loi du 22 décembre 1971 doivent recevoir toutes les 12 heures au moins la nourriture et l'abreuvement correspondant à leur exigence pour les maintenir en bon état physique. Les aliments des animaux seront préparés à la mesure des besoins. Il ne sera pas conservé d'aliments corrompus dans les établissements ou leurs annexes.

Art. 12 - Dans les établissements spécialisés visés à l'art. 4 de la loi du 22 décembre 1971, tous les locaux ou installations fixes ou mobiles où sont situés les animaux notamment les niches et les cages doivent être lavés et désodorisés tous les jours. Les locaux et installations doivent en outre être désinfectés et désinsectisés au moins une fois par mois et obligatoirement dès l'instant qu'ils sont libérés d'animaux. Les litières des animaux seront renouvelées tous les jours. Tous les autres locaux et installations fixes ou mobiles et tous les locaux où sont préparés la nourriture et l'abreuvement des animaux ainsi que les matériels utilisés doivent être maintenu en parfait état d'entretien et de propreté. Ils doivent être désinfectés une fois par an, au moins.

Art. 13 - Tous les locaux et installations des établissements spécialisés visés à l'art. 4 de la loi n°71-1017 du 22 décembre 1971, toutes dispositions efficaces doivent être prises pour s'opposer à la propagation des bruits.

Art. 14 - Dans toutes les parties des établissements sus-désignés toutes dispositions efficaces seront prises pour lutter contre les mouches et les rongeurs nuisibles, ainsi que pour assurer leur destruction par des désinsectisations ou des dératisations opérées au moins une fois par an.

Art. 15 - Les cadavres des animaux doivent être enlevés des locaux, des installations fixes ou mobiles, ainsi que des autres emplacements des établissements visés à l'art. 4 de la loi du 22 décembre 1971, dans les 24 heures qui suivent la mort des animaux et doivent être détruits dans les conditions fixées par le code rural. L'autopsie ne peut être pratiquée dans les établissements que s'ils disposent d'installations nécessaires.

Art. 16 - Les établissements de vente et leurs annexes, y compris les établissements attenants à des établissements d'élevage, les établissements de toilettage, les établissements de transit visés à l'art. 1 ne doivent pas abriter les animaux malades ou blessés qui doivent l'être dans des installations sanitaires vétérinaires, séparés des autres locaux, et spécialement aménagés pour le traitement des animaux de l'établissement. Les animaux malades ou blessés doivent y être maintenus jusqu'à guérison complète. L'accès du public aux installations sanitaires vétérinaires doit être interdit. En l'absence d'installation sanitaire vétérinaire les soins doivent être donnés soit hors de l'établissement, soit dans l'établissement mais dans ce cas l'accès du bâtiment doit être interdit au public jusqu'à guérison complète des animaux.

Art. 17 - Les établissements visés à l'art. 16 doivent tenir en outre un livre, coté et paraphé par le maire de la commune où est situé l'établissement sur lequel sont consignés les renseignements relatifs à l'état de santé des animaux, les interventions éventuelles du ou des vétérinaires attachés à l'établissement, les autopsies pratiquées et les causes de mortalité. Le livre qui doit être conservé pendant trois années à compter de la dernière inscription qui a été portée sera présenté à toutes les réquisitions des agents de contrôle.

Art. 18 - Les établissements visés à l'art. 4 de la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971, pratiquant la cession à titre onéreux ou gratuit des chats ou des chiens, ne peuvent détenir des animaux atteints de l'une des maladies visées à l'art. 1 de cette loi.

En cas de contestation sur un animal hébergé dans l'établissement de l'une de ces maladies, l'animal doit être retiré immédiatement du lieu de vente et la mention de ce retrait devra être indiquée sur le livre prévu à l'art. 17.

Art. 19 - Les objets et le matériel employés pour les soins esthétiques et de propreté des animaux doivent être entretenus de façon à ne pas être en cause de transmission de maladie contagieuse. Les règles d'hygiène doivent être observées au cours des opérations de toilettage. Les poils et les balayures doivent être recueillis après chaque toilettage et placés dans un récipient muni d'un couvercle.

Art. 20 - Le contrôle des établissements spécialisés visés à l'art. 4 de la loi du 22 décembre 1971 est assuré par les agents visés à l'art. 8 du décret n°75-282 du 21 avril 1975 dans les formes et les conditions prévues aux articles 215-1 à 215-4 et 283-1 à 283-3 du code rural.

Art. 21 - Lors des visites effectuées, les agents chargés des contrôles visent le registre des entrées et des sorties prévu à l'art. 5 pour tous les établissements spécialisés, le livre de santé prévu à l'art. 17 pour certains établissements spécialisés pour y noter leurs observations.

Art. 22 - Pour les animaux importés, les contrôles porteront en outre sur les documents sanitaires ayant accompagnés les animaux. Le certificat sanitaire officiel, établi par un vétérinaire du pays d'origine, le certificat de vaccination antirabique ou le certificat d'origine pour les pays indemnes de rage, le certificat de vaccination contre la maladie de Carré, l'hépatite contagieuse pour les chiens ; contre le typhus pour les chats.

Art. 23 - Le directeur des services vétérinaires et le préfet sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au journal officiel de la République française.

3/ Arrêté ministériel du 26 août 1975.

Art. 1 - Les établissements de soins vétérinaires sont supprimés des listes des établissements spécialisés dans le transit des chiens et des chats visés aux art. 1, 3 et 6 de l'arrêté ministériel du 2 juin 1975.

Art. 2 - Le délai prévu par l'art. 2 de l'arrêté ministériel du 2 juin 1975 pour la déclaration des établissements visés à l'art. de la loi du 22 décembre 1971 est prorogée de 3 mois.

Art. 3 - Le directeur des services vétérinaires et les préfets sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au journal officiel de la République française.

Devant ce luxe de détails, nous n'avons que peu de choses à ajouter ; cet arrêté visant surtout l'éleveur professionnel qui s'est trouvé dans l'obligation de s'adjoindre un vétérinaire conseillé ; point positif de cette législation. Il est vrai qu'un grand nombre d'éleveurs sérieux n'avaient pas attendu la loi pour cela.

d. Chapitre 5 : Sanctions.

Art. 12 - Les infractions aux dispositions 6 du présent décret seront punies d'une amende de 160 f à 600 F inclusivement.

Art. 13 - La fermeture temporaire d'un établissement et l'interdiction de cession des animaux hébergés peuvent être prononcées, pour une durée de un an au maximum :

1. En cas de non-exécution des mesures prescrites en application de l'article 4 de la loi du 22 décembre 1971 ;

2. En cas de constatation sur un animal hébergé dans l'établissement d'une des maladies visées à l'article 1er de ladite loi.

La fermeture définitive de l'établissement peut être décidée en cas de renouvellement des faits ayant donné lieu à l'une des mesures précédentes ou en cas d'impossibilité de faire cesser les causes d'insalubrité.

e. Chapitre 6 : Dispositions générales

Art. 14 - Le présent décret entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant celui de sa publication au Journal officiel.

Art. 15 - Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'agriculture, le ministre de la qualité de la vie, le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

CONCLUSIONS

Devant la croissance "explosive" de l'effectif canin, la nécessité d'une réglementation s'imposait en France.

1. C'est à la Société Centrale Canine fondée en 1882, que fut confiée l'organisation de la cynophilie française. Elle fut chargée officiellement par décret ministériel du 22 mai 1969 de la tenue du livre généalogique pour l'amélioration des races canines : le L.O.F.

2. Parmi les autres attributions de la Société Centrale Canine : désignation de l'affixe, supervision des concours et sports canins ; l'organisation d'un moyen simple d'identification : le tatouage fut une réalisation importante. Sa pratique s'étant généralisée, elle protège principalement l'acheteur et le propriétaire de chien contre beaucoup de démarches frauduleuses.

3. C'est dans le même but que la loi du 22 décembre 1971 "tendant à la protection des jeunes animaux et à la défense de leurs acheteurs" fut promulguée.

Bien que présentant des lacunes certaines sur certains points, cette loi présente l'intérêt d'un essai de législation dans un domaine où tous les abus étaient possibles jusqu'alors.

Vu :
LE DIRECTEUR
de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon,

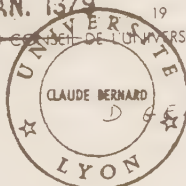
LE PROFESSEUR RESPONSABLE
de l'Ecole Nationale Vétérinaire,

Vu :
LE DOYEN,

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

Vu et permis d'imprimer

LYON, le 29 JAN. 1979
LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ



B I B L I O G R A P H I E

1. ANNUAIRE édité par le "SPANIEL CLUB FRANCAIS".
2. CHAPPUIS G. La maladie de Carré et son diagnostic de laboratoire.
Animal de Compagnie 1974, n°4, p. 321 à 327.
3. FONTAINE M. Actualité en pathologie virale du chien.
Animal de Compagnie 1971, n°20 p. 5 à p.20.
4. HERVE-BREAU F. Contribution à l'étude de l'identification du chien.
Thèse de Doctorat Vétérinaire Alfort 1974.
5. JOURNAL OFFICIEL des 20 Juin 1975, 12 Octobre 1975, 12 Septembre 1975,
29 Juillet 1975, 26 Juin 1975.
6. KIEFFER J.P. Des réglementations actuelles concernant l'élevage et
la commercialisation des chiens en France.
Thèse de Doctorat Vétérinaire Toulouse 1976.
7. LACROIX J. Les courses de lévriers.
Thèse de Doctorat Vétérinaire Lyon 1971.
8. LANDAIS E. Les ventes d'animaux en droit français.
Thèse de Doctorat Vétérinaire Alfort 1976.
9. RECLARD P. La loi Neville et le diagnostic de la maladie de Carré
du chien.
Rec. Med. Vet. 1974, 150, 3, 177, 184.

10. REGLEMENTS GENERAUX DE LA CYNOPHILIE FRANCAISE.

Livre édité par la S.C.C.

11. REVUE OFFICIELLE DE LA CYNOPHILIE FRANCAISE.

3ème trimestre 1977.

12. VIGNAULT G. La loi du 22 décembre 1971 :

Protection des animaux et défense de l'acheteur.

Thèse de Doctorat Vétérinaire Toulouse 1976.
